**REPUBLIQUE DUBURUNDI**

**COUR DES COMPTES**

**----------**

# Commentaires sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'Etat, exercice 2023/2024

Rapport adopté en audience des chambres réunies du 07 juin 2023

# TABLE DES MATIÈRES

**LISTE DES TABLEAUX** ..... iv

**PRINCIPAUX SIGLES ET ABRÉVIATIONS** ..... vi

**DÉLIBÉRÉ** ..... vii

**INTRODUCTION** ..... 1

1. Contexte de l'élaboration du PLF, exercice 2022/2023 ..... 1
2. Cadre légal ..... 1
3. Méthodologie ..... 1
4. Appréciation des actions initiées dans le cadre de la gestion budgétaire 2023/2024 ..... 2
5. Contenu du rapport ..... 3

**CHAPITRE I. ANALYSE DES MESURES FISCALES** ..... 4

I.1. Mesures fiscales instituées par les lois de finances antérieures ..... 4
I.2. Mesures nouvelles introduites par le PLF 2023-2024 ..... 5
I.2.1. Taxe sur les tarifs appliqués par les notaires et les avocats ..... 5
I.2.2. Taxe de consommation de services sur les tarifs d'hébergement ..... 6
I.2.3. Impôt sur le revenu locatif ..... 7
I.2.4. Recettes issues de la location des stands ou des shops dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'État ..... 8
I.2.5. Taxe ad valorem et spécifique sur les vins et les spiritueux ..... 9
I.2.6. Taxe spécifique sur le coût du billet d'avion, les frais de transport du cargo et sur les pénalités des bagages excédants non couverts par le billet d'avion ..... 9
I.2.7. Pénalité anti-pollution ..... 10
I.2.8. Impôt forfaitaire libératoire trimestriel ..... 11
I.2.9. Annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document ..... 11
I.2.10. Frais d'acquisition d'une carte d'agrément ..... 12
I.2.11. Redevance annuelle pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur ..... 13
I.2.12. Frais d'obtention du permis d'exploitation des débits de boissons ..... 14
I.2.13. Les frais pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale. ..... 15
I.2.14. Taxe spécifique sur les cigarettes contenant du tabac ..... 15
I.2.15. Taxe spécifique de messagerie mobile ..... 16
I.2.16. Redevance par messages internationaux entrants ..... 17
I.2.17. Taxe ad valorem de la valeur en douane ..... 17
I.2.18. Prix de la plaque d'immatriculation ..... 18
I.2.19. Taxe sur la fortune ..... 19
I.2.20. Taxe de bâtisse ..... 19
I.2.21. Droits d'enregistrement en matière foncière ..... 20
I.2.22. La taxe de transactions ..... 21
I.2.23. Dividendes dus à l'État ..... 22
I.2.24. Revenus de la vente des CAM ..... 22
I.2.25. Impôts sur les revenus des jeux ..... 23

I.2.26. Prélèvement forfaitaire sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile ..... 24
I.2.27. Imposition forfaitaire annuel sur le transport international ..... 25
I.2.28. Amande sur la valeur des biens livrés ..... 25
I.2.29. Coût de la vignette fiscale pour l'étiquetage des produits importés ..... 26
I.2.30. Taxe sur les données mobiles ..... 27
I.2.31. Taxe OTT et communication IP ..... 27
I.2.32. Taxe sur les activités financières (TAF) ..... 28
I.2.33. Prélèvement spécifique sur les frais des services financiers mobiles ..... 29
I.2.34. Taxe spécifique sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques ..... 30
I.2.35. Taxe spécifique annuelle par IMEI sur les terminaux mobiles ..... 30
I.2.36. Impôt sur le revenu du chiffre d'affaires ..... 31
I.2.37. TVA sur les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'un terrain non bâti ..... 32
I.2.38. TVA sur les livraisons de bâtiments à usage mixte ..... 33
I.2.39. Suppression des avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ..... 34
I.2.40. Suppression de l'impôt sur le revenu des intérêts sur les bons et les obligations ..... 35
I.2.41. Conditionnement de la déduction ou du remboursement de la TVA à la vérification du paiement de la TVA collectée par le fournisseur ..... 35
I.2.42. Suppression des exonérations de la fiscalité directe et indirecte ..... 36
I.2.43. Exonération des dons octroyés à l'État et à ses subdivisions administratives de tous les impôts et taxes, droits et redevances ..... 37
I.2.44. Exonération d'immeuble nouvellement construit de l'impôt sur les revenus ..... 37
I.2.45. Non-déduction fiscale de la charge relative à la facture non envoyée dans la base de données de l'EBMS ..... 38
I.2.46. Non-exigibilité de la note de synthèse et la rédaction du PV de discussion sur base des observations écrites par le contribuable ..... 39
I.2.47. Prélèvement forfaitaire libératoire à titre d'impôt sur le revenu pour les déclarants en douane ..... 39
I.2.48. Prélèvement forfaitaire sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile ..... 40
I.2.49. Prélèvement forfaitaire sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés ..... 41
I.2.50. Redevance téléphonique de 0,16 USD par minute sur les appels internationaux entrants ..... 41

**CHAPITRE II. ANALYSE DES DISPOSITIONS COMPTABLES** ..... 43
II.1. Suivi des tirages sur emprunts ..... 43
II.2. Modifications de crédits ..... 45
II.2.1. Dépenses imprévues ..... 45
II.2.2. Transferts de crédits ..... 48

**CHAPITRE III. ANALYSE DES PREVISIONS DU PLF 2023/2024** ..... 52
III.1. Prévisions des recettes du PLF 2023/2024 ..... 52
III.1.1. Analyse de l'évolution des recettes ..... 52

III.1.2. Analyse de la structure des recettes ..... 80
III.1.3. Analyse de la qualité des prévisions des recettes..... 83
III.2. Analyse des prévisions des dépenses ..... 87
III.2. 1. Analyse de l'évolution des prévisions des dépenses..... 87
III.2.2.Analyse de la structure des prévisions des dépenses ..... 106
III.2.3. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses..... 111

**CHAPITRE IV. ANALYSE DES DÉPENSES FISCALES ET DE LA STRUCTURE DU PLF 2023/2024** ..... 120
IV.1. Dépenses fiscales..... 120
IV.1.1. Existence des informations sur les dépenses fiscales dans le projet de loi de finances..... 120
IV.1.2. Appréciation des informations sur les dépenses fiscales ..... 121
IV.2. Structure du projet de loi de finances..... 121
IV.2.1. Composition du projet de loi de finances ..... 121
IV.2.2. Documents annexes au PLF..... 122

**CHAPITRE V. ANALYSE DES ÉQUILIBRES DU BUDGET**..... 124
V.1. Analyse du solde budgétaire..... 124
V.2. Analyse de la sincérité du déficit budgétaire..... 124
V.2.1. Détermination du déficit budgétaire..... 124
V.2.2. Vérification de la sincérité du déficit budgétaire ..... 125
V.3. Analyse des modalités de financement du déficit budgétaire ..... 125

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Sincérité des données inscrites au niveau du PLF 2023/2024 et du réalisme des prévisions budgétaires-2022/2023 ..... 43

Tableau 2 : État des dépenses imprévues du 01 juillet 2022 au 09 mai 2023 ..... 46

Tableau 3 : État des transferts des crédits entre articles budgétaires d'un même ministère du 01 juillet 2022 au 17 mai 2023 ..... 50

Tableau 4 : Évolution des recettes du budget général de l'État ..... 52

Tableau 5 : Évolution des produits fiscaux ..... 68

Tableau 6 : Évolution des produits non fiscaux ..... 74

Tableau 7 : Évolution des produits exceptionnels ..... 79

Tableau 8 : Part de chaque catégorie de recettes dans les prévisions du budget général de l'État ..... 80

Tableau 9 : Parts des différentes composantes des recettes fiscales ..... 81

Tableau 10 : Comparaison des prévisions des recettes non fiscales de 2022/2023 et de 2023/2024 et leurs parts dans le total des recettes non fiscales ..... 81

Tableau 11 : Les parts des différentes composantes des dons ..... 82

Tableau 12 : Les parts des différentes composantes des recettes exceptionnelles ..... 83

Tableau 13 : Comparaison des prévisions des recettes fiscales avec les réalisations des années antérieures ..... 85

Tableau 14 : Comparaison des prévisions du PLF 2023/2024 et les réalisations des années antérieures des recettes non fiscales ..... 86

Tableau 16 : Évolution des dépenses salariales sur la période 2019/2020 à 2023/2024 ..... 91

Tableau 17 : Évolution des dépenses des services extérieurs sur la période 2019/2020 à 2023/2024 ..... 93

Tableau 18 : Évolution des dépenses des achats sur la période de 2019/2020 à 2023/2024 ..... 96

Tableau 20 : Évolution des prévisions des dépenses en capital sur la période 2019/2020 à 2023/2024 ..... 100

Tableau 21 : Évolution des prévisions des dépenses des allocations, des contributions et des exonérations sur la période 2019/2020 à 2023/2024 ..... 103

Tableau 22 : Évolution des dépenses des prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges ..... 105

Tableau 23 : Part de chaque catégorie de dépenses dans les prévisions du budget général de l'Etat ..... 106

Tableau 24 : Parts des différentes composantes des dépenses courantes ..... 107

Tableau 25 : Part des différentes composantes des dépenses en capital..... 109

Tableau 26 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses du budget général de l'État ..... 111

Tableau 27 : Analyse de la qualité des prévisions des rémunérations des salariés .... 112

Tableau 29 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses des achats..... 114

Tableau 30 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses des charges financières ..... 115

Tableau 31 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des allocations, contributions et exonérations ..... 116

Tableau 32 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des prestations sociales employeur, assistances sociales et autres charges ..... 117

Tableau 33 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses d'investissements sur ressources nationales ..... 118

## PRINCIPAUX SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| ARCT | Agence de régulation et de contrôle des télécommunications |
| BAD | Banque africaine de développement |
| BGE | budget général de l'Etat |
| BIF | franc burundais |
| CAM | carte d'assistance maladie |
| FBU | franc burundais |
| FRN | Fonds routier national |
| IDA | International Development Association |
| IR | impôt sur le revenu |
| LF | loi de finances |
| LTA | lettre de transport aérien |
| MINUSCA | Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine |
| NCA | non connu d'avance |
| OBR | Office burundais des recettes |
| Ord. | ordonnance |
| PACARNE | Projet d'appui aux communautés d'accueil et des réfugiés dans la région Nord-Est du Burundi |
| PAEEJ | Programme d'autonomisation économique et d'emploi des jeunes |
| PACEJ | Projet d'amélioration des compétences et d'employabilité des jeunes |
| PLF | projet de loi de finances |
| PNSDR | Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural pour la stabilisation en Centrafrique |
| PRCIEG | Projet de renforcement des capacités institutionnelles pour l'efficacité gouvernementales |
| PRDAIGL | Projet régional de développement agricole intégré dans les grands lacs |
| PRODEFI | Programme de développement des filières |
| PV | procès-verbal |
| RGGP | Règlement général de gestion des budgets publics |
| TAF | taxe sur les activités financières |
| TVA | taxe sur la valeur ajoutée |

## DÉLIBÉRÉ

La Cour des comptes du Burundi délibérant toutes chambres réunies adopte le présent rapport sur les commentaires du projet de loi portant budget général de l'État, exercice 2023/2024.

**Etaient présents :**

Monsieur Révérien BAHATI, Vice-président de la Cour ;
Messieurs Jean Bosco BIRAKABONA et Viateur BANYANKIMBONA, Présidents de chambre ;
Mesdames et Messieurs Madeleine BAMWIZERE, Gaspard NIMUBONA, Jérôme NTUNZWENIMANA, Benjamin MUNYEMBABAZI, Odette IGIRANEZA, Jean Paul NDAYISABA, Déo VYUMVUHORE, Patricia SIBOMANA, Emmanuel NYANDWI, Gilbert NINDORERA, Alexis NIYONDEZI, Dieudonné NDUWIMANA, Mamerthe NDUWIMANA, Jean Paul KABURA, Béatrice HARERIMANA, Hervé BIGIRIMANA, Alexis BIMENYIMANA, Thierry HABARUGIRA, Jérôme HAKIZIMANA, Emmanuel IRADUKUNDA, Diane MURINDABABISHA, Caritas NDAYIHEREJE, Agricole NDAYITWAYEKO, Jean Claude NGENDAKUMANA, Évariste NIKWIBITANGA, Yvette NKURUNZIZA et Yvette TUYISHEMEZE, Conseillers.

Monsieur Emmanuel MANIRAKIZA, Greffier, a assisté la Cour.

Fait à Bujumbura, le 07 juin 2023

# INTRODUCTION

## 1. Contexte de l'élaboration du PLF, exercice 2022/2023

Selon l'exposé des motifs, le projet de loi portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2023/2024 est préparé dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques visant le basculement du budget en mode programme. C'est un projet de budget qui s'est inspiré du projet de document « Vision Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060 ».

Sur le plan international, le projet de budget 2023/2024 a été préparé dans un contexte de ralentissement généralisé car selon les données de la Banque mondiale, la croissance mondiale a baissé de 6,0% en 2021 et de 3,2% en 2022 tandis que l'inflation mondiale a augmenté de 4,7% en 2021 et de 8,8% en 2022.

## 2. Cadre légal

Le présent rapport de la Cour des comptes porte sur les commentaires du projet de loi portant fixation du budget général de l'Etat, exercice 2023/2024. En effet, l'article 39 de la loi organique n° 1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques indique que « la Cour des comptes adresse au Parlement son avis sur tout projet de loi de finances dans les 15 jours de leur transmission à l'Assemblée nationale pour adoption après délibération en Conseil des ministres ».

De même, la loi n° 1/002 du 31 mars 2004 portant création, missions, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes précise, en son article 2b, que la Cour des comptes « (…) transmet à l'Assemblée nationale, préalablement au vote, ses commentaires à propos de tous les projets de budget soumis à son suffrage ».

## 3. Méthodologie

Le présent rapport est élaboré sur base du PLF 2023/2024 adopté par le Gouvernement.

Pour pouvoir produire ce rapport, la Cour a d'abord analysé les éléments du dossier permanent qui sont les suivants :

- ***La Constitution de la République du Burundi du 7 juin 2018 ;***
- ***Les lois***
  - La loi portant règlement général de la comptabilité publique de l'État ;
  - La loi n° 1/002 du 31 mars 2004 portant création, missions organisation et fonctionnement de la Cour des comptes ;
  - La loi organique n° 1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques ;
- ***Les décrets :***

- Le décret n° 100/255 du 18 octobre 2011 portant règlement général de gestion des budgets publics ;
- Le décret n° 100/100 du 03 juin 2008 portant contenu de la lettre de cadrage et du calendrier de préparation des projets de loi de finances ;
- Le décret n° 100/205 du 24 juillet 2012 portant sur la gouvernance budgétaire.

➢ ***Les ordonnances ministérielles :***

- L'ordonnance n° 540/757 du 21 juillet 2008 portant modification du plan budgétaire et comptable de l'Etat ;
- L'ordonnance n° 540/1210 du 10 août 2010 portant nomenclature du budget de l'Etat harmonisée avec le plan comptable de l'Etat.

La Cour a ensuite analysé les données en rapport avec les recettes et les dépenses des périodes antérieures lui fournies par le ministère des Finances et l'OBR.

En plus de l'analyse des documents, des entretiens ont également été menés avec les différents responsables du ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au développement économique.

## 4. Appréciation des actions initiées dans le cadre de la gestion budgétaire 2023/2024

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques visant le basculement du budget de moyens vers le budget en mode programme, par rapport au budget de l'exercice précédent, le gouvernement a déjà initié certaines actions. Ces actions sont entre autres l'élaboration des PTBA. En plus de cela, au PLF 2023/2024 sont annexés :

- les budgets des communes ;
- les budgets des hôpitaux ;
- les budgets des sociétés publiques et des établissements publics à caractère industriel, commercial ou social ;
- les budgets des entreprises publiques pour les bilans certifiés, exercice 2021/2022 ;
- la liste des projets inscrits à la première année du PIP 2023/2026 ;
- la liste des dividendes attendus par société publique ou mixte ;
- la liste des encours des créances et avances de l'Etat sur les sociétés publiques, mixtes et privées, les EPA, les APE et les recouvrements attendus au cours de l'exercice ;
- les encours des obligations du trésor au 31/12/2022 ;
- le détail des investissements pour les nouveaux projets prioritaires ;
- le budget pour les constructions et la réhabilitation des infrastructures publiques ;
- le détail des projets d'investissement par ministère et par institution.

## 5. Contenu du rapport

Le présent rapport comprend cinq chapitres à savoir :

1. L’analyse des mesures fiscales ;
2. L’analyse des dispositions comptables ;
3. L’analyse des prévisions du PLF, exercice 2023/2024 ;
4. L’analyse des dépenses fiscales et de la structure du PLF 2023/2024 ;
5. L’analyse des équilibres du budget.

# CHAPITRE I. ANALYSE DES MESURES FISCALES

Les mesures fiscales revêtent une importance capitale puisque, outre leur impact sur la mise en œuvre des politiques économiques, ces mesures devraient justifier les prévisions établies dans le PLF et affectent directement les choix de la politique en termes de mobilisation des recettes, de maîtrise des dépenses et de réduction du déficit.

Les mesures fiscales énoncées concernent aussi bien les recettes fiscales que les recettes non fiscales. Le PLF 2023/2024 comporte aussi bien des mesures fiscales nouvelles que des mesures fiscales instituées par les lois de finances antérieures.

## I.1. Mesures fiscales instituées par les lois de finances antérieures

La présente analyse consiste à vérifier si les ordonnances d'application des mesures fiscales instituées par les lois de finances antérieures ont été élaborées. Ces ordonnances étaient prévues au niveau des articles ci-après :

- L'article 47 de la loi de finances 2018/2019 qui institue une redevance administrative pour la délivrance de la carte d'agrément en qualité d'agence de transport aérien, terrestre et maritime. Cette disposition indique que sa mise en œuvre devait être précisée dans une ordonnance d'application.
- L'article 127 de la loi de finances 2021/2022 qui institue une amende de 1 000Fbu/$m^2$ et de 3 000Fbu/$m^2$ respectivement à l'intérieur du pays et en mairie de Bujumbura pour toute construction en dépassement des bornes. Cette disposition indique que sa mise en œuvre devait être précisée dans une ordonnance d'application.
- L'article 68 de loi de finance 2021/2022 qui institue un régime d'imposition forfaitaire pour le transport international routier. Cette disposition indique que les modalités de sa mise œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.
- L'article 72 de la loi de finance 2021/2022 qui institue un prélèvement forfaitaire libératoire pour les déclarants en douane et dont le montant est fixé à vingt mille francs burundais par déclaration douanière à l'exception des déclarations simplifiées. Cette disposition indique que les modalités de sa mise œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.
- L'article 114 de la loi de finance 2021/2022 qui institue une taxe de 18 % du cout d'achat sur la téléphonie mobile via les mégabits. Cette disposition indique que les modalités de sa mise œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.
- L'article 60 de la loi de finances 2022/2023 qui étend la taxe ad valorem et spécifique au jus de toute nature et en augmente le taux pour certains véhicules et pour certains produits. Cette disposition indique que les modalités de sa mise œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.

- L'article 99 de la loi de finances 2022/2023 qui compte augmenter le prélèvement forfaitaire libératoire à titre d'impôt sur le revenu pour les déclarants en douane. Cette disposition indique que les modalités de sa mise œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.
- L'article 102 de la loi de finances 2022/2023 qui initie un prélèvement forfaitaire de 5% sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés. Cette disposition indique que les modalités de sa mise en œuvre sont précisées dans une ordonnance d'application.

Lors de l'analyse du PLF 2023/2024, la Cour n'a pas pu obtenir ces ordonnances. La Cour signale également que même pour les exercices budgétaires précédents, elle n'a pas pu obtenir ces ordonnances de la part du ministère en charges des finances en vue de procéder à l'analyse de leur conformité à l'autorisation parlementaire.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de s'assurer de la production, par le ministère des Finances, des ordonnances précisant les modalités d'application des mesures fiscales instituées par les lois de finances antérieures.***

## I.2. Mesures nouvelles introduites par le PLF 2023-2024

Les mesures nouvelles sont celles qui ont vocation soit à générer une nouvelle ressource, soit à augmenter ou à diminuer des ressources du Trésor public.

Le PLF sous analyse (2023/2024) introduit beaucoup de mesures fiscales nouvelles par rapport à la loi de finances en cours d'exécution (2022/2023). Parmi ces mesures, un impact budgétaire estimé à 128,518 milliards est attendu des principales mesures fiscales sur les recettes de l'année budgétaire 2023/2024.

Pour chaque mesure, l'analyse de la Cour a porté sur son explication, l'appréciation de son impact chiffré sur les recettes et la date de sa mise en application.

### I.2.1. Taxe sur les tarifs appliqués par les notaires et les avocats

L'article 56 du PLF précise que la taxe de 10% sur les tarifs appliqués par les notaires et les avocats, déjà appliquée, est une taxe de consommation des services.

#### I.2.1.1. Explication de la mesure

À partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, il est précisé que la taxe sur les tarifs appliqués par les notaires et les avocats est déclarée et reversée mensuellement par le notaire ou l'avocat au plus tard le 15ème jour du mois qui suit la période de collecte. Il est également précisé qu'en cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

En effet, selon l'administration fiscale, à partir de l'instauration de cette taxe, une problématique d'application s'est manifestée en matière de période déclarative et de paiement, les sanctions y relatives ainsi que la précision sur le redevable réel de cette taxe.

Cette mesure fiscale vise alors à combler les lacunes susdites en vue de rendre facile l'opérationnalisation de la collecte de cette taxe à partir de l'exercice budgétaire 2023/2024.

**I.2.1.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.1.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 56, cette mesure est d'application immédiate.

**I.2.2. Taxe de consommation de services sur les tarifs d'hébergement**

L'article 57 du PLF 2023/2024 institue une taxe de consommation de services de 5% sur les tarifs d'hébergement appliqués par les établissements hôteliers pour le développement du secteur du tourisme.

**I.2.2.1. Explication de la mesure**

À partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, il est précisé dans le PLF que cette taxe vise le développement du secteur du tourisme et qu'elle sera collectée par les gestionnaires des hôtels et/ou motels.

Supportée par le client, cette taxe sera déclarée et reversée mensuellement par les gestionnaires des hôtels et/ou motels au plus tard le 15ème jour du mois qui suit la période de collecte. En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Selon l'administration fiscale, l'instauration de cette taxe répond au souci d'améliorer la collecte des recettes et de contribuer au développement du secteur touristique.

La Cour trouve qu'une telle mesure revêt la nature d'une redevance car elle vise spécifiquement une contribution au développement du secteur touristique.

#### I.2.2.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le Ministère en charge des finances sur :***

- ***l'impact chiffré de cette mesure sur les recettes de l'exercice 2023/2024 ;***
- ***l'impact de cette mesure au développement du secteur touristique.***

#### I.2.2.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 57 du PLF 2023/2024, cette mesure est d'application immédiate.

### I.2.3. Impôt sur le revenu locatif

L'article 62 du PLF limite le revenu locatif sur les bâtiments.

#### I.2.3.1. Explication de la mesure

Par dérogation aux dispositions de l'article 81de de la loi n° 1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n° 1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, à partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, l'impôt sur le revenu locatif qui était assis sur les bâtiments et équipements donnés en location, est désormais assis uniquement sur les bâtiments.

Selon l'administration fiscale, les revenus provenant de la location des équipements étaient imposés comme revenus locatifs (article 81 de la loi n° 1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus), en même temps comme revenus d'affaires (article 37 de la même loi). En vue d'éviter des confusions, elle a opté que les revenus provenant de la location des équipements soient imposés à titre des revenus d'affaires.

La Cour trouve que cette mesure fiscale nouvelle vise à juguler toute tentative de double imposition à partir de l'exercice budgétaire 2023/2024.

#### I.2.3.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures

nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure au titre des recettes de l'exercice 2023/2024.***

#### I.2.3.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 62, cette mesure est d'application immédiate.

### I.2.4. Recettes issues de la location des stands ou des shops dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'État

L'article 63 institue une part de 90% des recettes issues de la location des stands ou des shops dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat au profit du Trésor public.

#### I.2.4.1. Explication de la mesure

À partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, toutes les recettes issues de la location des stands ou des shops dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat, sont versées sur les comptes ouverts au nom de l'OBR dans les institutions financières et nivelés chaque jour vers le compte général du Trésor.

À ce titre, les recettes issues de cette location sont réparties comme suit :

- 90% reviennent au Trésor public ;
- 10% reviennent aux communes.

Selon l'administration fiscale, comme ces marchés publics ont été construits sur base des fonds de l'État, ces marchés sont dans le patrimoine privé de l'État et partant les recettes issues de cette location doivent être perçues par l'OBR au profit du Trésor public avec un pourcentage aux communes de collecte. Cette mesure permet canaliser les revenus globaux issus de la location de ces infrastructures publiques.

#### I.2.4.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. Elle n'indique non plus les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur :***

- ***la liste des marchés faisant partie du patrimoine de l'État ;***
- ***l'impact chiffré attendu de cette mesure nouvelle sur les recettes de l'exercice 2023/2024.***

**I.2.4.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 63, cette mesure est d'application immédiate.

**I.2.5. Taxe ad valorem et spécifique sur les vins et les spiritueux**

L'article 64 introduit une taxation ad valorem différente pour les vins mousseux, les autres vins et les liqueurs et une taxation spécifique différente pour les vins mousseux, les autres vins, l'alcool, les liqueurs et les autres boissons.

**I.2.5.1. Explication de la mesure**

À partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, la taxe ad valorem sur les vins mousseux et les liqueurs passe de 80% à 100%. De même, la taxe spécifique sur les vins mousseux passe de 130 Fbu à 500 Fbu/litre tandis que celle sur l'alcool, les liqueurs et les autres boissons passent de 130Fbu à 500 BIF/litre.

Selon le PLF 2023/2024, cette revue à la hausse se justifie par le fait que les vins mousseux et les liqueurs sont des boissons de luxe.

**I.2.5.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Dans le PLF 2023/2024, le ministère des Finances indique que l'impact chiffré attendu de cette mesure est de 0,138 milliards sur les recettes de l'exercice budgétaire 2023/2024.

**I.2.5.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 64 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.6. Taxe spécifique sur le coût du billet d'avion, les frais de transport du cargo et sur les pénalités des bagages excédants non couverts par le billet d'avion**

L'article 72 institue une taxe spécifique sur le coût du billet d'avion, sur les frais de transport du cargo et sur les pénalités des bagages excédants non couverts par le billet d'avion.

### I.2.6.1. Explication de la mesure

À partir de l'exercice budgétaire 2023/2024, une taxe spécifique de 5% sera appliquée sur le coût du billet d'avion, exception faite aux cas de maladie et de scolarité. De plus, une taxe spécifique de 2% sera appliquée sur les frais de transport du cargo et sur les pénalités des bagages excédants non couverts par le billet d'avion. Cette taxe supportée respectivement par le passager et l'exportateur, sera déclarée et versée mensuellement par la compagnie aérienne émettrice du billet d'avion et de la lettre de transport aérien (LTA). En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Selon l'administration fiscale, cette mesure vise l'élargissement de l'assiette fiscale pour faire face aux dépenses d'investissement. L'exception proposée relative aux cas sociaux a pour objet de minimiser le coût.

### I.2.6.2. Appréciation de l'impact de la mesure

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact chiffré de cette mesure est de 15,3 milliards de Fbu. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

### I.2.6.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 72 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.7. Pénalité anti-pollution

L'art.73 fixe une pénalité anti-pollution de 3 000 000 Fbu/véhicule importé âgé de 10 ans et plus et une pénalité anti-pollution additionnelle sur la valeur en douane des véhicules âgés de 10 ans et plus.

### I.2.7.1. Explication de la mesure

Le PLF 2023-2024 passe de la taxation anti-pollution à la pénalisation anti-pollution. En conséquence, la taxation qui était fixé à 2 000 000 Fbu/véhicule passe à la pénalisation de 3 000 000 Fbu/véhicule.

Selon l'administration fiscale, cette hausse vise à décourager l'importation de vieux véhicules pollueurs.

**I.2.7.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact chiffré de cette mesure est de 10,38 milliards. Cependant, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

**I.2.7.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 73, cette mesure est d'application immédiate.

**I.2.8. Impôt forfaitaire libératoire trimestriel**

L'article 75 revoit en hausse l'impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré.

**I.2.8.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice budgétaire 2023/2024, pour les engins de transport rémunéré de plus de 10 tonnes, l'impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré passe de 81 000Fbu à 200 000 Fbu. En plus, les contribuables tenus par les lois fiscales de faire une comptabilité complète ne sont pas concernés par cet article.

**I.2.8.2. Appréciation de l'impact de la mesure.**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.8.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 75, cette mesure est d'application immédiate.

**I.2.9. Annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document**

L'article 78 revoit à la hausse l'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document.

### I.2.9.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice budgétaire 2023/2024, l'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document précédent, attaché ou suivant, lié à la déclaration passe de 150 000 Fbu à 250 000 Fbu, soit une augmentation de 100 000 Fbu par déclaration et pour chaque document à la charge de l'agence en douane, auteur de la déclaration.

Selon l'administration fiscale, cette hausse vise à inciter les déclarants en douane d'être prudents dans les opérations de dédouanement.

### I.2.9.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

### I.2.9.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 78, cette mesure est d'application immédiate.

### I.2.10. Frais d'acquisition d'une carte d'agrément

L'article 81 institue une carte d'agrément d'une agence de transport aérien, terrestre et maritime ; d'un établissement d'auto-école et d'un garage.

Les frais d'acquisition de cette carte sont fixés par ordonnance ministérielle conjointe des Ministres ayant les finances et le transport dans leurs attributions.

### I.2.10.1. Explication de la mesure.

Bien que l'article 81 institue une carte d'agrément d'une agence de transport aérien, terrestre et maritime ; d'un établissement d'auto-école et d'un garage, il ne fixe pas les frais d'acquisition de cette carte. Ces derniers seront fixés par une ordonnance ministérielle conjointe des ministres ayant les finances et le transport dans leurs attributions.

Selon l'administration fiscale, l'institution de la carte d'agrément vise à se conformer aux bonnes pratiques.

**I.2.10.2. Appréciation de l'impact de la mesure.**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur :***

- ***la notion de bonnes pratiques ;***
- ***l'impact chiffré attendu de cette mesure sur les recettes de l'exercice budgétaire 2023/2024.***

**I.2.10.3. Date de mise en application de la mesure**

Cette mesure sera applicable après la signature d'une ordonnance conjointe des ministres ayant les Finances et le transport dans leurs attributions qui en déterminera les modalités de mise en application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.11. Redevance annuelle pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur**

L'article 82 institue une redevance annuelle pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur.

**I.2.11.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, l'obtention d'un code importateur ou exportateur est conditionnée par le paiement d'une somme de 50 000 Fbu.

Selon l'administration fiscale, les frais pour obtenir le code importateur et exportateur passent de 10 000 Fbu à 50 000 Fbu pour des fins d'augmentation des recettes et constitution de la base des données des importateurs et exportateurs.

**I.2.11.2. Impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette

taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le Ministère en charge des finances sur l'impact chiffré attendu de cette mesure sur les recettes de l'exercice budgétaire 2023/2024.***

#### I.2.11.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 82, cette mesure est d'application immédiate.

### I.2.12. Frais d'obtention du permis d'exploitation des débits de boissons

L'article 83 institue des frais d'obtention du permis d'exploitation des débits de boissons.

#### I.2.12.1. Explication de la mesure

Au titre de la gestion budgétaire 2023/2024, il est institué des frais d'obtention d'un permis d'exploitation des débits de boissons de différentes catégories. Les catégories et les frais y relatifs sont déterminés par ordonnance ministérielle conjointe des Ministres ayant les finances et le commerce dans leurs attributions.

Selon l'administration fiscale il s'agit d'une nouvelle disposition proposée par le ministère du Commerce, de l'Industrie, du Transport et de l'Industrie.

#### I.2.12.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.12.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 83 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.13. Les frais pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale.

L'art. 84 institue des frais s'élevant à 10 000 Fbu pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

#### I.2.13.1. Explication de la mesure

A partir de l'exercice 2023/2024, un montant de 10 000 Fbu sera payé pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

Selon l'administration fiscale, comme la délivrance de ce document est initialement gratuite, il s'avère que les demandeurs des duplicatas doivent contribuer à cette dépense supplémentaire et ainsi inciter les contribuables à bien garder les documents administratifs.

#### I.2.13.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.13.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 84, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.14. Taxe spécifique sur les cigarettes contenant du tabac

L'article 85 augmente la taxation spécifique sur les cigarettes contenant du tabac.

#### I.2.14.1. Explication de la mesure

À partir de l'exercice 2023/2024, la taxe spécifique sur les cigarettes contenant du tabac, en remplacement du système de taxation ad-valorem pour le calcul de la taxe de consommation. Le taux de la taxe spécifique applicable passe de 22 Fbu à 50 Fbu par tige de cigarette. Cette taxe s'applique aux cigarettes produites localement ainsi qu'aux cigarettes importées.

Selon l'OBR, cette hausse vise à décourager la consommation et à augmenter les recettes en vue de compenser les dépenses de l'Etat dans le traitement des maladies liées au tabagisme.

**I.2.14.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que la taxe spécifique sur les cigarettes contenant du tabac va contribuer à hauteur de 5,2 milliards de Fbu dans les recettes du budget 2023/2024. Cependant, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact chiffré de cette mesure.

**I.2.14.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.85, la mesure est d'application immédiate**.**

**I.2.15. Taxe spécifique de messagerie mobile**

L'article 88 institue une taxe spécifique de messagerie mobile.

**I.2.15.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe spécifique de messagerie mobile est fixée à 5 Fbu par message**.** Cette taxe remplace la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les messages.

Selon l'administration fiscale, l'institution de cette taxe vise l'élargissement de l'assiette fiscale de l'Etat et aussi, les unités mobiles utilisées en SMS n'étaient pas imposées au même titre que les autres unités utilisées pour les appels ou transformées en MB.

**I.2.15.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact de taxe spécifique de messagerie mobile est de 30 milliards de Fbu. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

**I.2.15.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 88 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du

ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.16. Redevance par messages internationaux entrants**

L'article 89 institue une redevance par message sur les messages internationaux entrants.

**I.2.16.1. Explication de la mesure**

A partir de l'exercice 2023/2024, une redevance de 0,08 USD sera appliquée à chaque message international entrant.

L'administration fiscale fait savoir que cette mesure vise l'application de la taxe sur les messages internationaux entrants qui n'étaient pas jusqu'à nos jours imposés selon les données fournies par l'ARCT.

**I.2.16.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact de la redevance par message va contribuer aux recettes de l'exercice budgétaire 2023/2024 à hauteur de 2 milliards. Cependant les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

**I.2.16.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 89 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.17. Taxe ad valorem de la valeur en douane**

L'art.91 modifie les conditions d'application de la taxe ad valorem de la valeur en douane sur toutes les importations.

**I.2.17.1. Explication de la mesure**

A partir de l'exercice 2023/2024, la taxe ad valorem de 1,5% de la valeur en douane sera appliquée sur toutes les importations, exception faite de celles :

a) régies par des lois, les conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi qui prévoient dans leurs dispositions l'exonération de toutes les taxes à l'importation ;
b) effectuées par les services publics qui fonctionnent sur base du budget de l'État ;
c) du carburant ;
d) des denrées alimentaires suivant une liste déterminée par une ordonnance du ministre en charge des finances ;
e) effectuées par des missions diplomatiques ou consulaires.

**I.2.17.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.17.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.91, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.18. Prix de la plaque d'immatriculation**

L'article 96 prévoit une augmentation du prix de la plaque d'immatriculation.

**I.2.18.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, le prix de la plaque d'immatriculation passe de 40 000 à 100 000 Fbu pour les véhicules et de 25 000 à 50 000 Fbu pour les motos.

Selon l'administration fiscale, cette augmentation du prix de la plaque d'immatriculation tienne compte du contexte actuel et vise l'accroissement des recettes.

**I.2.18.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact chiffré de cette mesure est de 5, 3 milliards de Fbu. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

### I.2.18.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.96, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.19. Taxe sur la fortune

L'article 100 modifie les conditions d'application de la taxe sur la fortune.

### I.2.19.1. Explication de la mesure.

Au cours de l'exercice 2023/2024, il est appliqué une taxe sur la fortune sur les opérations suivantes :

- 15 000 000 Fbu forfaitaires sur les véhicules importés de type affaires et promenade à grosse cylindrée de 3500 cc et plus ;
- 5% appliqué du montant de vente hors TVA d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti, dont la valeur marchande est égale ou supérieure à cinq cents millions de francs burundais (500 000 000 Fbu) ;
- 5% du montant de vente hors TVA à partir du troisième immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti.

La taxe sur la fortune est supportée par l'acquéreur et vient en remplacement de la contribution spéciale qui était appliquée sur les deux premières opérations.

Selon l'administration fiscale, comme le nom l'indique, il s'agit d'une taxe sur la fortune.

### I.2.19.2. Appréciation de l'impact de la mesure

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que l'impact chiffré de cette mesure est de 2, 8 milliards de Fbu. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

### I.2.19.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.100, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.20. Taxe de bâtisse

L'article 101 revoit à la hausse la taxe de bâtisse sur la construction d'une maison dans le périmètre urbain, sur les terrains viabilisés et non viabilisés.

### I.2.20.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe de bâtisse de 0,8% calculée sur le devis d'un montant inférieur ou égal à 250 000 000 Fbu et de 2% sur le devis d'un montant supérieur à 250 000 000 Fbu sera appliquée à toute construction d'une maison dans le

périmètre urbain, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, avant d'obtenir un permis de bâtir.

Selon l'administration fiscale, le taux de la taxe de bâtisse date de très longtemps et était fixé à 0,6%. Son actualisation s'avère nécessaire compte tenue de la réalité actuelle. De plus, pour en finir avec les constructions anarchiques, l'exigence d'un permis de bâtir sur tous les types de terrains devrait être exigée.

**I.2.20.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. Elle n'indique non plus la délimitation des périmètres urbains. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur :***

- ***la délimitation des périmètres urbains ;***
- ***l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.20.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.101, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.21. Droits d'enregistrement en matière foncière**

L'art.102 réduit les recettes relatives aux droits d'enregistrement en matière foncière.

**I.2.21.1. Explication de la mesure.**

Au cours de l'exercice 2023/2024, le taux applicable aux droits d'enregistrement en matière foncière pour tout inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré passe de 1 à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé. De plus, ces frais d'inscription sont plafonnés à 50 000 000 Fbu.

Selon l'administration fiscale, le taux de l'inscription hypothécaire est revu en baisse pour permettre aux investisseurs d'accéder au crédit à coût réduit et ainsi favoriser la promotion de l'investissement.

**I.2.21.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette

taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.21.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.102, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.22. La taxe de transactions**

L'art.103 institue une taxe de transaction sur les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain.

**I.2.22.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, tous les frais et toutes les taxes relatives aux actes constitutifs ou translatifs de droits réels immobiliers seront appliquées et exigibles au plus tard 30 jours après la signature de l'acte authentique.

À cet effet, tous les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain, doivent obligatoirement être rédigés en la forme authentique par devant notaire et authentifiés par le dépôt au rang des minutes d'un notaire.

Selon l'administration fiscale, l'introduction de cette mesure vise la modernisation et la conformité aux bonnes pratiques dans la conclusion des contrats, ce qui permettra également l'élargissement et la prévisibilité des recettes.

**I.2.22.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances et le ministère en charge des infrastructures, de l'équipement et des logements sociaux sur la définition des périmètres urbains et sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.22.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 103 du PLF 2023/2024, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Un délai de 6 mois, comptés à partir de la promulgation de la présente loi, est accordé aux contrats signés antérieurement. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.23. Dividendes dus à l'État

Le PLF 2023/2024 rend d'application immédiate l'article 104 relatifs aux dividendes dus à l'État.

#### I.2.23.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, les dividendes calculés en fonction des résultats des sociétés à participation publique, des établissements publics à caractère industriel et/ou commercial seront obligatoirement et immédiatement versés à l'État.

En effet, son application était conditionnée par une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminait les modalités de mise application.

#### I.2.23.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.23.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.104, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.24. Revenus de la vente des CAM

L'article 106 modifie les conditions d'application aux recettes issues de la vente des CAM.

### I.2.24.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, le système de catégorisation est supprimé et le coût de la CAM est fixé à 3 000 Fbu. En effet, au cours de l'exercice budgétaire 2022/2023, les montants contributifs étaient fixés par catégorie des gens (article 94 de la LF en cours).

Selon l'administration fiscale, cette mesure nouvelle vient pour rendre applicable la disposition surtout que la stratification de la population s'était avérée pratiquement impossible au courant des deux derniers exercices budgétaires.

### I.2.24.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le Ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

### I.2.24.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.106, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.25. Impôts sur les revenus des jeux

L'art.109 modifie les conditions d'application de l'impôt sur les revenus des jeux.

### I.2.25.1. Explication de la mesure

Par dérogation aux dispositions de l'article 122 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, à partir de l'exercice 2023/2024, un droit de timbre passe de 5 à 10% du montant perçu par le joueur, un droit de timbre passe de 2 à 4% du montant joué pour les jeux de grattage tandis que le droit de timbre passe de 4 à 8% du montant joué pour le Pari Mutuel Urbain.

Selon l'OBR, les taux d'imposition des jeux de hasard qui passent du simple au double vise l'accroissement des recettes de l'État.

### I.2.25.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.25.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 109, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.26. Prélèvement forfaitaire sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile

Le PLF 2023/2024 ne rend pas l'application immédiate de l'article 112 relatifs aux prélèvements forfaitaires sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile.

#### I.2.26.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, les prélèvements forfaitaires sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile seront conditionnés par la signature préalable d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application. En effet, l'art.100 de la LF en cours ne prévoit pas d'ordonnance de mise en application de la mesure.

#### I.2.26.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.26.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.112, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.27. Imposition forfaitaire annuel sur le transport international

L'article 113 rend annuel l'impôt forfaitaire sur le transport international routier.

#### I.2.27.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, une imposition forfaitaire annuelle est adoptée pour le transport international routier.

#### I.2.27.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.27.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art. 113, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.28. Amande sur la valeur des biens livrés

L'article 116 remplace le mot « commerçant » par le mot « contribuable ».

#### I.2.28.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, les concernés à l'amende sur les biens livrés ne sont pas seulement des commerçants mais tout contribuable.

#### I.2.28.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.28.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 116, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.29. Coût de la vignette fiscale pour l'étiquetage des produits importés

L'art.117 fait passer le coût de la vignette fiscale pour l'étiquetage des produits importés de la monnaie étrangère en monnaie nationale.

#### I.2.29.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, le coût de la vignette fiscale pour l'étiquetage des produits importés ne distingue pas les vignettes anti-humides, codes et signes détectés par ultraviolet pour sécurité et déchirables contre fraude des vignettes anti-humides, codes et signes détectés par ultraviolet pour sécurité, déchirables contre fraude et colle forte aux tissus. De plus, il ne sera plus payable en monnaie étrangère mais en monnaie nationale à hauteur de 576 Fbu.

#### I.2.29.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.29.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 117, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.30. Taxe sur les données mobiles**

L'article 118 étend la taxe sur les unités de téléphonie mobile transformée en méga aux frais appliqués aux services de données mobiles.

**I.2.30.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe de 18% sera appliquée sur les frais appliqués aux services de données mobiles. Elle vient en remplacement de la TVA sur les mêmes services.

Selon l'administration fiscale, cet article a été reformulé pour faciliter son application et aussi prendre en compte les cas qui échappaient à la taxation.

**I.2.30.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que la taxe sur les données mobiles représente un impact de 12 milliards de Fbu dans les recettes de l'exercice 2023/2024. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

**I.2.30.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.118, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.31. Taxe OTT et communication IP**

L'article 119 institue une taxe OTT « Over The Top » et communication IP « Internet Protocol ».

**I.2.31.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe OTT et communication IP de 100Fbu par jour par souscription et 100 000 Fbu par abonnement mensuel sera appliquée.

Selon l'administration fiscale, l'introduction de cette taxe s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation au niveau régional et compenser le manque à gagner dû à l'utilisation des OTT (WhatsApp, Facebook, Viber, etc.) et communication IP (Skype, Zoom, Teams) au détriment des communications par appel mobile traditionnel qui est taxé respectivement à 52 Fbu et à 0,16 USD/la minute.

**I.2.31.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que la taxe OTT et communication IP contribuera à hauteur 22 milliards de Fbu dans les recettes de l'exercice 2023/2024. Cependant, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

**I.2.31.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.119, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.32. Taxe sur les activités financières (TAF)**

Les articles 124 à 136 instituent une taxe sur les activités financières (TAF).

**I.2.32.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe sur les activités financières (TAF) est établie sur les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent.

Selon l'administration fiscale, l'introduction de ces mesures nouvelles se justifie par le fait que depuis février 2009, il a été institué la TVA au Burundi mais elle a été modifiée à deux reprise, en 2013 et 2020. Il s'est observé des interprétations divergentes des dispositions régissant la TVA dans le secteur bancaire. L'OBR a toujours eu à gérer des contentieux fiscaux en la matière. Aussi, pour la collecte de la contribution spéciale de 5% mise à charge des institutions financières, des difficultés se sont manifestées, surtout dues au fait que l'administration fiscale et les banques ne s'entendent pas sur la base de calcul de cette contribution. Pour faire face à tous ces défis et faire contribuer le secteur bancaire au Trésor public, l'OBR estime qu'une nouvelle taxe appelée Taxe sur les activités financières « TAF » pour un taux de 8% des montants bruts des intérêts y compris les intérêts sur les bons et titres du Trésor, agios, commissions et autres rémunérations, est une voie de sortie à cette

problématique. D'où la suppression de la TVA sur les opérations bancaires et de la contribution spéciale de 5%.

**I.2.32.2. Impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.32.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.124, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.33. Prélèvement spécifique sur les frais des services financiers mobiles**

L'art.137 institue un prélèvement spécifique sur les frais des services financiers mobiles.

**I.2.33.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, un prélèvement spécifique de 22% sera appliqué sur les frais des services financiers mobiles. Il sera supporté par les fournisseurs des services financiers mobiles qui sont les propriétaires des plateformes.

Selon l'administration fiscale, la taxe est appliquée dans la sous-région. Elle s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation des taxes internes.

**I.2.33.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

L'exposé des motifs du PLF 2022/2023 indique que le prélèvement spécifique sur les frais des services financiers mobiles contribue aux recettes de l'exercice 2023/2023 à hauteur de 15 milliards. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

#### I.2.33.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 119, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.34. Taxe spécifique sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques

L'art.138 institue un une taxe spécifique sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques.

#### I.2.34.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, une taxe spécifique de 20% sera appliquée sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques.

Selon l'administration fiscale, la taxe s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation au niveau régional et l'élargissement de l'assiette.

#### I.2.34.2. Appréciation de l'impact de la mesure

L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 indique que la taxe spécifique sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques a un impact de 2, 4 milliards de Fbu dans les recettes de l'exercice 2023/2024. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure.

#### I.2.34.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 138, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.35. Taxe spécifique annuelle par IMEI sur les terminaux mobiles

L’art.139 réinstitue une taxe spécifique annuelle par IMEI sur les terminaux mobiles qui était autorisée par les Lois des finances antérieures.

### I.2.35.1. Explication de la mesure

Au cours de l’exercice 2023/2024, une taxe spécifique annuelle de 2400 Fbu par IMEI « International Mobile Equipment Identity » sera appliqué sur les terminaux mobiles.

Selon l’OBR, cette mesure va permettre de faciliter la maintenance du système centralisé de gestion des IMEI et compenser le manque à gagner des droits et taxes à l’entrée pour les terminaux mobiles qui entrent sur le territoire sans passer par la douane.

### I.2.35.2. Appréciation de l’impact de la mesure

L’exposé des motifs du PLF 2022/2023 indique que l’impact de cette mesure est de 6 milliards au niveau des recettes 2023/2024. Néanmoins, les prévisions du PLF 2023/2024 n’indiquent pas de manière isolée l’impact de cette mesure.

### I.2.35.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l’article 138, cette mesure n’est pas d’application immédiate. Elle sera applicable après la signature d’une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l’attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l’ordonnance d’application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l’accroissement des recettes.***

## I.2.36. Impôt sur le revenu du chiffre d’affaires

L’article 140 modifie les conditions d’application de l’impôt sur le revenu du chiffre d’affaires annuel.

### I.2.36.1. Explication de la mesure

Au cours de l’exercice 2023/2024, un taux de 0.3% du chiffre d’affaires trimestriel sera appliqué aux personnes physiques qui réalisant un chiffre d’affaires inférieur ou égal à 25 000 000 Fbu du chiffre d’affaires annuel. A cet effet, ces personnes sont tenues de souscrire à la déclaration trimestrielle.

S'agissant des personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de plus de vingt-cinq millions (25 000 000Fbu), elles doivent déposer une déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu.

Selon l'administration fiscale, le taux de 15% et de 30% du chiffre d'affaires qui était respectivement appliqué dans la vente des biens et prestation de services pour détermination de la base imposable avaient soulevé des lamentations en arguant que ces taux sont très élevés du fait qu'ils réalisent des taux de marge largement inférieurs. Après la détermination de cette base imposable, il fallait appliquer le taux de droit commun de 30% sur cette assiette pour trouver l'impôt à payer. C'est pour cette raison qu'un taux unique de 0,3% du chiffre d'affaires trimestriel va faciliter la collecte des recettes chez les micro-contribuables ayant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 25 millions de BIF.

#### I.2.36.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.36.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 40, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.37. TVA sur les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'un terrain non bâti

L'article 167 institue une TVA sur les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment ou d'un terrain non bâti.

#### I.2.37.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, une TVA (18%) sera appliquée sur les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment à usage autre que d'habitation, d'un terrain non bâti, entre les personnes liées à divers degrés de parenté, sauf pour les personnes liées au 1er degré.

Selon l'administration fiscale, cette nouvelle disposition a été introduite pour juguler aux transactions à titre onéreux entre les personnes liées par les relations de parenté qui puissent être déguisées en donation pour échapper au paiement de la TVA.

### I.2.37.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

### I.2.37.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 167, la mesure est d'application immédiate.

Néanmoins, l'art.167 énonce par mégarde que c'est au titre de la gestion budgétaire 2022/2023 que cette TVA va être collectée, au lieu de la gestion budgétaire 2023/2024.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de demander au ministère en charge des finances de remplacer « la gestion budgétaire 2022/2023 » par « la gestion budgétaire 2023/2024 » au niveau de l'article 167 du PLF 2023/2024.***

## I.2.38. TVA sur les livraisons de bâtiments à usage mixte

L'article 168 institue une TVA sur les livraisons de bâtiments à usage mixte.

### I.2.38.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, par dérogation aux dispositions de l'art.10 litera d de la loi n° 1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, les livraisons des bâtiments à usage mixte sont taxables à la TVA (18%).

Selon l'administration fiscale, comme il a été constaté qu'il y a des ventes des immeubles à usage mixte (habitation : exonérée ; autre que d'habitation : taxable) alors que l'imposition n'était pas prévue par la loi, l'introduction de cette mesure vient pour en finir avec cette évasion fiscale.

### I.2.38.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.38.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.168, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les modalités de mise application.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance d'application est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

**I.2.39. Suppression des avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt**

L'article 148 supprime les avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ayant dépassé 5 ans pour les projets du secteur ordinaire et 10 ans pour les projets du secteur spécifique.

**I.2.39.1. Explication de la mesure**

Les délais mentionnés de 5ans et de 10 ans mentionnés à l'alinéa 1er de l'art.148 sont comptés à partir de la date d'octroi des avantages fiscaux ou crédits d'impôt.

Selon l'administration fiscale, cette mesure vient pour mettre en application l'art.16 du Code des Investissements et partant permettre la rentrée des recettes.

En effet, l'alinéa 1er de l'article 16 du Code des investissements dispose : « Pour tout projet certifié, la durée de validité des avantages ne peut pas dépasser 5 ans sauf pour les secteurs spécifiques pour lesquels la durée peul aller jusqu'à 10 ans ». Cette mesure vient pour mettre en application l'article précité et partant permettre la rentrée des recettes.

**I.2.39.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.39.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 148, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.40. Suppression de l'impôt sur le revenu des intérêts sur les bons et les obligations

L'art.152 supprime l'impôt sur le revenu des intérêts sur les bons et les obligations.

#### I.2.40.1. Explication de la mesure

Au titre de la gestion budgétaire 2023/2024, les intérêts sur les bons et les obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Selon l'administration fiscale, cette exonération vise à encourager les acheteurs des bons et titres du trésor et rendre accessible les emprunts par l'Etat.

#### I.2.40.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.40.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 152, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.41. Conditionnement de la déduction ou du remboursement de la TVA à la vérification du paiement de la TVA collectée par le fournisseur

L'article 70 introduit un conditionnement de la déduction ou du remboursement de la TVA à la vérification du paiement de la TVA collectée par le fournisseur.

#### I.2.41.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, par dérogation aux dispositions de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 sur la TVA, la déduction ou le remboursement de la TVA est conditionné par la vérification du paiement de la TVA collectée par le fournisseur. Le demandeur aura une obligation de coopérer à ladite vérification.

Pour être admise en déduction ou en remboursement, la TVA doit figurer sur une facture électronique envoyée dans la base de données du système de gestion de

facturation électronique de l'OBR (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement.

Selon l'administration fiscale, cette mesure nouvelle vient pour résoudre les cas de fraude (l'utilisation d'une facture fictive) qui avaient été constatés, surtout sur la TVA. Elle vise également à se conformer à la nouvelle réforme de digitalisation des transactions commerciales.

**I.2.41.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.41.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 70, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.42. Suppression des exonérations de la fiscalité directe et indirecte**

L'article 156 introduit la suppression des exonérations de fiscalité directe et indirecte.

**I.2.42.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, les exonérations de fiscalité directe et indirecte, en dehors des lois, conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi sont éliminées sans aucune exception.

**I.2.42.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.42.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'art.156, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.43. Exonération des dons octroyés à l'État et à ses subdivisions administratives de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

L'article 157 introduit l'exonération des dons octroyés à l'État et à ses subdivisions administratives de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

#### I.2.43.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, les dons octroyés à l'État et à ses subdivisions administratives sont exonérés de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

Selon l'administration fiscale, les impôts et taxes, droits et redevances souvent réclamés sur ces dons, doivent être cédés en guise d'une contrepartie du Gouvernement qui en est bénéficiaire.

#### I.2.43.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.43.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 157, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.44. Exonération d'immeuble nouvellement construit de l'impôt sur les revenus

L'article 158 modifie les conditions d'exonération des immeubles nouvellement construits de l'impôt sur les revenus.

#### I.2.44.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, les revenus d'immeuble nouvellement construit sont exonérés pour une période de deux ans à partir de la première mise en location, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble.

Selon l'administration fiscale, l'introduction de cette mesure vient pour éviter que le locataire qui fait la sous-location puisse bénéficier de l'exonération alors que ce dernier n'a rien investi dans la construction de cet immeuble.

#### I.2.44.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.44.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 158, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.45. Non-déduction fiscale de la charge relative à la facture non envoyée dans la base de données de l'EBMS

L'article 181 introduit la non-déduction fiscale de la charge relative à la facture non envoyée dans la base de données de l'EBMS.

#### I.2.45.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, Pour toute facture, non envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'OBR (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement, la charge y relative n'est pas fiscalement déductible.

Selon l'administration fiscale, cette mesure vient pour résoudre les cas de fraude (l'utilisation d'une facture fictive) qui avaient été constatés, surtout sur la TVA. Elle vise également à se conformer à la nouvelle réforme de digitalisation des transactions commerciales.

#### I.2.45.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.45.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 181, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.46. Non-exigibilité de la note de synthèse et la rédaction du PV de discussion sur base des observations écrites par le contribuable**

L'art.173 modifie les conditions d'exigibilité de la note de synthèse et la rédaction du PV de discussion sur base des observations écrites par le contribuable.

**I.2.46.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, lorsque la procédure d'imposition d'office est engagée conformément aux points 2°, 3° et 4° de l'article 60 de la loi n° 1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, la note de synthèse prévue dans le cadre de la rectification de l'assiette n'est pas exigible, le procès-verbal de discussion se fait uniquement sur base des observations écrites par le contribuable au sujet de l'avis d'imposition d'office établi par l'Administration fiscale.

**I.2.46.2. Appréciation de l'impact de la mesure**

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

**I.2.46.3. Date de mise en application de la mesure**

En raison de la formulation de l'article 173, la mesure est d'application immédiate.

**I.2.47. Prélèvement forfaitaire libératoire à titre d'impôt sur le revenu pour les déclarants en douane**

L'article 111 rend immédiat le prélèvement forfaitaire libératoire à titre d'impôt sur le revenu pour les déclarants en douane.

**I.2.47.1. Explication de la mesure**

Au cours de l'exercice 2023/2024, un prélèvement forfaitaire libératoire à titre d'impôt sur le revenu pour les déclarants en douane n'est pas conditionné à la signature d'une ordonnance du ministre en charge des finances qui en déterminera les modalités de mise application.

### I.2.47.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

### I.2.47.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'article 111, la mesure est d'application immédiate.

## I.2.48. Prélèvement forfaitaire sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile

L'article 112 conditionne le prélèvement forfaitaire sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile à la signature d'une ordonnance du ministre en charge des finances qui en déterminera les modalités de mise application alors qu'antérieurement elle n'était pas prévue.

### I.2.48.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, le prélèvement qui est fixé à 1% de la commission perçue par l'intermédiaire, est opéré, déclaré et reversé par l'opérateur dans les mêmes conditions que les autres prélèvements forfaitaires. Toutefois, une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions déterminera les personnes concernées et les modalités pratiques.

### I.2.48.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.48.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.112, cette mesure n'est pas d'application immédiate. Elle sera applicable après la signature d'une ordonnance du ministre ayant les Finances dans ses attributions qui en déterminera les personnes concernées et les modalités pratiques.
***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de se rassurer que l'ordonnance est établie aussitôt la loi de finances promulguée pour que la mesure puisse produire son impact sur l'accroissement des recettes.***

### I.2.49. Prélèvement forfaitaire sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés

L'art.114 rend immédiat le prélèvement forfaitaire sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés.

#### I.2.49.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, un prélèvement forfaitaire de 5% sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés est exigible sans être conditionné à la signature d'une ordonnance du ministre en charge des finances qui en déterminera les modalités de mise application alors que ce n'était pas le cas pour l'exercice budgétaire 2022/2023.

#### I.2.49.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

#### I.2.49.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.114, la mesure est d'application immédiate.

### I.2.50. Redevance téléphonique de 0,16 USD par minute sur les appels internationaux entrants

L'article 115 rend immédiat la collecte de la redevance téléphonique de 0,16 USD par minute sur les appels internationaux entrants.

### I.2.50.1. Explication de la mesure

Au cours de l'exercice 2023/2024, la collecte de la redevance téléphonique de 0,16 USD par minute sur les appels internationaux entrants est opérée sans être conditionné à la signature d'une ordonnance du ministre en charge des finances qui en déterminera les modalités de mise application alors que ce n'était pas le cas pour l'exercice budgétaire 2022/2023.

### I.2.50.2. Appréciation de l'impact de la mesure

Le PLF 2023/2024 et son exposé des motifs n'indiquent pas de manière isolée l'impact de cette mesure. De plus, la note de l'OBR sur les projections des recettes des mesures nouvelles pour l'exercice 2023/2024 n'indique pas l'impact chiffré attendu de cette taxe pour cet exercice. La Cour se trouve alors dans l'impossibilité d'apprécier cet impact.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le Ministère en charge des finances sur l'impact chiffré de cette mesure.***

### I.2.50.3. Date de mise en application de la mesure

En raison de la formulation de l'art.115, la mesure est d'application immédiate.

## CHAPITRE II. ANALYSE DES DISPOSITIONS COMPTABLES

L'analyse des dispositions comptables a porté sur le suivi des tirages sur emprunts ainsi que sur la modification de crédits.

### II.1. Suivi des tirages sur emprunts

L'article 8 de la loi n° 1/22 du 30 juin 2022 portant fixation du budget général de l'État pour l'exercice 2022/2023 dispose que les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocédés sont visés au préalable par le ministre en charge des finances ou son délégué.

Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle. Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmis au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes.

Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable adoptée par l'ordonnance ministérielle n° 540/1210 du 10 août 2010.
Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

Pour analyser le suivi des tirages sur emprunts, la Cour a procédé par :

- La comparaison de la situation actuelle des tirages au titre des emprunts extérieurs avec les données inscrites au niveau de la loi des finances en cours d'exécution ;
- L'appréciation de la qualité de la sincérité des données inscrites au niveau du PLF 2023/2024 par rapport à la situation actuelle des tirages au titre des emprunts extérieurs fournie par la direction de la dette.

**Tableau 1 : Sincérité des données inscrites au niveau du PLF 2023/2024 et du réalisme des prévisions budgétaires-2022/2023**

| PROJET | Créancier | Montant des tirages en Fbu | Date de décaissement |
|---|---|---|---|
| BURURI-GAKUBA ROAD | OFID | 193 509 397,50 | 12/07/2022 |
| PRODEFI II | OFID | 34 808 957,48 | 12/07/2022 |
| ROUTE BURURI-GITEGA | BADEA | 101 498 286,00 | 25/07/2022 |
| PJET D'ELECTRIFICATION RURALE | BADEA | 115 480 992,60 | 26/07/2022 |
| ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC | BADEA | 17 361 885,60 | 27/07/2022 |
| PRODEFI II | OFID | 34 861 636,91 | 31/07/2022 |
| BURURI-GAKUBA ROAD | OFID | 193 802 252,13 | 31/07/2022 |
| BURURI-GAKUBA ROAD | OFID | 969 087 863,50 | 05/08/2022 |
| CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16 | EBI | 2 424 587 494,23 | 05/08/2022 |

| PROJET | Créancier | Montant des tirages en Fbu | Date de décaissement |
|---|---|---|---|
| ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC | BADEA | 17 418 799,20 | 06/09/2022 |
| BURURI-GAKUBA ROAD | OFID | 1 286 863 463,90 | 27/09/2022 |
| CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16 | EBI | 2 421 169 753,85 | 27/09/2022 |
| ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC | BADEA | 17 470 771,20 | 12/10/2022 |
| FOOD SECURITY AND RURAL DVPT | OFID | 2 498 397 242,48 | 20/10/2022 |
| CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16 | EBI | 1 025 707 780,68 | 02/11/2022 |
| BUJUMBURA-NYAMITANGA COMPLE | BADEA | 58 646 349,22 | 28/11/2022 |
| CENTRALE HYDROELECTR. KABU 16 | EBI | 1 511 410 281,20 | 29/11/2022 |
| ROUTE BURURI-GITEGA | BADEA | 1 749 731 187,65 | 07/12/2022 |
| PIPARV-B | OFID | 4 122 000 000,00 | 16/12/2022 |
| ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA | FDS KOWEIT | 728 398 195,28 | 29/12/2022 |
| PROJET KIRUNDO | OFID | 176 808 906,82 | 29/12/2022 |
| ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC | FDS KOWEIT | 28 971 141,77 | 29/12/2022 |
| ROUTE RUMONGE-NYANZA LAC | FDS KOWEIT | 2 536 839 598,78 | 09/01/2023 |
| PROJET KIRUNDO | OFID | 657 404 529,91 | 10/01/2023 |
| PROJET KIRUNDO | OFID | 928 591 264,91 | 10/01/2023 |
| ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA | OFID | 46 085 093,03 | 11/01/2023 |
| BURURI-GAKUBA ROAD | OFID | 836 130 959,77 | 16/01/2023 |
| ROUTE BUJUMBURA-NYAMITANGA | OFID | 63 472 779,74 | 18/01/2023 |
| **TOTAL DES TIRAGES REALISES AU 18/01/2023** | | **24 796 516 865,340** | |
| **TOTAL DES TIRAGES PREVUS PAR LA LF 2022/2023** | | **59 774 234 641** | |
| **Taux (en %)** | | **41,4** | |
| **TOTAL DES TIRAGES PREVUS PAR LE PLF 2023/2024** | | **212 810 967 000** | |

Source : Ministère en charge des finances/Direction de la dette

Il ressort du tableau ci-dessus que jusqu'au 18 janvier 2023, le taux de tirage s'élève à 41,4%.

La Cour constate également que les gestionnaires des projets ne transmettent pas régulièrement leurs rapports mensuels d'exécution au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes.

La non-production de ces rapports prive le Parlement des informations nécessaires à l'appréciation de la sincérité des prévisions des tirages.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de production de ces informations en rapport avec l'avancement des projets financés par les tirages sur la dette directe par le ministère en charge des finances.***

## II.2. Modifications de crédits

### II.2.1. Dépenses imprévues

L'article 45 du budget général de l'État 2022/2023 dispose que les dépenses imprévues sont inscrites dans le budget du ministère des Finances. Ce crédit est réparti par ordonnance du ministre ayant en charge les Finances entre les crédits des ministères et institutions responsables de l'exécution de ces dépenses imprévues.
Aucune dépense ne peut être imputée directement sur ce crédit global.

L'art.30 de la loi organique n° 1/20 du 20 juin 2022 relative aux finances publiques quant à lui dispose que, dans la limite maximum de 2% du Budget général de l'Etat, la loi de finances prévoit un crédit global pour couvrir les dépenses imprévisibles.

La répartition par programme ou dotations des crédits globaux pour des dépenses se fait par ordonnance du Ministre en charges des finances. Aucune dépense ne peut être directement imputée sur ces crédits globaux.

Le PLF 2023/2024 prévoit au titre des imprévus un montant de 62 000 000 000 Fbu. Ce montant représente 1, 56 % par rapport aux prévisions des dépenses totales de 3 952 997 040 571 Fbu. Ce taux est inférieur à 2%.

Par conséquent, l'enveloppe consacrée aux imprévus est en conformité avec l'article 30 de la loi n° 1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la Loi n° 1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques, qui prévoit que dans la limite maximum de 2 % du budget général de l'Etat ,la loi de finances prévoit un crédit global pour couvrir les dépenses imprévisibles.

En ce qui concerne L'analyse de l'état d'exécution de la ligne des imprévus pour la période du 1er juillet 2022 au 09 mai 2023 (11 mois) exercice 2022/2023, la ligne des imprévues montrent les prévisions de 2 361 835 454 Fbu. Au cours de l'exercice 2022/2023, la ligne des imprévues a été alimentée d'un montant de 3 921 562 345 Fbu

et le total des imprévus devient 6 283 397 799 Fbu. Un montant de 4 275 182 220 Fbu avait été exécuté, soit un taux de 68%.

Les rubriques qui ont été financées par la ligne des imprévus sont détaillées dans le tableau suivant :

**Tableau 2 : État des dépenses imprévues du 01 juillet 2022 au 09 mai 2023**

| N° | Décision de transfert | Montant (en Fbu) | Date de transfert | Institution bénéficiaire | Justification |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Ordonnance 540/006/2023 | 800 000 000 | 02/02/2023 | Présidence de la République | Voyages officiels du Chef de l'État |
| 2 | 0rdonnance 540/007/2023 | 700 000 000 | 02/02/2023 | Présidence de la République | Missions officielles des fonctionnaires à l'étranger |
| 3 | Ordonnance n° 540/011/2023 | 150 000 000 | 08/02/ 2023 | Présidence de la République | Missions officielles à l'étranger pour la Première Dame et les cadres qui l'accompagnent |
| 4 | Ordonnance n° 540/012/2023 | 62 504 200 | 23/02/2023 | Premier ministère | Mission officielle de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Burundi à Luanda en Angola. |
| 5 | Ordonnance n° 540/0013/2023 | 21 397 442 | 28/02/2023 | Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération au développement | Missions à l'étranger en faveur des membres du comité technique mixte chargé de la mise en application des accords entre le Burundi et l'Arabie Saoudite en matière de la migration de la main d'œuvre |
| 6 | Ordonnance n° 540/017/2023 | 5 517 220 | 29/03/2023 | Premier ministère | budget additionnel accordé pour payer les frais relatifs à l'achat des billets d'avion en faveur du directeur de |

| N° | Décision de transfert | Montant (en Fbu) | Date de transfert | Institution bénéficiaire | Justification |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | cabinet lors de son voyage de travail à Dubaï. |
| 7 | Ordonnance n° 540/018/2023 | 102 942 118 | 31/03/2023 | Premier ministère | Frais de mission en faveur des hauts cadres et cadres de la primature qui effectueront des missions de travail à Rome en Italie et à Washington |
| 8 | Ordonnance n° 540/19/2023 | 73 289 120 | 31/03/2023 | Premier ministère | Mission officielle de son excellence monsieur le premier ministre à Rome en Italie |
| 9 | Ordonnance n° 540/021/2023 | 46 002 000 | 19/04/2023 | Sénat | Voyages officiels du très honorable président du Sénat aux USA et Zimbabwe |
| 10 | Ordonnance n° 540/022/2023 | 62 310 505 | 19/04/2023 | Sénat | Missions à l'étranger des sénateurs et fonctionnaires |
| 11 | Ordonnance n° 540/023/2023 | 122 163 250 | 19/04/2023 | Ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants | Financement de l'activité relative à l'évaluation de la situation sécuritaire de l'Est de la RDC |
| 12 | Ordonnance n° 540/024/2023 | 35 063 200 | 19/04/2023 | Institution Ombudsman | Budget additionnel pour financer l'équipement du bureau de l'Ombudsman et les frais d'équipement pour l'Ombudsman |
| 13 | Ordonnance n° 540/026/2023 | 62 910 820 | 19/04/2023 | Premier Ministère | Mission en faveur des fonctionnaires qui accompagnent le premier ministre pour une mission de travail au Gabon. |
| 14 | Ordonnance n° | 48 501 000 | 19/04/2023 | Premier | Budget additionnel |

| N° | Décision de transfert | Montant (en Fbu) | Date de transfert | Institution bénéficiaire | Justification |
|---|---|---|---|---|---|
| | 540/07/2023 | | | ministère | accorde pour financer l'atelier de la commission chargée d'appuyer la mise en œuvre de la politique salariale dans les institutions à statuts spéciaux. |
| 15 | Ordonnance n° 540/31/2023 | 1 921 562 345 | 19/04/2023 | Ministère de l'Hydraulique de L'Energie et des Mines | Budget additionnel pour constituer une contrepartie du reliquat de 10 000 000 USD dans le cadre du projet d'électrification rurale de Kirundo |
| 16 | Ordonnance n° 540/039/2023 | 49 094 500 | 09/05/2023 | Secrétariat général de l'État | Organisation d'une émission publique des portes paroles des différents ministères tenues à Cibitoke en date du 2 avril 2023 |

À la lecture du tableau ci-dessus, la Cour émet des réserves sur le caractère imprévisible et accidentel de certaines dépenses financées par la ligne des imprévus.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé, par le ministère en charge des finances, sur le caractère imprévisible et accidentel des dépenses financées par la ligne des imprévus.***

### II.2.2. Transferts de crédits

L'article 29 de la loi organique n° 1/20 du 20juin 2022 portant révision de la loi n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques, dispose que des transferts et des virements de crédits peuvent, en cours d'exerce modifier la répartition des crédits Budgétaires entre programmes.

Les transferts de crédits peuvent modifier la répartition des crédits budgétaires entre programmes des ministères distincts dans la mesure où l'emploi des crédits ainsi transférés, pour un objet déterminé, correspond à des actions du programme d'origine.

Les transferts de crédits sont autorisés par décret, sur rapport conjoint du ministre en charge de finances et des ministres ou des responsables des institutions constitutionnelles concernés.

Les virements de crédits modifient la répartition des crédits budgétaires entre programmes d'un même ministère ou d'une même institution constitutionnelle. S'ils ne changent pas la nature de la dépense selon les prescrits de l'article 23 de la présente loi organique, ils sont pris par ordonnance conjointe du ministère en charge des finances et de l'ordonnateur principal concerné. Dans le cas contraire, ils sont autorisés par décret sur rapport conjoint du ministre en charge des finances et de l'ordonnateur principal concerné.

Le montant annuel cumulé des virements et des transferts ne peut pas dépasser 10% des crédits votés d'un programme, sauf nécessité impérieuse. À l'exception des crédits globaux pour des dépenses accidentelles et imprévisibles, aucun transfert ni virement ne peut être opéré entre une dotation et un programme. Le travail de la Cour consiste à vérifier si la limite du transfert des 10% a été respectée pour chaque ordonnance.

Le tableau ci-dessous montre l'état des transferts de crédits entre articles du budget 2022/2023 au 09 mai 2023 pour chaque ordonnance.

**Tableau 3 : État des transferts des crédits entre articles budgétaires d'un même ministère du 01 juillet 2022 au 17 mai 2023**

| Ordonnances | Date du transfert | Crédit initial | Crédit nécessaire | Augmentation sollicitée | Montant accordé | Article d'origine du transfert | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ord. n° 540/009/2023 | 19/01/2023 | 12 200 000 | 20 200 000 | 8 000 000 | 8 000 000 | 48 000 000 | 16,7 |
| Ord. n° 540/004/2023 | 02/02/2023 | 122 270 687 | 196 990 187 | 74 719 500 | 74 719 500 | 1 011 056 348 | 7,4 |
| Ord. n° 540/005/2023 | 02/02/2023 | 2 361 835 454 | 2 852 520 748 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 32 000 000 000 | 6,2 |
| Ord. n° 540/008/2023 | 03/02/2023 | 231 629 304 | 617 839 496 | 386 210 192 | 386 210 192 | 1 459 697 549 | 26,5 |
| Ord. n° 540/016/2023 | 28/02/2023 | 60 200 000 | 160 200 000 | 100 000 000 | 100 000 000 | 1 256 000 000 | 7,9 |
| Ord. n° 540/015/2023 | 28/02/2023 | 77 500 800 | 111 200 800 | 33 700 000 | 33 700 000 | 1 256 000 000 | 2,6 |
| Ord. n° 540/014/2023 | 28/02/2023 | 15 250 000 | 34 750 000 | 9 500 000 | 9 500 000 | 2 002 770 000 | 0,4 |
| Ord. n° 540/020/2023 | 19/04/2023 | 216 921 978 | 279 471 978 | 62 550 000 | 62 550 000 | 1 000 000 000 | 6,2 |
| Ord. n° 540/025/2023 | 19/04/2023 | 21 000 000 | 103 000 000 | 82 000 000 | 82 000 000 | 109 500 000 | 74,8 |
| Ord. n° 540/028/2023 | 19/04/2023 | 86 912 000 | 146 912 000 | 60 000 000 | 60 000 000 | 200 000 000 | 30 |
| Ord. n° 540/029/2023 | 19/04/2023 | 3 259 140 053 | 6 259 140 053 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 100 |
| Ord. n° 540/030/2023 | 19/04/2023 | 1 021 396 960 | 1 421 396 960 | 400 000 000 | 400 000 000 | 87 830 000 000 | 0,4 |
| Ord. n° 540/032/2023 | 19/04/2023 | 600 000 000 | 621 397 442 | 21 397 442 | 1 921 562 345 | 10 000 000 000 | 19,2 |
| Ord. n° 540/033/2023 | 03/05/2023 | 486 517 156 | 550 822 744 | 64 305 588 | 64 305 588 | 1 000 000 000 | 6,4 |
| Ord. n° 540/034/2023 | 03/05/2023 | 15 181 089 032 | 18 180 047 078 | 2 998 958 046 | 2 998 958 046 | 87 830 000 000 | 3,4 |
| Ord. n° 540/035/2023 | 03/05/2023 | 34 784 000 | 48 239 000 | 13 455 000 | 13 455 000 | 55 200 000 | 24,3 |
| Ord. n° 540/036/2023 | 03/05/2023 | 20 000 000 | 24 050 000 | 4 050 000 | 4 050 000 | 55 200 000 | 7,3 |
| Ord. n° 540/037/2023 | 03/05/2023 | 15 000 000 | 86 038 693 | 11 620 880 | 11 620 880 | 4 500 000 000 | 0,2 |
| Ord. n° 540/038/2021 | 08/08/2023 | 75 700 000 | 100 509 500 | 24 809 500 | 24 809 500 | 73 200 000 | 33,8 |
| Ord. n° 540/040/2021 | 09/05/2023 | 54 166 667 | 124 666 667 | 45 000 000 | 45 000 000 | 339 750 000 | 13,2 |

Source : Données du ministère en charge des Finances

L'analyse du tableau ci-dessus montre que sur les 20 ordonnances de transfert de crédits mises à la disposition de la Cour, 8 ont été effectuées en dépassement des 10% prévus.

Par ailleurs, l'analyse de toutes les ordonnances montre qu'elles ont été signées uniquement par le ministre en charge des Finances alors qu'elles devaient porter également la signature du ministre concerné (article 30 du RGGBP).

En outre, sur les 20 ordonnances, 5 concernent des transferts dépassant le cadre d'un même ministère ou d'une même institution.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de respecter, lors de l'exécution du budget 2023/2024, les dispositions sur les transferts des crédits par le ministère en charge des Finances.***

# CHAPITRE III. ANALYSE DES PREVISIONS DU PLF 2023/2024

Dans ce chapitre, il est question d'analyser les prévisions des recettes et les prévisions des dépenses du PLF 2023/2024.

## III.1. Prévisions des recettes du PLF 2023/2024

Les ressources du budget général de l'État de l'exercice 2023/2024 sont estimées à 3 224 071 350 855 Fbu contre 2 194 884 320 835 Fbu en 2022/2023, soit un accroissement de 1 029 187 030 020 Fbu (46,8%). Elles sont constituées par les recettes fiscales (1 719 018 800 291 Fbu), les recettes non fiscales (345 298 278 411 Fbu), les recettes exceptionnelles (229 833 391 639 Fbu), les produits financiers (211 084 800 Fbu) et les dons (929 709 795 714 Fbu).

Les prévisions des recettes sont analysées sous trois aspects : l'évolution, la structure et la qualité.

### III.1.1. Analyse de l'évolution des recettes

L'analyse de l'évolution des prévisions des recettes consiste à comparer les prévisions des recettes de l'exercice 2022/2023 et celles de l'exercice 2023/2024.

Le tableau suivant montre l'évolution des recettes.

**Tableau 4 : Évolution des recettes du budget général de l'État**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | RECETTES FISCALES | 1 642 991 570 390 | 1 719 018 800 291 | 76 027 229 901 | 4,6 |
| 71 | PRODUITS FISCAUX | 1 562 991 570 390 | 1 584 018 800 291 | 21 027 229 901 | 1,3 |
| 711 | Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital | 368 133 709 335 | 386 351 947 080 | 18 218 237 745 | 4,9 |
| 7111 | Impôts sur les personnes physiques | 168 070 098 081 | 149 762 665 376 | -18 307 432 705 | -10,9 |
| 71111 | Impôt sur le revenu des personnes physiques | 12 751 544 879 | 13 532 652 134 | 781 107 255 | 6,1 |
| 7111100 | Impôt sur le revenu des personnes physiques | 2 888 625 310 | 3 522 094 330 | 633 469 020 | 21,9 |
| 7111101 | Impôt sur le revenu locatif | 9 862 919 569 | 10 010 557 804 | 147 638 235 | 1,5 |
| 71112 | Impôt professionnel sur les rémunérations | 100 835 556 404 | 103 115 002 878 | 2 279 446 474 | 2,3 |
| 7111200 | Impôt professionnel sur les rémunérations | 100 835 556 404 | 103 115 002 878 | 2 279 446 474 | 2,3 |
| 71114 | Prélèvement forfaitaire | 41 566 180 732 | 29 368 755 718 | -12 197 425 014 | -29,3 |
| 7111400 | Prélèvement forfaitaire | 36 871 092 054 | 29 368 755 718 | -7 502 336 336 | -20,3 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7111401 | Prélèvement forfaitaire libératoire | 4 695 088 678 | 0 | -4 695 088 678 | -100 |
| 71115 | Taxe forfaitaire | 1 525 958 347 | 440 992 677 | -1 084 965 670 | -71,1 |
| 7111500 | Taxe forfaitaire | 1 525 958 347 | 440 992 677 | -1 084 965 670 | -71,1 |
| 71118 | Autres (exercices antérieurs) | 11 390 857 719 | 3 305 261 969 | -8 085 595 750 | -71,9 |
| 7111800 | Autres (exercices antérieurs) | 2 357 609 346 | 3 305 261 969 | 947 652 623 | 40,2 |
| 7111801 | Autres retenues à la source | 9 033 248 373 | 0 | -9 033 248 373 | -100 |
| 7112 | Impôts sur les personnes morales | 199 588 941 273 | 236 076 862 801 | 36 487 921 528 | 18,3 |
| 71121 | Impôt sur le revenu des sociétés | 153 858 658 913 | 169 246 768 665 | 15 388 109 752 | 10 |
| 7112100 | Impôt sur le revenu des sociétés (IR+ acompte +PF+ARCA) | 150 182 722 239 | 164 950 494 470 | 14 767 772 231 | 9,8 |
| 7112101 | Impôt sur les revenus locatifs | 3 675 936 674 | 4 296 274 195 | 620 337 521 | 16,9 |
| 71123 | Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 25 154 473 665 | 18 887 522 211 | -6 266 951 454 | -24,9 |
| 7112300 | Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 25 154 473 665 | 18 887 522 211 | -6 266 951 454 | -24,9 |
| 71128 | Autres (exercices antérieurs) | 20 575 808 695 | 15 430 666 571 | -5 145 142 124 | -25 |
| 7112800 | Autres (exercices antérieurs) | 20 575 808 695 | 15 430 666 571 | -5 145 142 124 | -25 |
| 71129 | Remboursement et dégrèvements | 0 | 32 511 905 354 | 32 511 905 354 | |
| 7112900 | Prélèvement forfaitaire libératoire | 0 | 7 044 011 961 | 7 044 011 961 | |
| 7112910 | Autres retenues à la source | 0 | 25 467 893 393 | 25 467 893 393 | |
| 7113 | Impôt non ventilable | 474 669 981 | 512 418 903 | 37 748 922 | 8 |
| 71131 | Majoration de retard | 474 669 981 | 512 418 903 | 37 748 922 | 8 |
| 7113100 | Majoration de retard | 474 669 981 | 512 418 903 | 37 748 922 | 8 |
| 714 | Impôt sur les biens et services | 1 033 884 475 252 | 1 038 144 195 873 | 4 259 720 621 | 0,4 |
| 7141 | Impôts généraux sur les biens et services | 588 089 110 834 | 566 868 680 249 | -21 220 430 585 | -3,6 |
| 71 411 | Taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises touristiques et hôtelières | 588 089 110 834 | 566 688 901 285 | -21 400 209 549 | -3,6 |
| 7141100 | Taxe de transaction-TVA à l'importation | 285 642 701 645 | 350 173 487 434 | 64 530 785 789 | 22,6 |
| 7141101 | TVA intérieure | 302 446 409 189 | 215 515 413 851 | -86 930 995 338 | -28,7 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7141102 | Taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises touristiques et hôtelières | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | |
| 71414 | Taxe appliqués par les notaires et avocats | 0 | 179 778 964 | 179 778 964 | |
| 7141400 | Taxe appliqués par les notaires et avocats | 0 | 179 778 964 | 179 778 964 | |
| 7142 | Accises | 428 402 116 361 | 440 155 371 473 | 11 753 255 112 | 2,7 |
| 71421 | Taxe de consommation sur le tabac | 6 333 069 820 | 5 214 538 429 | -1 118 531 391 | -17,7 |
| 7142100 | Taxe de consommation sur le tabac | 6 333 069 820 | 5 214 538 429 | -1 118 531 391 | -17,7 |
| 71422 | Taxe de consommation sur la bière | 182 757 558 933 | 148 790 419 435 | -33 967 139 498 | -18,6 |
| 7142200 | Taxe de consommation sur la bière, limonade et eau minérale | 182 757 558 933 | 148 790 419 435 | -33 967 139 498 | -18,6 |
| 71423 | Taxe de consommation sur le sucre | 20 677 346 493 | 12 154 031 078 | -8 523 315 415 | -41,2 |
| 7142300 | Taxe de consommation sur le sucre | 20 677 346 493 | 12 154 031 078 | -8 523 315 415 | -41,2 |
| 71425 | Taxe sur les abonnés de télédistribution et sur les télécommunications | 71 772 274 690 | 54 064 019 288 | -17 708 255 402 | -24,7 |
| 7142500 | Taxe sur les abonnés de la télédistribution | 817 462 301 | 1 222 360 875 | 404 898 574 | 49,5 |
| 7142501 | Taxe sur les télécommunications | 63 006 431 299 | 52 841 658 413 | -10 164 772 886 | -16,1 |
| 7142502 | Taxe de terminaisons d'appels de communications internationales | 7 948 381 090 | 0 | -7 948 381 090 | -100 |
| 71426 | Taxe de consommation sur le carburant | 125 470 966 245 | 99 486 218 033 | -25 984 748 212 | -20,7 |
| 7142600 | Taxe de consommation sur le carburant | 125 470 966 245 | 99 486 218 033 | -25 984 748 212 | -20,7 |
| 71427 | Taxe de consommation sur les vins et les spiritueux | 101 226 103 | 138 311 674 | 37 085 571 | 36,6 |
| 7142700 | Taxe de consommation sur les vins et les spiritueux | 101 226 103 | 138 311 674 | 37 085 571 | 36,6 |
| 71428 | Autres | 21 289 674 077 | 120 307 833 536 | 99 018 159 459 | 465,1 |
| 7142800 | Autres (taxe de consommation sur les véhicules) | 6 454 169 660 | 6 889 741 669 | 435 572 009 | 6,7 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7142802 | Taxe anti-pollution véhicules usagés | 8 125 242 995 | 10 389 462 496 | 2 264 219 501 | 27,9 |
| 7142803 | Taxe additionnelle sur les tissus | 2 087 821 277 | 2 846 306 801 | 758 485 524 | 36,3 |
| 7142804 | surtaxe additionnelle sur les tissus | 2 118 757 693 | 2 660 859 123 | 542 101 430 | 25,6 |
| 7142805 | Taxe sur tôles ondulées | 672 308 060 | 394 557 736 | -277 750 324 | -41,3 |
| 7142806 | Taxe anti-pollution sachets plastiques | 1 831 374 392 | 0 | -1 831 374 392 | -100 |
| 7.1E+07 | Taxe de terminaisons d'appels de communications internationales | 0 | 4 575 286 172 | 4 575 286 172 | |
| 7.1E+07 | Taxe spécifique de messagerie mobile | 0 | 30 000 000 000 | 30 000 000 000 | |
| 7.1E+07 | Taxe spécifique sur les services financiers mobiles | 0 | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 | |
| 7.1E+07 | Taxe sur les services des données mobiles | 0 | 12 000 000 000 | 12 000 000 000 | |
| 7.1E+07 | Taxe OTT et communication IP | 0 | 22 000 000 000 | 22 000 000 000 | |
| 7.1E+07 | Taxe spécifiques sur les frais de services à valeurs ajoutées (communication électronique) | 0 | 2 400 000 000 | 2 400 000 000 | |
| ####### | Taxe spécifiques annuelle sur les terminaux mobiles | 0 | 6 000 000 000 | 6 000 000 000 | |
| 7.1E+07 | Taxe additionnelle anti-pollution sur véhicules usagés | 0 | 5 151 619 539 | 5 151 619 539 | |
| 7144 | Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité | 5 893 215 542 | 5 565 435 181 | -327 780 361 | -5,6 |
| 71441 | Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité | 4 759 333 742 | 5 424 676 419 | 665 342 677 | 14 |
| 7144110 | Permis de conduire (FRN) | 1 040 904 123 | 14 847 648 | -1 026 056 475 | -98,6 |
| 7144180 | Vignettes fiscales (FRN, timbre fiscal) | 73 587 186 | 70 177 218 | -3 409 968 | -4,6 |
| 7144181 | Autres (plaques, transferts, cartes, changement d'usages, etc.) | 3 644 842 433 | 5 339 651 553 | 1 694 809 120 | 46,5 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 71443 | Permis de pêche | 75 007 500 | 0 | -75 007 500 | -100 |
| 7144310 | Permis de pèche | 75 007 500 | 0 | -75 007 500 | -100 |
| 71445 | Taxes d'abattage des animaux | 4 326 175 | 254 778 | -4 071 397 | -94,1 |
| 7144500 | Taxes d'abattage des animaux | 4 326 175 | 254 778 | -4 071 397 | -94,1 |
| 714426 | Permis de travail | 511 758 541 | 107 396 175 | -404 362 366 | -79 |
| 7.1E+07 | Permis de travail | 511 758 541 | 107 396 175 | -404 362 366 | -79 |
| 71447 | Permis de coupe de bois | 542 789 584 | 33 107 809 | -509 681 775 | -93,9 |
| 7144230 | Permis de coupe de bois | 542 789 584 | 33 107 809 | -509 681 775 | -93,9 |
| 7148 | Autres impôts sur les biens et services | 11 500 032 515 | 25 554 708 970 | 14 054 676 455 | 122,2 |
| 71480 | Autres impôts sur les biens et services | 11 500 032 515 | 16 258 955 051 | 4 758 922 536 | 41,4 |
| 7148000 | Autres impôts sur les biens et services (nca) | 5 567 592 252 | 12 716 054 878 | 7 148 462 626 | 128,4 |
| 7148001 | Caution de 30%du montant contesté | 0 | 3 542 900 173 | 3 542 900 173 | |
| 7148002 | Taxe additionnelle anti-pollution sur véhicules usagés | 3 024 300 108 | 0 | -3 024 300 108 | -100 |
| 7148003 | Caution de 30%du montant contesté | 2 908 140 155 | 0 | -2 908 140 155 | -100 |
| 71483 | Prélèvement de 5% de la valeur marchandises de l'immeuble | 0 | 6 429 803 919 | 6 429 803 919 | |
| 7148300 | Prélèvement de 5% de la valeur marchandises de l'immeuble | 0 | 6 429 803 919 | 6 429 803 919 | |
| 71484 | Prélèvement de 5% de la valeur en douane sur les véhicules de type affaires et promenade de 3500CC et plus | 0 | 2 865 950 000 | 2 865 950 000 | |
| 7148400 | Prélèvent de 5% de la valeur en douane sur les véhicules de type affaires et promenade de 3500CC et plus | 0 | 2 865 950 000 | 2 865 950 000 | |
| 715 | Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 160 973 385 803 | 159 522 657 338 | -1 450 728 465 | -0,9 |
| 7151 | Droits de douane à l'importation | 142 160 267 082 | 149 278 359 353 | 7 118 092 271 | 5 |
| 71511 | Droits de douane | 112 893 846 132 | 123 352 614 133 | 10 458 768 001 | 9,3 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7151100 | Droits de douane à l'importation | 112 893 846 132 | 123 352 614 133 | 10 458 768 001 | 9,3 |
| 71512 | Taxes sur les carburants (dont part affectée au FRN) | 29 060 885 996 | 25 886 007 107 | -3 174 878 889 | -10,9 |
| 7151200 | Taxes sur les carburants (FRN) | 17 335 079 328 | 0 | -17 335 079 328 | -100 |
| 7151201 | Taxe les carburants (fonds stocks stratégiques) | 11 684 386 164 | 25 886 007 107 | 14 201 620 943 | 121,5 |
| 7151202 | Taxe sur le carburant (fonds social carburants) | 41 420 504 | 0 | -41 420 504 | -100 |
| 71513 | Taxe forfaitaire | 205 534 954 | 39 738 113 | -165 796 841 | -80,7 |
| 7151300 | Taxe forfaitaire | 205 534 954 | 39 738 113 | -165 796 841 | -80,7 |
| 7152 | Taxes à l'exportation | 8 082 056 855 | 535 383 225 | -7 546 673 630 | -93,4 |
| 71522 | Droits de sortie sur les peaux | 28 287 941 | 65 739 821 | 37 451 880 | 132,4 |
| 7152200 | Taxe à l'exportation des peaux brutes | 28 287 941 | 65 739 821 | 37 451 880 | 132,4 |
| 71524 | Droits de sortie sur les minerais | 8 053 768 914 | 469 643 404 | -7 584 125 510 | -94,2 |
| 7152400 | Droits de sortie sur l'or | 6 296 092 207 | 373 284 839 | -5 922 807 368 | -94,1 |
| 7152401 | Droits de sortie sur les minerais de 3 T | 1 757 676 707 | 96 358 565 | -1 661 318 142 | -94,5 |
| 7153 | Compensation COMESA | 3 000 000 | 0 | -3 000 000 | -100 |
| 71530 | Compensation COMESA | 3 000 000 | 0 | -3 000 000 | -100 |
| 7153000 | Compensation COMESA | 3 000 000 | 0 | -3 000 000 | -100 |
| 7158 | Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 10 728 061 866 | 9 708 914 760 | -1 019 147 106 | -9,5 |
| 71581 | Amande douanières et produits de confiscation sur droits d'entrée | 1 401 387 848 | 1 053 656 122 | -347 731 726 | -24,8 |
| 7158100 | Amandes douanières et produits de confiscation sur droits d'entrée (dont la lutte contre la Fraude) | 1 401 387 848 | 1 053 656 122 | -347 731 726 | -24,8 |
| 71583 | Recettes des entrepôts (droits de magasins) | 262 630 505 | 143 692 095 | -118 938 410 | -45,3 |
| 7158300 | Recettes des entrepôts (droits de magasins) | 262 630 505 | 143 692 095 | -118 938 410 | -45,3 |
| 71584 | Taxe de péage route | 6 900 905 486 | 4 501 308 757 | -2 399 596 729 | -34,8 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| | (affectée au FRN) | | | | |
| 7158400 | Taxe de péage route (affectée au FRN) | 6 900 905 486 | 4 501 308 757 | -2 399 596 729 | -34,8 |
| 71586 | Taxe de circulation frontière | 778 757 703 | 698 796 111 | -79 961 592 | -10,3 |
| 7158600 | Taxe de circulation trans- frontalière | 778 757 703 | 698 796 111 | -79 961 592 | -10,3 |
| 71587 | Produits de la vente des marchandises | 2 721 567 | 2 762 676 | 41 109 | 1,5 |
| 7158700 | Produits de la vente des marchandises | 2 721 567 | 2 762 676 | 41 109 | 1,5 |
| 71588 | Autres | 1 381 658 757 | 2 308 698 999 | 927 040 242 | 67,1 |
| 7158800 | Autres | 1 381 658 757 | 2 308 698 999 | 927 040 242 | 67,1 |
| 71589 | Renouvellement de la redevance du code importation ou exportation | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | |
| 7158900 | Renouvellement de la redevance du code importation ou exportation | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | |
| 76 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |
| 760 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |
| 7600 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |
| 76000 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |
| 7600000 | Impôts et Taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |
| 2 | DONS | 333 948 552 374 | 929 709 795 714 | 595 761 243 340 | 178,4 |
| 73 | DONS | 333 948 552 374 | 929 709 795 714 | 595 761 243 340 | 178,4 |
| 731 | DONS | 0 | 397 002 634 750 | 397 002 634 750 | |
| 7312 | DONS RECUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES | 0 | 397 002 634 750 | 397 002 634 750 | |
| 73121 | BANQUE AFRICAINES DE DEVELOPPEMENT | 0 | 276 300 000 000 | 276 300 000 000 | |
| 7312100 | Dons Budgétaires | 0 | 276 300 000 000 | 276 300 000 000 | |
| 73123 | BM | 0 | 120 702 634 750 | 120 702 634 750 | |
| 7312300 | BM- NKURIZA | 0 | 36 000 000 000 | 36 000 000 000 | |
| 7312301 | BM-Projet de preparation et riposte à la COVID-19 au Burundi | 0 | 80 000 000 000 | 80 000 000 000 | |
| 7312302 | Projet de transformation économique et Création d'emploi(PRETE) | 0 | 4 702 634 750 | 4 702 634 750 | |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 732 | Dons sur projets avec financements extérieurs (2) | 333 948 552 374 | 532 707 160 964 | 198 758 608 590 | 59,5 |
| 7321 | Dons reçus des organisations publiques (bilatérales) | 24 017 000 000 | 0 | -24 017 000 000 | -100 |
| 73212 | Chine | 12 721 000 000 | 0 | -12 721 000 000 | -100 |
| 7321200 | EXIM-BANK DE CHINE : Migration de l'analogique au numérique | 12 721 000 000 | 0 | -12 721 000 000 | -100 |
| 73213 | Belgique | 3 916 000 000 | 0 | -3 916 000 000 | -100 |
| 7321343 | Belgique- Programme d'Appui institutionnel et opérationnel du secteur Agricole PAIOSA (Phase 3) | 3 916 000 000 | 0 | -3 916 000 000 | -100 |
| 73218 | Autres | 7 380 000 000 | 0 | -7 380 000 000 | -100 |
| 7321800 | INDE Construction CHE KABU 16 (20MW) | 7 380 000 000 | 0 | -7 380 000 000 | -100 |
| 7322 | Dons reçus des organisations internationales | 278 281 552 374 | 532 707 160 964 | 254 425 608 590 | 91,4 |
| 73221 | IDA- BM | 78 685 482 623 | 0 | -78 685 482 623 | -100 |
| 7322101 | BM-Protection sociale : Projet d'appui aux files sociaux | 8 401 465 781 | 0 | -8 401 465 781 | -100 |
| 7322102 | BM-Projet d'appui à la compétitivité du secteur café(POASCSC) | 8 117 036 600 | 0 | -8 117 036 600 | -100 |
| 7322103 | BM-Projet régional de développement agricole intégré dans les grands lacs (PRDAIGL) | 17 747 741 900 | 0 | -17 747 741 900 | -100 |
| 7322140 | BM-Projet de renforcement des capacités institutionnelles pour l'efficacité gouvernementales PRCIEG | 4 419 238 342 | 0 | -4 419 238 342 | -100 |
| 7322191 | IDA- BM Projet d'aménagement durable des zones caféicoles | 15 000 000 000 | 0 | -15 000 000 000 | -100 |
| 7322199 | IDA-BM Heath system project | 25 000 000 000 | 0 | -25 000 000 000 | -100 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 73224 | FIDA | 26 000 000 000 | 81 139 567 715 | 55 139 567 715 | 212,1 |
| 7322402 | FIDA-Programme de développement des filières PRODEFI II | 11 000 000 000 | 0 | -11 000 000 000 | -100 |
| 7322404 | FIDA-Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'IMBO et du MOSO PNSDR-IM | 15 000 000 000 | 0 | -15 000 000 000 | -100 |
| 7322406 | FIDA PAIFAR-B | 0 | 12 020 000 000 | 12 020 000 000 | |
| 7322407 | FIDA PIPARV-B | 0 | 67 090 767 715 | 67 090 767 715 | |
| 7322408 | FIDA PRODER | 0 | 2 028 800 000 | 2 028 800 000 | |
| 73225 | UNION EUROPEENNE UE -EAC MARKUP: Burundi Intervention Under | 0 | 28 370 288 559 | 28 370 288 559 | |
| 7322500 | the PARTENER STATES WINDOW | 0 | 3 026 288 559 | 3 026 288 559 | |
| 7322515 | UE-PASS 3/FBP | 0 | 25 344 000 000 | 25 344 000 000 | |
| 73227 | BAD | 19 233 689 271 | 88 850 892 215 | 69 617 202 944 | 362 |
| 7322701 | BAD-Projet de transformation de la région de Bugesera | 4 000 000 000 | 0 | -4 000 000 000 | -100 |
| 7322702 | BAD-Projet d'appui à l'aménagement de la mobilisation des ressources et du climat des affaires "PARMOCAF" | 1 390 254 411 | 0 | -1 390 254 411 | -100 |
| 7322703 | BAD-Projet d'appui au renforcement des capacités de l'Office Burundais des Recettes "OBR" | 1 375 075 923 | 0 | -1 375 075 923 | -100 |
| 7322704 | BAD-Projet d'appui au processus d'élaboration des stratégies de développement "PAPESDF" | 468 358 937 | 0 | -468 358 937 | -100 |
| 7322705 | BAD-RN3: Rumonge-Gitaza-Kabingo Gasuru-Manyovu | 12 000 000 000 | 0 | -12 000 000 000 | -100 |
| 7322706 | BAD-Projet d'Entrepreneuriat Agropastoral et Perfectionnement | 0 | 6 635 929 600 | 6 635 929 600 | |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| | Professionnel des Jeunes et des Femmes | | | | |
| 7322707 | BAD-EANSI | 0 | 6 526 533 175 | 6 526 533 175 | |
| 7322708 | BAD-Projet de Production agr d'urgence | 0 | 9 498 882 813 | 9 498 882 813 | |
| 7322709 | BAD-PATAREB | 0 | 15 349 475 486 | 15 349 475 486 | |
| 7322710 | BAD-PADCAE | 0 | 3 137 071 141 | 3 137 071 141 | |
| 7322711 | BAD-Modernisation Port Bujumbura | 0 | 18 504 000 000 | 18 504 000 000 | |
| 7322712 | BAD-ligne KAMANYORA-BUJUMBURA | 0 | 13 731 000 000 | 13 731 000 000 | |
| 7322713 | BAD-projet d'accès à l'énergie phase I | 0 | 15 468 000 000 | 15 468 000 000 | |
| 73228 | Autres | 154 362 380 480 | 334 346 412 475 | 179 984 031 995 | 116,6 |
| 7322800 | USA-prévention de transmission VIH/SIDA mère et enfant (PTME) | 150 000 000 | 0 | -150 000 000 | -100 |
| 7322810 | BAD-CHE Rusumo Falls (90 MW) | 3 000 000 000 | 0 | -3 000 000 000 | -100 |
| 7322818 | CHINE-CHE RUZIBA 15MW- Etude et travaux | 20 399 000 000 | 0 | -20 399 000 000 | -100 |
| 7322824 | OMS-Accélération de l'accès aux services de prévention, de traitement et de soutien contre le VIH/SIDA | 2 000 000 000 | 0 | -2 000 000 000 | -100 |
| 7322833 | COMMISSION EUROPEENNE-CHEs MULEMBWE-34 (16.5 MW) ET JIJI 03 (31.MW) | 5 700 000 000 | 0 | -5 700 000 000 | -100 |
| 7322841 | USA-prévention de transmission VIH/SIDA chez les militaires et leurs familles | 486 000 000 | 0 | -486 000 000 | -100 |
| 7322842 | BM: Projet d'appui aux communautés d'accueil et des réfugiés dans la région Nord Est du Burundi(PACARNE) TURIKUMWE | 513 000 000 | 0 | -513 000 000 | -100 |
| 7322843 | BM: Projet de développement local pour l'emploi | 90 000 000 | 0 | -90 000 000 | -100 |
| 7322844 | BM: Projet d'Amélioration des | 18 221 516 980 | 0 | -18 221 516 980 | -100 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| | apprentissages en Début de scolarité (PAADESCO-SHISHIKARA | | | | |
| 7322845 | BM: Programme d'Appui au secteur de la santé | 12 654 000 000 | 0 | -12 654 000 000 | -100 |
| 7322846 | BM: Linking relief to rehabilitation and development | 7 000 000 000 | 0 | -7 000 000 000 | -100 |
| 7322849 | BM: Restauration et résilience du Paysage au Burundi | 9 967 863 500 | 0 | -9 967 863 500 | -100 |
| 7322850 | BM: CHE Rusumo Falls (90 MW) Travaux | 28 450 000 000 | 0 | -28 450 000 000 | -100 |
| 7322852 | Commission Européenne- Programme d'appui à la résilience des populations (Twiteho amagara) | 40 000 000 000 | 0 | -40 000 000 000 | -100 |
| 7322853 | BM-PACEJ | 0 | 28 007 275 150 | 28 007 275 150 | |
| 7322859 | PNUD: Evacuation des eaux usées | 531 000 000 | 0 | -531 000 000 | -100 |
| 7322860 | BADEA: Projet d'électrification rurale en Province Kirundo | 5 200 000 000 | 0 | -5 200 000 000 | -100 |
| 7322861 | BM-PRODECI | 0 | 17 858 771 609 | 17 858 771 609 | |
| 7322863 | BM-PAADSECO | 0 | 2 999 960 616 | 2 999 960 616 | |
| 7322864 | BM-MERANKABANDI | 0 | 65 218 680 000 | 65 218 680 000 | |
| 7322865 | BM-Projet régional intégré dans la région des grands lacs | 0 | 51 877 656 131 | 51 877 656 131 | |
| 7322866 | BM-Projet de Facilitation du commerce et intégration dans la région des grands lacs( PFCIGL) | 0 | 1 560 000 000 | 1 560 000 000 | |
| 7322867 | BM-Projet soleil Nyakiriza | 0 | 6 560 500 000 | 6 560 500 000 | |
| 7322868 | UE-UMUCO W'iterambere | 0 | 35 309 798 089 | 35 309 798 089 | |
| 7322869 | BM-PRT(Projet de Résilience des Transports) | 0 | 81 897 605 280 | 81 897 605 280 | |
| 7322870 | BM-PAFEN | 0 | 27 375 086 600 | 27 375 086 600 | |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7322871 | BM-PAFEN /Digitalisation des Finances Publiques | 0 | 15 681 080 000 | 15 681 080 000 | |
| 7323 | Fonds Mondial | 31 650 000 000 | 0 | -31 650 000 000 | -100 |
| 73230 | Fonds Mondial | 31 650 000 000 | 0 | -31 650 000 000 | -100 |
| 7323000 | Fonds Mondial | 31 650 000 000 | 0 | -31 650 000 000 | -100 |
| 3 | AUTRES RECETTES | 216 726 868 069 | 575 342 754 850 | 358 615 886 781 | 165,5 |
| 72 | PRODUITS NON FISCAUX | 206 175 553 271 | 345 298 278 411 | 139 122 725 140 | 67,5 |
| 721 | Revenu de la propriété | 61 585 863 900 | 69 703 621 817 | 8 117 757 917 | 13,2 |
| 7211 | Dividendes | 44 737 209 090 | 51 407 045 830 | 6 669 836 740 | 14,9 |
| 72112 | Dividendes autres entreprises financières | 3 372 572 350 | 5 732 286 416 | 2 359 714 066 | 70 |
| 7211200 | Dividendes autres entreprises financières | 3 372 572 350 | 5 732 286 416 | 2 359 714 066 | 70 |
| 72113 | Dividendes entreprises non financières | 41 364 636 740 | 45 674 756 414 | 4 310 119 674 | 10,4 |
| 7211300 | Dividendes entreprises non financières | 41 364 285 843 | 45 674 756 414 | 4 310 470 571 | 10,4 |
| 7211301 | Autres dividendes | 350 897 | 0 | -350 897 | -100 |
| 7212 | PRELEVEMENTS SUR LES EXCEDENTS DES QUASI-SOCIETES | 17 000 000 | 0 | -17 000 000 | -100 |
| 72122 | PRELEVEMENTS SUR LES EXCEDENTS DES QUASI-SOCIETES | 17 000 000 | 0 | -17 000 000 | -100 |
| 7212200 | Prélèvements sur les excédents des quasi-sociétés | 17 000 000 | 0 | -17 000 000 | -100 |
| 7213 | Loyers | 16 831 654 810 | 18 296 575 987 | 1 464 921 177 | 8,7 |
| 72131 | Locations terrains | 28 810 390 | 10 712 311 | -18 098 079 | -62,8 |
| 7213100 | Locations terrains | 28 810 390 | 10 712 311 | -18 098 079 | -62,8 |
| 72132 | Revenus et redevances des carrières | 6 883 166 049 | 5 417 137 587 | -1 466 028 462 | -21,3 |
| 7213200 | Revenus et redevances des carrières | 6 883 166 049 | 5 417 137 587 | -1 466 028 462 | -21,3 |
| 72133 | Redevances domaniales | 9 919 678 371 | 12 868 609 306 | 2 948 930 935 | 29,7 |
| 7213300 | Redevances domaniales | 9 919 678 371 | 12 868 609 306 | 2 948 930 935 | 29,7 |
| 72134 | REDEVANCES DE LA DIRECTION DU PATRIMOINE | 0 | 116 753 | 116 753 | |
| 7213400 | Redevances de la direction du patrimoine | 0 | 116 753 | 116 753 | |
| 722 | Ventes de biens et services | 16 070 496 893 | 29 633 154 560 | 13 562 657 667 | 84,4 |
| 7221 | Location d'immeubles | 28 980 916 | 500 000 000 | 471 019 084 | 1625,3 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 72210 | Location d'immeubles | 28 980 916 | 500 000 000 | 471 019 084 | 1625,3 |
| 7221000 | Location d'immeubles | 28 980 916 | 500 000 000 | 471 019 084 | 1625,3 |
| 7222 | Ventes des matériels et meubles reformés | 1 009 829 719 | 5 718 926 735 | 4 709 097 016 | 466,3 |
| 72220 | Ventes des matériels et meubles reformés | 1 009 829 719 | 5 718 926 735 | 4 709 097 016 | 466,3 |
| 7222000 | Ventes des matériels et meubles reformés | 1 009 829 719 | 5 718 926 735 | 4 709 097 016 | 466,3 |
| 7223 | Ventes d'imprimés et de documentation | 3 401 311 682 | 3 589 580 175 | 188 268 493 | 5,5 |
| 72230 | Ventes d'imprimés et de documentation | 3 401 311 682 | 3 589 580 175 | 188 268 493 | 5,5 |
| 7223000 | Ventes d'imprimés et de documentation | 3 401 311 682 | 3 589 580 175 | 188 268 493 | 5,5 |
| 7225 | Prestation des services de santé | 11 149 583 752 | 19 019 180 333 | 7 869 596 581 | 70,6 |
| 72250 | Prestation des services de santé | 11 149 583 752 | 19 019 180 333 | 7 869 596 581 | 70,6 |
| 7225000 | Prestations des services de santé | 11 149 583 752 | 19 019 180 333 | 7 869 596 581 | 70,6 |
| 7226 | Prestations des services vétérinaires | 480 790 824 | 805 467 317 | 324 676 493 | 67,5 |
| 72260 | Prestations des services vétérinaires | 480 790 824 | 5 467 317 | -475 323 507 | -98,9 |
| 7226000 | Prestations des services vétérinaires | 3 224 992 | 1 053 991 | -2 171 001 | -67,3 |
| 7226001 | Vente des semences | 2 318 312 | 4 413 223 | 2 094 911 | 90,4 |
| 7226002 | Attestation d'exonération | 475 247 520 | 0 | -475 247 520 | -100 |
| 72261 | Carte d'agrément d'agence transport | 0 | 800 000 000 | 800 000 000 | |
| 7226100 | Carte d'agrément d'agence transport | 0 | 800 000 000 | 800 000 000 | |
| 723 | Droits Administratifs | 88 763 023 959 | 191 884 810 478 | 103 121 786 519 | 116,2 |
| 7231 | Droits de visas, passeport et séjour | 16 593 669 650 | 69 605 827 891 | 53 012 158 241 | 319,5 |
| 72311 | Passeports et titres de voyages | 12 678 384 123 | 35 250 000 000 | 22 571 615 877 | 178 |
| 7231100 | Passeports et titres de voyages | 12 678 384 123 | 35 250 000 000 | 22 571 615 877 | 178 |
| 72312 | Visas et passeports par les ambassades | 66 074 035 | 62 356 844 | -3 717 191 | -5,6 |
| 7231200 | Visas et passeports par les ambassades | 66 074 035 | 62 356 844 | -3 717 191 | -5,6 |
| 72313 | Visas et immatriculations des étrangers | 3 848 172 878 | 4 293 474 047 | 445 301 169 | 11,6 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7231300 | Visas et immatriculations des étrangers | 3 848 172 878 | 4 293 474 047 | 445 301 169 | 11,6 |
| 72314 | Autres (renouvellement des passeports) | 1 038 609 | 0 | -1 038 609 | -100 |
| 7231400 | Autres (renouvellement des passeports) | 1 038 609 | 0 | -1 038 609 | -100 |
| 7232 | Droits et permis sur l'exercice d'activités | 6 946 632 411 | 35 510 856 301 | 28 564 223 890 | 411,2 |
| 72321 | Taxe de bâtisse | 297 248 040 | 1 329 672 347 | 1 032 424 307 | 347,3 |
| 7232100 | Taxe de bâtisse | 297 248 040 | 1 329 672 347 | 1 032 424 307 | 347,3 |
| 72322 | Vérification des poids et mesures | 148 826 659 | 96 813 807 | -52 012 852 | -34,9 |
| 7232200 | Vérification des poids et mesures | 148 826 659 | 96 813 807 | -52 012 852 | -34,9 |
| 72323 | Permis de sorties des bateaux certificat de navigabilité | 576 623 087 | 425 807 921 | -150 815 166 | -26,2 |
| 7232300 | Permis de sorties des bateaux certificat de navigabilité | 576 623 087 | 425 807 921 | -150 815 166 | -26,2 |
| 72324 | Contrôle technique des véhicules | 1 436 485 374 | 2 306 908 977 | 870 423 603 | 60,6 |
| 7232400 | Contrôle technique des véhicules | 1 436 485 374 | 2 306 908 977 | 870 423 603 | 60,6 |
| 72325 | Autorisation de transport | 761 281 405 | 70 713 443 | -690 567 962 | -90,7 |
| 7232500 | Autorisation de transport ( dont départ aérien) | 761 281 405 | 70 713 443 | -690 567 962 | -90,7 |
| 72326 | Licence pour débit de boissons | 158 337 340 | 412 104 095 | 253 766 755 | 160,3 |
| 7232600 | Licence pour débit de boissons | 2 115 274 | 58 145 470 | 56 030 196 | 2648,8 |
| 7232601 | Ouverture/renouvellement des pharmacies et des infirmiers | 156 222 066 | 353 958 625 | 197 736 559 | 126,6 |
| 72328 | Autres | 3 567 830 506 | 5 868 835 711 | 2 301 005 205 | 64,5 |
| 7232800 | Autres | 998 618 134 | 2 804 960 719 | 1 806 342 585 | 180,9 |
| 7232801 | Frais de dossier de code des investissements | 1 003 345 894 | 1 416 066 853 | 412 720 959 | 41,1 |
| 7232802 | Autorisation de transport des produits forestiers | 1 565 866 478 | 1 647 808 139 | 81 941 661 | 5,2 |
| 72329 | Taxe sur les activités Financières | 0 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | |
| 7232900 | Taxe sur les activités Financières | 0 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | |
| 7233 | Divers droits et | 65 222 721 898 | 116 768 126 286 | 51 545 404 388 | 79 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| | redevances | | | | |
| 72331 | Dépôts et publications d'une marque | 969 525 456 | 187 035 555 | -782 489 901 | -80,7 |
| 7233100 | Dépôts et publications d'une marque | 969 525 456 | 187 035 555 | -782 489 901 | -80,7 |
| 72332 | Droits de contentieux (justice) | 840 613 354 | 655 735 255 | -184 878 099 | -22 |
| 7233200 | Droits de contentieux (justice) | 840 613 354 | 655 735 255 | -184 878 099 | -22 |
| 72333 | Procès-verbaux d'accidents de la route | 120 811 903 | 132 647 747 | 11 835 844 | 9,8 |
| 7233300 | Procès-verbaux d'accidents de la route | 120 811 903 | 132 647 747 | 11 835 844 | 9,8 |
| 72334 | Droits sur services rendus | 3 239 555 999 | 4 576 506 473 | 1 336 950 474 | 41,3 |
| 7233400 | Droits sur services rendus | 3 239 555 999 | 4 576 506 473 | 1 336 950 474 | 41,3 |
| 72335 | Redevance informatique (fonds spécial douanes) | 2 108 323 325 | 1 362 437 255 | -745 886 070 | -35,4 |
| 7233500 | Redevance informatique (fonds spécial douanes) | 2 108 323 325 | 1 362 437 255 | -745 886 070 | -35,4 |
| 7233502 | Attestation d'exonération | 0 | 300 000 000 | 300 000 000 | |
| 72336 | Redevance administrative (fonds spécial des douanes) | 20 718 453 907 | 10 279 489 686 | -10 438 964 221 | -50,4 |
| 7233600 | Redevance administrative (fonds spécial des douanes, redevance audiovisuelle) | 10 046 699 445 | 10 279 489 686 | 232 790 241 | 2,3 |
| 7233601 | Redevance sur les centenaires qui entrent et sur attestations fiscales (Fonds spécial impôts) | 10 671 754 462 | 0 | -10 671 754 462 | -100 |
| 72337 | Redevance sur les conteneurs qui entrent et sur attestation fiscales (fonds spécial impôts) | 90 784 854 | 0 | -90 784 854 | -100 |
| 72338 | Autres | 37 134 353 100 | 99 577 272 315 | 62 442 919 215 | 168,2 |
| 7233800 | Autres (redevance de ARCT, VIETEL, Redevance de sûreté) | 24 029 595 295 | 24 812 128 627 | 782 533 332 | 3,3 |
| 7233801 | Redevance de pesage au pont bascule | 54 672 284 | 66 160 070 | 11 487 786 | 21 |
| 7233802 | Redevance de parking des camions | 86 219 214 | 53 076 785 | -33 142 429 | -38,4 |
| 7233804 | Contributions annuelles | 171 417 701 | 780 704 217 | 609 286 516 | 355,4 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| | des sociétés des assurances | | | | |
| 7233805 | Contributions annuelles des institutions financières | 182 580 162 | 12 130 177 450 | 11 947 597 288 | 6543,8 |
| 7233806 | Annulation ou modification d'une déclaration déjà liquidée | 2 796 387 929 | 0 | -2 796 387 929 | -100 |
| 7233807 | Redevance annuelle routière forfaitaire | 9 813 480 515 | 9 232 564 259 | -580 916 256 | -5,9 |
| 7233808 | Redevance de réimpression de duplicata NIF ou de quittance de paiement | 0 | 200 000 000 | 200 000 000 | |
| 7233809 | Redevance sur le billet d'avion | 0 | 15 300 000 000 | 15 300 000 000 | |
| 7233810 | Redevance sur la LTA | 0 | 2 460 907 | 2 460 907 | |
| 7233811 | Redevance sur les messages internationaux entrant | 0 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | |
| 7233860 | Recettes des Administrations publiques | 0 | 35 000 000 000 | 35 000 000 000 | |
| 724 | Amendes et pénalité | 17 198 144 914 | 9 228 723 115 | -7 969 421 799 | -46.3 |
| 7241 | Infractions à la réglementation routière | 13 515 924 779 | 6 411 838 589 | -7 104 086 190 | -52.6 |
| 7241001 | Sanctions aux contreverses des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation | 300 030 000 | 0 | -300 030 000 | -100 |
| 7242 | Infractions à la réglementation commerciale | 104 342 637 | 355 857 589 | 251 514 952 | 241 |
| 7243 | Amendes judiciaires | 262 458 882 | 211 368 894 | -51 089 988 | -19,5 |
| 7248 | Autres | 3 315 388 619 | 2 249 658 043 | -1 065 730 576 | -32,1 |
| 728 | Autres produits non fiscaux NCA | 22 558 023 605 | 44 847 968 441 | 22 289 944 836 | 98,8 |
| 7280000 | Autres produits non fiscaux NCA | 1 905 798 949 | 7 980 165 105 | 6 074 366 156 | 318,7 |
| 7280001 | Taxe de sureté | 20 652 224 656 | 23 867 803 336 | 3 215 578 680 | 15,6 |
| 7280002 | Financement des infrastructures publiques | 0 | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 | |
| 74 | PRODUITS FINANCIERS | 211 084 800 | 211 084 800 | 0 | 0 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 744 | Gains de change | 211 084 800 | 211 084 800 | 0 | 0 |
| 78 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 11 557 560 000 | 229 833 391 639 | 218 275 831 639 | 1888,6 |
| 782 | Récupération des fonds détournés et malversations | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 0 |
| 784 | ATMIS ET MINUSCA | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 0 |
| 786 | Recettes des minerais | 3 557 560 000 | 26 008 148 741 | 22 450 588 741 | 631,1 |
| 787 | Cession d'actifs immobilisés | 0 | 308 525 000 | 308 525 000 | |
| 788 | Autres | 2 000 000 000 | 197 516 717 898 | 195 516 717 898 | 9775,8 |
| | **Total général** | **2 194 884 320 835** | **3 224 071 350 855** | **1 029 187 030 020** | **46,9** |

Source : PLF exercice 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

Le tableau ci-dessus montre que les prévisions des recettes ont connu une évolution globale de 46,9% entre les exercices 2022/2023 et 2023/2024. Elle était de 40,4% entre les exercices 2021/2022 et 2022/2023.

Pour plus de compréhension, la Cour a analysé l'évolution par catégorie des recettes : les recettes fiscales, les recettes non fiscales, les recettes exceptionnelles ainsi que les dons.

### III.1.1.1. Analyse de l'évolution des produits fiscaux

Le tableau suivant montre l'évolution des produits fiscaux.

**Tableau 5 : Évolution des produits fiscaux**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 (A) | Prévisions 2023/2024 (B) | Évolution (B-A) | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7111100 | Impôt sur le revenu des personnes physiques (IR+ Acompte +PF) | 2 888 625 310 | 3 522 094 330 | 633 469 020 | 21,9 |
| 7111101 | Impôt sur les revenus locatifs | 9 862 919 569 | 10 010 557 804 | 147 638 235 | 1,5 |
| 7111200 | Impôt professionnel sur les rémunérations | 100 835 556 404 | 103 115 002 878 | 2 279 446 474 | 2,3 |
| 7111400 | Prélèvement forfaitaire | 36 871 092 054 | 29 368 755 718 | -7 502 336 336 | -20,3 |
| 7111401 | Prélèvement forfaitaire libératoire | 4 695 088 678 | 0 | -4 695 088 678 | -100 |
| 7111500 | Taxe forfaitaire | 1 525 958 347 | 440 992 677 | -1 084 965 670 | -71,1 |
| 7111800 | Autres (exercices antérieurs) | 2 357 609 346 | 3 305 261 969 | 947 652 623 | 40,2 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 (A) | Prévisions 2023/2024 (B) | Évolution (B-A) | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7111801 | Autres retenues à la source | 9 033 248 373 | 0 | -9 033 248 373 | -100 |
| 7112100 | Impôt sur le revenu des sociétés (IR+ acompte +PF+ARCA) | 150 182 722 239 | 164 950 494 470 | 14 767 772 231 | 9,8 |
| 7112101 | Impôt sur les revenus locatifs | 3 675 936 674 | 4 296 274 195 | 620 337 521 | 16,9 |
| 7112300 | Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers | 25 154 473 665 | 18 887 522 211 | -6 266 951 454 | -24,9 |
| 7112800 | Autres (exercices antérieurs) | 20 575 808 695 | 15 430 666 571 | -5 145 142 124 | -25 |
| 7112900 | Prélèvement forfaitaires libératoire | 0 | 7 044 011 961 | 7 044 011 961 | |
| 7112910 | Autres retenues à la source | 0 | 25 467 893 393 | 25 467 893 393 | |
| 7113100 | Majorations de Retard | 474 669 981 | 512 418 903 | 37 748 922 | 8 |
| 7141100 | Taxe de transaction-TVA à l'importation (dont exercices antérieurs) | 285 642 701 645 | 350 173 487 434 | 64 530 785 789 | 22 ,6 |
| 7141101 | TVA intérieure | 302 446 409 189 | 215 515 413 851 | -86 930 995 338 | -28,7 |
| 7141102 | Taxe sur le chiffre d'affaire des entreprises touristiques et hôtelières | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | |
| 7141400 | Taxe appliqués par les notaires et avocats | 0 | 179 778 964 | 179 778 964 | |
| 7142100 | Taxe de consommation sur le tabac | 6 333 069 820 | 5 214 538 429 | -1 118 531 391 | -17,7 |
| 7142200 | Taxe de consommation sur la bière, limonade et eau minérale | 182 757 558 933 | 148 790 419 435 | -33 967 139 498 | -18,6 |
| 7142300 | Taxe de consommation sur le sucre | 20 677 346 493 | 12 154 031 078 | -8 523 315 415 | -41,2 |
| 7142500 | Taxe sur les abonnés de la télédistribution | 817 462 301 | 1 222 360 875 | 404 898 574 | 49,5 |
| 7142501 | Taxe sur les télécommunications | 63 006 431 299 | 52 841 658 413 | -10 164 772 886 | -16,1 |
| 7142502 | Taxe de terminaisons d'appels de | 7 948 381 090 | 0 | -7 948 381 090 | -100 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 (A) | Prévisions 2023/2024 (B) | Évolution (B-A) | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| | communications internationales | | | | |
| 7142600 | Taxe de consommation sur le carburant | 125 470 966 245 | 99 486 218 033 | -25 984 748 212 | -20,7 |
| 7142700 | Taxe de consommation sur les vins et les spiritueux | 101 226 103 | 138 311 674 | 37 085 571 | 36,6 |
| 7142800 | Autres (taxe de consommation sur les véhicules) | 6 454 169 660 | 6 889 741 669 | 435 572 009 | 6,7 |
| 7142802 | Taxe anti-pollution véhicules usagés | 8 125 242 995 | 10 389 462 496 | 2 264 219 501 | 27,9 |
| 7142803 | Taxe additionnelle sur les tissus | 2 087 821 277 | 2 846 306 801 | 758 485 524 | 36,3 |
| 7142804 | surtaxe additionnelle sur les tissus | 2 118 757 693 | 2 660 859 123 | 542 101 430 | 25,6 |
| 7142805 | Taxe sur tôles ondulées | 672 308 060 | 394 557 736 | -277 750 324 | -41,3 |
| 7142806 | Taxe Anti-pollution sachets plastique | 1 831 374 392 | 0 | -1 831 374 392 | -100 |
| 7142807 | communications internationales | 0 | 4 575 286 172 | 4 575 286 172 | |
| 7142809 | Taxe spécifique de messagerie mobile | 0 | 30 000 000 000 | 30 000 000 000 | |
| 7142810 | Taxe spécifique sur les services financiers mobiles | 0 | 15 000 000 000 | 15 000 000 000 | |
| 7142811 | Taxe sur les services des données mobile | 0 | 12 000 000 000 | 12 000 000 000 | |
| 7142812 | Taxe OTT Et communication IP | 0 | 22 000 000 000 | 22 000 000 000 | |
| 7142813 | Valeur ajoutées (communications électronique) | 0 | 2 400 000 000 | 2 400 000 000 | |
| 7142814 | Taxe spécifique annuelle sur les terminaux mobiles | 0 | 6 000 000 000 | 6 000 000 000 | |
| 7142815 | Taxe additionnelle sur anti-pollution sur véhicules usagés | 0 | 5 151 619 539 | 5 151 619 539 | |
| 7144110 | Permis de conduire (FRN) | 1 040 904 123 | 14 847 648 | -1 026 056 475 | -98,6 |
| 7144180 | Vignettes fiscales (FRN, timbre fiscal) | 73 587 186 | 70 177 218 | -3 409 968 | -4,6 |
| 7144181 | Autres (plaques, transferts, cartes, | 3 644 842 433 | 5 339 651 553 | 1 694 809 120 | 46,5 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 (A) | Prévisions 2023/2024 (B) | Évolution (B-A) | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| | changement d'usages, etc.) | | | | |
| 7144300 | Permis de pêche | 75 007 500 | 0 | -75 007 500 | -100 |
| 7144500 | Taxe d'abattage des animaux | 4 326 175 | 254 778 | -4 071 397 | -94,1 |
| 7144600 | Permis de travail | 511 758 541 | 107 396 175 | -404 362 366 | -79 |
| 7144700 | Permis de coupe de bois | 542 789 584 | 33 107 809 | -509 681 775 | -93,9 |
| 7148000 | Autres impôts sur les biens et services (nca) | 5 567 592 252 | 12 716 054 878 | 7 148 462 626 | 128,4 |
| 7148001 | Caution de 30% du montant contesté | 0 | 3 542 900 173 | 3 542 900 173 | |
| 7148002 | Taxe additionnelle Anti-pollution sur véhicules usagés | 3 024 300 108 | 0 | -3 024 300 108 | -100 |
| 7148003 | Caution de 30% du montant contesté | 2 908 140 155 | 0 | -2 908 140 155 | -100 |
| 7148300 | Prélèvement de 5% de la valeur marchande de l'immeuble | 0 | 6 429 803 919 | 6 429 803 919 | |
| 7148400 | Prélèvement de 5% de la valeur en douane sur les véhicules de type affaires et promenade de 3500CC et plus | 0 | 2 865 950 000 | 2 865 950 000 | |
| 7151100 | Droits de douane à l'importation | 112 893 846 132 | 123 352 614 133 | 10 458 768 001 | 9,3 |
| 7151200 | Taxes sur les carburants (FRN) | 17 335 079 328 | 0 | -17 335 079 328 | -100 |
| 7151201 | Taxe sur les carburants (fonds stocks stratégiques) | 11 684 386 164 | 25 886 007 107 | 14 201 620 943 | 121,5 |
| 7151202 | Taxe sur le carburant (Fonds social carburant) | 41 420 504 | 0 | -41 420 504 | -100 |
| 7151300 | Taxe forfaitaire | 205 534 954 | 39 738 113 | -165 796 841 | -80,7 |
| 7152200 | Taxe à l'exportation des peaux brutes | 28 287 941 | 65 739 821 | 37 451 880 | 132,4 |
| 7152400 | Droits de sortie sur l'or | 6 296 092 207 | 373 284 839 | -5 922 807 368 | -94,1 |
| 7152401 | Droits de sortie sur les minerais de 3T | 1 757 676 707 | 96 358 565 | -1 661 318 142 | -94,5 |
| 7153000 | Compensation COMESA | 3 000 000 | 0 | -3 000 000 | -100 |

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 (A) | Prévisions 2023/2024 (B) | Évolution (B-A) | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7158100 | Amendes douanières et produits de confiscation sur droits d'entrée (dont la Lutte contre la Fraude) | 1 401 387 848 | 1 053 656 122 | -347 731 726 | -24,8 |
| 7158300 | Recettes des entrepôts (droits de magasins) | 262 630 505 | 143 692 095 | -118 938 410 | -45,3 |
| 7158400 | Taxe de péage route (affectée au FRN) | 6 900 905 486 | 4 501 308 757 | -2 399 596 729 | -34,8 |
| 7158600 | Taxe de circulation transi- frontalière | 778 757 703 | 698 796 111 | -79 961 592 | -10,3 |
| 7158700 | Produits de la vente des marchandises | 2 721 567 | 2 762 676 | 41 109 | 1,5 |
| 7158800 | Autres | 1 381 658 757 | 2 308 698 999 | 927 040 242 | 67,1 |
| 7158900 | Renouvellement de la redevance du code d'importation ou exportation | 0 | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | |

Source : PLF exercice 2023/2024 : Tableau A : Recettes et dons

La lecture du tableau ci-dessus a permis à la Cour de constater que les prévisions de certaines recettes fiscales ont connu une évolution positive et d'autres ont connu une évolution négative. L'analyse de la Cour s'est limitée sur les prévisions des recettes qui ont connu une évolution positive ou négative remarquable de plus de 50%.

Les prévisions des recettes de la taxe forfaitaire (7111500) sont passées de 1 525 958 347 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 440 992 677 Fbu pour l'exercice 2023/204, soit une diminution de 1 084 965 670 Fbu représentant un taux de -71,1%. Les réalisations au 31/3/2023 sont de 198 658 337 Fbu sur des prévisions de 1 525 958 347FBU, soit un taux de 13,01%.

Les prévisions des recettes de la taxe d'abattage des animaux (7144500) sont passées de 4 326 175 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 254 778 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 4 071 397 Fbu représentant un taux de -94,1%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 35 000 Fbu sur des prévisions de 4 326 175 Fbu représentant un taux de 0,8%.

Les prévisions des recettes du Permis de travail (7144600) sont passées de 511 758 541 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 107 396 175 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 404 362 366 Fbu représentant un taux de – 79,0%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 17 078 265FBU sur des prévisions de 511 758 541 Fbu, soit un taux de 3,3%.

Les prévisions des recettes de permis de coupe de bois (7144700) sont passées de 542 789 584 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 33 107 809 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 509 681 775 Fbu représentant un taux de -93,9%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 22 688 619 Fbu sur des prévisions de 542 789 584 Fbu, soit un taux de 4,1%.

Les prévisions des recettes de la rubrique « Autres impôts sur les biens et services (NCA) » (7148000) sont passées de 5 567 592 252 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 12 716 054 878 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 7 148 462 626FBU représentant un taux de 128,3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 3 826 288 528 Fbu sur des prévisions de 5 567 592 252 Fbu, soit un taux de 68,7%.

Les prévisions des recettes de la taxe sur les carburants (fonds stocks stratégiques 7151201) sont passées de 11 684 386 164 Fbu pour l'exercice 202022/2023 à 25 886 007 107 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 14 201 620 943 Fbu représentant un taux de 121 ,5%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 364 359 246 Fbu sur des prévisions de 11 684 386 164 Fbu, soit un taux de 3,1%.

Les prévisions des recettes de la taxe forfaitaire (7151300) sont passées de 205 534 954 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 39 738 113 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 165 796 841 Fbu représentant un taux de – 80,6%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 14 521 053 Fbu sur des prévisions de 205 534 954 Fbu, soit un taux de 7,07%.

Les prévisions des recettes de la taxe à l'exportation des peaux brutes (7152200) sont passées de 28 287 941 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 65 739 821 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 37 451 880 Fbu représentant un taux de 132,4%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 61 460 728 Fbu sur des prévisions de 28 287 941 Fbu, soit un taux de 217,2%.

Les prévisions des recettes des droits de sortie sur l'or (7152400) sont passées de 6 296 092 207 Fbu pour l'exercice 202022/2023 à 373 284 839 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 5 922 807 368 Fbu représentant un taux de – 94%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 44 637 012 Fbu sur des prévisions de 6 296 092 207 Fbu, soit un taux de 0,7%.

Les prévisions des recettes des droits de sortie sur les minerais de 3T (7152401) sont passées de 1 757 676 707 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 96 358 565 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 1 661 318 142 Fbu représentant un taux de -94,5%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 18 879 501 Fbu sur des prévisions de 1 757 676 707 Fbu, soit un taux de 1,07%.

Les prévisions des recettes de la rubrique « Autres » (7158800) sont passées de 1 381 658 757 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 2 308 698 999 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 927 040 242FBU représentant un taux de 67,1%.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur les raisons du faible niveau de réalisation de certaines recettes.***

### III.1.1.2. Analyse de l'évolution des prévisions des produits non fiscaux

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des produits non fiscaux.

**Tableau 6 : Évolution des produits non fiscaux**

| N° Cpte | Libellé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| 7211200 | Dividendes autres entreprises financières | 3 372 572 350 | 5 732 289 416 | 2 359 717 066 | 70 |
| 7211300 | Dividendes entreprises non financières | 41 364 636 740 | 45 674 756 414 | 4 310 119 674 | 10,4 |
| 7211301 | Autres dividendes | 350 897 | 0 | -350 897 | -100 |
| 7212200 | Prélèvements sur les excédents des quasi-sociétés | 17 000 000 | 0 | -17 000 000 | -100 |
| 7213100 | Locations terrains | 28 810 390 | 10 712 311 | -18 098 079 | -62,8 |
| 7213300 | Redevances domaniales | 9 919 678 371 | 12 868 609 336 | 2 948 930 965 | 29,7 |
| 7213400 | Redevance de la direction du patrimoine | 0 | 116 753 | 116 753 | |
| 7221000 | locations d'immeubles | 28 980 916 | 500 000 000 | 471 019 084 | 1625,3 |
| 7222000 | Ventes de matériels et meubles réformés | 1 009 829 719 | 5 718 926 735 | 4 709 097 016 | 466,3 |
| 7223000 | Ventes d'imprimés et de documentation | 3 401 311 682 | 3 589 580 175 | 188 268 493 | 5,5 |
| 7225000 | Prestations des services de santé | 11 149 583 752 | 19 019 180 333 | 7 869 596 581 | 70,6 |
| 7222600 | Prestations des services vétérinaires | 3 224 992 | 1 053 991 | -2 171 001 | -67,3 |
| 7222601 | ventes des semences | 2 318 312 | 4 413 326 | 2 095 014 | 90,4 |
| 7222602 | Attestations d'exonération | 475 247 520 | 0 | -475 247 520 | -100 |
| 7226100 | Carte d'agrément d'agence de transport | 0 | 800 000 000 | 800 000 000 | |
| 7231100 | Passeports et titres de voyages | 12 678 384 128 | 35 250 000 000 | 22 571 615 872 | 178 |
| 7231200 | Visas et passeports par les ambassades | 66 074 035 | 62 353 844 | -3 720 191 | -5,6 |
| 7231300 | Visas et immatriculation des étrangers | 3 848 172 878 | 4 293 474 047 | 445 301 169 | 11,6 |
| 7231400 | Autres (Renouvellement des | 1 038 609 | 0 | -1 038 609 | -100 |

| N° Cpte | Libellé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| | passeports) | | | | |
| 7232100 | Taxe de bâtisse | 297 248 040 | 1 329 672 347 | 1 032 424 307 | 347,3 |
| 7232200 | Vérifications des poids et mesures | 148 826 659 | 96 813 807 | -52 012 852 | -34,9 |
| 7232300 | Permis de sorties des bateaux certificat de navigabilité | 576 623 087 | 425 807 921 | -150 815 166 | -26,2 |
| 7232400 | Contrôle technique des véhicules | 1 436 485 374 | 2 306 908 977 | 870 423 603 | 60,6 |
| 7232500 | Autorisation de transport (dont départ aérien) | 761 281 405 | 70 713 443 | -690 567 962 | -90,7 |
| 7232800 | Autres | 998 618 134 | 2 804 960 719 | 1 806 342 585 | 180,9 |
| 7232900 | Taxes sur les activités financières | 0 | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 | |
| 7233100 | Dépôt et publication d'une Marque | 969 825 456 | 184 035 555 | -785 789 901 | -81 |
| 7233200 | Droits de contentieux (justice) | 840 613 354 | 655 737 255 | -184 876 099 | -22 |
| 7233300 | Procès-verbaux d'accidents de la route | 120 811 903 | 132 647 747 | 11 835 844 | 9,8 |
| 7233500 | Redevance informatique (fonds spécial Douanes) | 2 108 323 325 | 1 062 437 255 | -1 045 886 070 | -49,6 |
| 7233502 | Attestations d'exonération | 0 | 300 000 000 | 300 000 000 | |
| 7233700 | Redevances sur les conteneurs qui entrent et sur attestations fiscales | 90 784 854 | 0 | -90 784 854 | -100 |
| 7233800 | Autres (redevance de ARCT, VIETEL, Redevance de sûreté) | 24 029 595 295 | 24 812 128 627 | 782 533 332 | 3,3 |
| 7233801 | Redevance de pesage au pont bascule | 54 672 284 | 66 160 070 | 11 487 786 | 21 |
| 7233802 | Redevances des parkings des camions | 86 219 214 | 53 076 785 | -33 142 429 | -38,4 |
| 7233804 | Contribution annuelles des sociétés d'assurance | 171 417 701 | 780 704 217 | 609 286 516 | 355,4 |
| 7233805 | contribution spéciale des institutions financières | 182 580 162 | 12 130 177 450 | 11 947 597 288 | 654,8 |
| 7233806 | Annulation ou modification d'une déclaration liquidée | 2 796 387 929 | 0 | -2 796 387 929 | -100 |
| 7233807 | Redevance annuelle routière forfaitaire | 9 813 480 515 | 9 232 564 259 | -580 916 256 | -5,9 |
| 7233808 | Redevance de réimpression de duplicata NIF ou de | 0 | 200 000 000 | 200 000 000 | |

| N° Cpte | Libellé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évolution |
|---|---|---|---|---|---|
| | quittance de paiement | | | | |
| 7233809 | Redevance sur le billet d'avion | 0 | 15 300 000 000 | 15 300 000 000 | |
| 7233810 | Redevance sur LTA | 0 | 2 460 907 | 2 460 907 | |
| 7233811 | Redevance sur les messages internationaux entrant | 0 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | |
| 7233860 | Recettes des administrations publiques | 0 | 35 000 000 000 | 35 000 000 000 | |
| 7241000 | Infractions à la réglementation routière sanctions aux contrevenants des cas de fraude | 13 215 924 776 | 6 411 838 589 | -6 804 086 187 | -51,5 |
| 7241001 | Infractions à la réglementation commerciale | 104 342 637 | 355 857 589 | 251 514 952 | 241 |
| 7243000 | Amendes judiciaires | 262 458 882 | 211 368 894 | -51 089 988 | -19,5 |
| 7248000 | Autres | 3 315 388 619 | 2 249 658 043 | -1 065 730 576 | -32,1 |
| 7280000 | Autres produits non fiscaux NCA | 1 905 798 949 | 7 980 165 105 | 6 074 366 156 | 318,7 |
| 7280001 | Taxe de sûreté | 20 558 023 605 | 23 867 803 336 | 3 309 779 731 | 16,1 |
| 7280002 | Financement des infrastructures publiques | 0 | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 | |

Source : PLF exercice 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

La lecture du tableau ci-dessus a permis à la Cour de constater que les prévisions de certains produits non fiscaux ont connu une évolution positive et d'autres ont connu une évolution négative. L'analyse de la Cour s'est limitée sur les recettes qui ont connu une évolution positive ou négative remarquable de plus de 50%.

Les prévisions des recettes des dividendes autres entreprises financières (7211200) sont passées de 3 372 572 350 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 5 732 289 416 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 2 359 717 066 Fbu représentant un taux de 121 ,5%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 7 344 304 Fbu sur des prévisions de 3 372 572 350 Fbu représentant un taux de 0,2 %.

Les prévisions des recettes de la location terrains (7213100) sont passées de 28 810 390 FBU pour l'exercice 2022/2023 à 10 712 311 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 18 098 079 Fbu représentant un taux de -62 ,8%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 1 812 000 Fbu sur des prévisions de 28 810 390 Fbu représentant un taux de 6,2%.

Les prévisions des recettes de la location d'immeubles (7221000) sont passées de 28 980 916 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 500 000 000 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 471 019 084 Fbu représentant un taux de 1625,2%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 339 634 850 Fbu sur des prévisions de 28 980 916 Fbu représentant un taux de 1 171,9%. Cette augmentation est justifiée par le niveau de réalisation au 31/3/2023 et la mesure nouvelle qui institue une part de 90% des recettes issues de la location des stands et des shops dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat au profil du trésor public (article 63 du PLF).

Les prévisions des recettes des ventes des matériels et meubles réformés (7222000) sont passées de 1 009 829 719 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 5 718 926 735 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 4 709 097 016 Fbu représentant un taux de 466,3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 68 000 Fbu sur des prévisions de 1 009 829 719 Fbu représentant un taux de 0,01%.

Les prévisions des recettes des prestations des services de santé (7225000) sont passées de 11 149 583 752 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 19 019 180 333 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 7 869 596 581 Fbu représentant un taux de70 ,5%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 359 432 933 Fbu sur des prévisions de11 149 583 752 Fbu représentant un taux de 3,2%.

Les prévisions des recettes des prestations des services vétérinaires (7222600) sont passées de 3 224 992 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 1 053 991 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une diminution de 2 171 001 Fbu représentant un taux de -67,3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 373 000 Fbu sur des prévisions de 3 224 992 Fbu représentant un taux de 11,5%.

Les prévisions des recettes des ventes des semences (7222601) sont passées de 2 318 312 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 4 413 326FBU pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 2 095 014 Fbu représentant un taux de 90, 3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 694 941 344 Fbu sur des prévisions de 2 318 312 Fbu représentant un taux de 29 976,1%.

Les prévisions des recettes des passeports et titres de voyages (7231100) sont passées de 12 678 384 128 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 35 250 000 000 Fbu pour l'exercice 2023/2024, soit une augmentation de 22 571 615 872 Fbu représentant un taux de 178,3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 8 568 803 788 Fbu sur des prévisions de12 678 384 128 Fbu représentant un taux de 67,5%.

Les prévisions des recettes de la taxe de bâtisse (7232100) sont passées de 297 248 040 FBU pour l'exercice 2022/2023 à 1 329 672 347 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 1 032 424 307 Fbu représentant un taux de 347,3%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 674 619 817 Fbu sur des prévisions de 297 248 040 Fbu représentant un taux de 226,9%.

Cette augmentation est justifiée par le niveau de réalisation au 31/3/2023 et la mesure nouvelle instituée par l'article 101 du PLF 203/2024 qui stipule qu' « au titre de la loi budgétaire 2023/2024, la construction d'une maison dans le périmètre urbain, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, doit avoir préalablement un permis de bâtir soumis à une taxe de bâtisse de 0,8% calculée sur le devis d'un montant inférieur ou égal à 250 000 000 Fbu et de 2% sur le devis d'un montant supérieur à 250 000 000 Fbu.

Les prévisions des recettes de contrôle technique des véhicules (7232400) sont passées de 1 436 485 374 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 2 306 908 977 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 870 423 603 Fbu représentant un taux de 60,5%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 609 616 868 Fbu sur des prévisions de 1 436 485 374 Fbu représentant un taux de 42,4%.

Les prévisions des recettes de l'autorisation de transport (dont départ aérien 7232500) sont passées de 761 281 405 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 70 713 443 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une diminution de 690 567 962 Fbu représentant un taux de 90,7%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 27 276 561 Fbu sur des prévisions de 761 281 405 Fbu représentant un taux de 3,5%.

Les prévisions des recettes de la rubrique « autres » (7232800) sont passées de 998 618 134 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 2 804 960 719 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 1 806 342 585 Fbu représentant un taux de 180,8%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 534 744 421 Fbu sur des prévisions de 998 618 134 Fbu représentant un taux de 53,5%.

Les prévisions des recettes de dépôt et publication d'une marque (7233100) sont passées de 969 825 456 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 184 035 555 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une diminution de 785 789 90 Fbu représentant un taux de -81,02%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 78 460 128 Fbu sur des prévisions de 969 825 456 Fbu représentant un taux de 8,1%.

Les prévisions des recettes de la contribution annuelle des sociétés d'assurance (7233804) sont passées de 171 417 701 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 780 704 217 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 609 286 516 Fbu représentant un taux de 6543,7%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 173 195 489 Fbu sur des prévisions de 171 417 701 Fbu représentant un taux de 101,03%.

Les prévisions des recettes de la contribution spéciale des institutions financières (7233805) sont passées de 182 580 162 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 12 130 177 450 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 11 947 597 288 Fbu représentant un taux de 6543,7%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 10 238 578 458 Fbu sur des prévisions de 182 580 162 FBU représentant un taux de 5607,7%.

Les prévisions des recettes des infractions à la réglementation routière sanctions aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation (7241000) sont passées de 13 215 924 776 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 6 411 838 589 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une diminution de 6 804 086 187 Fbu représentant un taux de 51,4%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 4 060 392 671 Fbu sur des prévisions de 13 215 924 776 Fbu représentant un taux de 30,7%.

Les prévisions des recettes des infractions à la réglementation commerciale (7241001) sont passées de 104 342 637 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 355 857 589 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 251 514 952FBU représentant un taux de 241%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 50 277 082 Fbu sur des prévisions de 104 342 637 Fbu représentant un taux de 48,1%.

Les prévisions des recettes de la rubrique « autres produits non fiscaux » (7280000) sont passées de 1 905 798 949 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 7 980 165 105 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation de 6 074 366 156 Fbu représentant un taux de 318,7%. Le niveau de réalisation au 31/3/2023 est de 4 750 320 050 Fbu sur des prévisions de 1 905 798 949 Fbu représentant un taux de 249,2%.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur les raisons du faible niveau de réalisation de certaines recettes.***

### III.1.1.3. Analyse de l'évolution des produits exceptionnels

**Tableau 7 : Évolution des produits exceptionnels**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024(B) | Evolution | Taux d'évo-lution |
|---|---|---|---|---|---|
| 782 | Récupération des fonds détournés et malversations | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 0 |
| 784 | ATMIS ET MINUSCA | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 0 |
| 786 | Recettes des minerais | 3 557 560 000 | 26 008 148 741 | 22 450 588 741 | 631,07 |
| 787 | Cession d'actifs immobilisés | 0 | 308 525 000 | 308 525 000 | |
| 788 | Autres | 2 000 000 000 | 197 516 717 898 | 195 516 717 898 | 9775,8 |
| **78** | **Recettes Exceptionnelles** | **11 557 560 000** | **229 833 391 639** | **218 275 831 639** | **1888,6** |

Source : PLF exercice 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que les prévisions des recettes exceptionnelles du PLF 2023/2024 ont augmenté de 1888,5%. Cette augmentation est due essentiellement à celle des prévisions de la rubrique « Recettes des minerais » (compte786), des prévisions de la rubrique « Autres » (compte 788) de 9775,8% et à celles de la rubrique « cession d'actifs immobilisés » (787) qui n'avaient pas été prévues au cours de l'exercice en cours.

Les rubriques récupérations des fonds détournés et malversations (compte 782) ATMIS ET MINUSCA (compte 784), n'ont pas connu d'évolution.

### III.1.2. Analyse de la structure des recettes

L'analyse de la structure des recettes du budget de l'Etat, exercice 2023/2024 porte sur les parts qui composent les recettes de l'Etat. Il s'agit de la part des comptes principaux : les produits fiscaux, les exonérations, les Produits non fiscaux, les Dons, les produits financiers et les Produits exceptionnels dans les prévisions des recettes du budget de l'Etat.

Le tableau ci-après indique la part de chaque recette dans le budget des recettes.

**Tableau 8 : Part de chaque catégorie de recettes dans les prévisions du budget général de l'État**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Part en % | Prévisions 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| 71 | Produits fiscaux | 1 562 991 570 390 | 71,2 | 1 584 018 800 291 | 49,1 |
| 72 | Produits non fiscaux | 206 175 553 271 | 9,4 | 345 298 278 411 | 10,7 |
| 73 | Dons | 333 948 552 374 | 11,4 | 929 709 795 714 | 28,8 |
| 74 | Produits financiers | 211 084 800 | 0,009 | 211 084 800 | 0,006 |
| 76 | Exonérations | 80 000 000 000 | 3,6 | 135 000 000 000 | 4,2 |
| 78 | Produits exceptionnels | 11 557 560 000 | 0,5 | 229 833 391 639 | 7,1 |
| **Total des recettes** | | **2 194 884 320 835** | **100** | **3 224 071 350 855** | **100** |

Source : LF 2022/2023 et PLF 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau montre que les prévisions des produits fiscaux occupent 49,1% des recettes totales du projet de loi de finances exercice 2023/2024 contre 71,2% des recettes totales du budget général exercice 2022/2023.

S'agissant des produits non fiscaux, ils occupent 10,7% des recettes totales du projet de loi de finances exercice 2023/2024 contre 9,3% des recettes totales du budget général exercice 2022/2023.Les dons quant à eux occupent 28,8% des recettes totales du projet de loi de finances exercice 2023/2024 contre 15,2% des recettes totales du budget général exercice 2022/2023.Les produits exceptionnels occupent 7,1% des recettes totales du projet de loi de finances exercice 2023/2024 contre 0,53% des recettes totales du budget général exercice 2022/2023.

La structure des recettes est restée stable car les produits fiscaux occupent la grande part dans les recettes du budget général de l'État.

#### III.1.2.1. Analyse de la structure des prévisions des recettes fiscales

L'analyse de la structure des produits fiscaux porte sur les prévisions de ses composantes et leurs parts respectives. Les composantes des produits fiscaux sont «

impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, impôt intérieur sur les biens et services, impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales et les impôts et taxes exonérés ».

Le tableau ci-dessous en donne les détails.

**Tableau 9 : Parts des différentes composantes des recettes fiscales**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Part en % | Prévisions 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| 71 | PRODUITS FISCAUX | 1 562 991 570 390 | 95,1 | 1 584 018 800 291 | 92,1 |
| 711 | Impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital | 368 133 709 335 | 23,6 | 386 351 947 080 | 24,4 |
| 714 | Impôt intérieur sur les biens et services | 1 033 884 475 252 | 66,1 | 1 038 144 195 873 | 65,5 |
| 715 | Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 160 973 385 803 | 10,3 | 159 522 657 338 | 10,1 |
| 76 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 4,9 | 135 000 000 000 | 7,9 |
| **Recettes fiscales** | | **1 642 991 570 930** | **100,0** | **1 719 018 800 291** | **100** |

Source : PLF 2022/2023 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la structure des recettes fiscales n'a pas changé même si les parts de chaque catégorie de recette ont changé.

### III.1.2.2. Analyse de la structure des prévisions des produits non fiscaux

L'analyse de la structure des prévisions des produits non fiscaux porte sur la part de chaque rubrique des recettes non fiscales dans le total des recettes non fiscales des prévisions des exercices de 2022/2023 et 2023/2024. Le tableau ci-dessous en donne les détails :

**Tableau 10 : Comparaison des prévisions des recettes non fiscales de 2022/2023 et de 2023/2024 et leurs parts dans le total des recettes non fiscales**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions2022-2023 | Part en % | Prévisions2023-2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| **721** | **Revenu de propriété** | **61 585 863 900** | **29,9** | 69 703 621 817 | **20,2** |
| 722 | Ventes de biens et services | 16 070 496 893 | 7,8 | 29 633 154 560 | 8,6 |
| 723 | Droits administratifs | 88 763 023 959 | 43,1 | 191 884 810 478 | 55,6 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 724 | Amendes, pénalités et confiscations | 17 198 144 914 | 8,3 | 9 228 723 115 | 2,7 |
| 728 | Produits divers et non identifiés | 22 558 023 605 | 10,9 | 44 847 968 441 | 13 |
| **72** | **Total des produits non fiscaux** | **206 175 553 271** | **100** | **345 298 278 411** | **100** |

Source : LF 2022/2023 et PLF 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la structure des produits non fiscaux est restée stable.

### III.1.2.3. Analyse de la structure des prévisions des dons

Les dons attendus pour le projet de loi de finances 2023/2024 sont constitués des dons en capital. L'analyse de la structure des prévisions des dons porte sur la part des éléments qui les composent.

Le tableau ci-dessous en donne les détails.

**Tableau 11 : Les parts des différentes composantes des dons**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Parts en % | Prévisions 2023/2024 | Parts en % |
|---|---|---|---|---|---|
| 731 | Don reçus des organisations internationales | | 0.0 | 397 002 634 750 | 42.7 |
| 732 | Dons sur projets avec financement extérieur | 333 948 552 374 | 100.0 | 532 707 160 964 | 57.3 |
| 7321 | Dons reçus des organisations publiques (bilatérales) | 24 017 000 000 | 7.2 | | 0.0 |
| 7322 | Dons des organisations internationales | 278 281 552 374 | 83.3 | 532 707 160 964 | 100.0 |
| 7323 | Fonds mondial | 31 650 000 000 | 9.5 | | 0.0 |
| **73** | **DONS** | **333 948 552 374** | **100.0** | **929 709 795 714** | **100.0** |

Source : PLF 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la structure est restée stable.

Au cours de l'exercice 2023/2024 les « Dons reçus des organisations internationales » ont connu des prévisions d'un montant de 397 002 634 750 alors qu'ils n'avaient pas été prévus pour l'exercice 2022/2023.

### III.1.2.4. Structure des prévisions des produits exceptionnels

Pour les prévisions de l'exercice 2023/2024, les produits exceptionnels sont constitués par les recettes des récupérations des fonds détournés et malversations, les recettes de

l'ATMIS et MINUSCA, les recettes des mines et autres.

Le tableau ci-dessous montre les parts des différentes composantes des recettes exceptionnelles.

**Tableau 12 : Les parts des différentes composantes des recettes exceptionnelles**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Part en% | Prévisions 2023/2024 | Part en% |
|---|---|---|---|---|---|
| 782 | Récupération des produits détournés et malversation | 3 000 000 000 | 26,0 | 3 000 000 000 | 1,3 |
| 784 | ATMIS et MINUSCA | 3 000 000 000 | 26,0 | 3 000 000 000 | 1,3 |
| 786 | Recettes des minerais | 3 557 560 000 | 30,8 | 26 008 148 741 | 11,3 |
| 787 | cession d'actifs immobilisés | 0 | - | 308 525 000 | 0,1 |
| 788 | Autres | 2 000 000 000 | 17,3 | 197 516 717 898 | 85,9 |
| 78 | Produits exceptionnels | 11 557 560 000 | 100 | 229 833 391 639 | 100 |

Source: PLF 2023/2024 (Tableau A : Recettes et dons)

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la structure des recettes exceptionnelles a changé car la rubrique « autres » occupe une part de 85,9% dans les prévisions des recettes exceptionnelles de 2023/2024 contre 17,3% des prévisions en 2022/2023. Elle occupe la grande part par rapport aux autres rubriques des recettes exceptionnelles.

Les recettes de la rubrique « Récupération des produits détournés et malversation » qui représentaient 26% des recettes exceptionnelles dans le budget 2022/2023 représentent 1,3% dans les prévisions des recettes exceptionnelles de 2023/2024.

Les recettes de la rubrique « ATMIS ET MUNISCA » quant à elles qui représentaient 26% du budget 2022/2023 représentent 1,3% dans les prévisions des recettes exceptionnelles de 2023/2024.

La part des recettes de la rubrique « Autres » a connu une augmentation. Elle est de 85,9% dans les prévisions des recettes exceptionnelles de 2023/2024 contre 17,3% des prévisions en 2022/2023.

Les recettes de la rubrique « Recettes des minerais » qui représentaient 30,8% du budget 2022/2023 ont connu une diminution en 2023/2024 et occupent une part de 11,3% des recettes exceptionnelles.

### III.1.3. Analyse de la qualité des prévisions des recettes

L'analyse de la qualité des prévisions consiste en la comparaison des prévisions des recettes à leurs niveaux de réalisation des années antérieures.
L'analyse de la qualité des prévisions des recettes s'est limitée aux prévisions des recettes fiscales et des recettes non fiscales.

#### III.1.3.1. Analyse de la qualité des prévisions des recettes fiscales

L'analyse de la qualité des prévisions des recettes fiscales porte sur les prévisions des composantes des recettes fiscales en comparaison avec leur niveau de réalisation des exercices antérieures et l'exercice en cours d'exécution.

Le tableau suivant en donne les détails.

**Tableau 13 : Comparaison des prévisions des recettes fiscales avec les réalisations des années antérieures**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution des années antérieures | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Moyenne des réalisations durant 3 ans (2019/2020, 2020/2021, 2021/2022) | Exécution juillet 2022 à mars 2023 | Taux d'exécution juillet 2022 à mars 2023 |
| | **Recettes fiscales** | **1 642 988 570 390** | **1 719 018 800 291** | **1 156 507 607 648** | **1 945 647 869 572** | **118,4** |
| 71 | Produits fiscaux | 1 562 991 570 390 | 1 584 018 800 291 | 1 040 164 364 193 | 972 823 934 786 | 62,2 |
| 711 | Impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital | 368 133 709 335 | 386 351 947 080 | 255 556 759 137 | 265 924 678 548 | 72,2 |
| 714 | Impôt intérieur sur les biens et services | 1 033 884 475 252 | 1 038 144 195 873 | 665 283 263 255 | 623 773 913 026 | 60,3 |
| 715 | Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 160 973 385 803 | 159 522 657 338 | 119 323 980 842 | 83 125 343 212 | 51,6 |
| 76 | Impôts et taxes exonérés | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 116 343 243 455 | 224 284 084 733 | 280.3 |

Source : PLF 2023/2024, les données de PLR des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, ainsi que les données des réalisations de l'OBR de juillet 2022 à mars 2023

À l'analyse du tableau ci-dessus, la Cour constate que les prévisions de la rubrique « Impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » sont réalistes compte tenu de leur niveau de réalisation des années antérieures.

Par contre les prévisions des rubriques « impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales » et « Impôt intérieur sur les biens et services » et « exonérations » ne sont pas réalistes si on les compare avec leur niveau de réalisation des années antérieures.

Le compte 76 des impôts et taxes exonérés a été revu à la hausse même s'il n'a pas pris en considération le niveau des réalisations des exercices antérieurs.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère des Finances sur le réalisme des prévisions des recettes des comptes 715, 714 et 76 et les bénéficiaires des exonérations catégorie par catégorie afin de faire des prévisions réalistes.***

### III.1.3.2. Analyse de la qualité des prévisions des produits non fiscaux

L'analyse de la qualité des prévisions des recettes non fiscales porte sur les prévisions des produits non fiscaux en comparaison avec le niveau de réalisation des années antérieures. Le tableau ci-dessous en donne les détails.

**Tableau 14 : Comparaison des prévisions du PLF 2023/2024 et les réalisations des années antérieures des recettes non fiscales**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023(A) | Prévisions 2023/2024 | Moyenne des réalisations durant 3 ans (2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022) | Exécution Juillet 2022 à mars 2023 | Taux d'exé-cution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 721 | Revenu de propriété | 61 585 863 900 | 69 703 621 817 | 50 517 100 987 | 47 076 104 295 | 76,4 |
| 722 | Ventes de biens et services | 15 070 496 893 | 29 633 154 560 | 17 274 774 658 | 11 670 679 244 | 77,4 |
| 723 | Droits administratifs | 88 763 023 959 | 191 884 810 478 | 75 064 586 047 | 104 764 471 620 | 118,03 |
| 724 | Amendes, pénalités et confiscations | 17 198 144 914 | 9 228 723 115 | 5 764 983 043 | 5 506 147 842 | 32,02 |
| 728 | Produits divers et non identifiés | 22 558 023 605 | 44 847 968 441 | 2 781 002 571 | 18 894 339 733 | 83,7 |
| **72** | **Total des produits non fiscaux** | **205 158 553 271** | **345 298 278 411** | **151 402 447 306** | **187 911 742 734** | **91,5** |

Source : LF 2022/2023, PLF 2023/2024 et PLR des exercices 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ainsi que les données des réalisations des recettes de l'OBR de juillet 2022 à mars 2023.

L'analyse du tableau ci-dessus montre que les recettes des produits non fiscaux ont connu tous un taux de réalisation de plus de 91,59% de juillet 2022 à mars 2023, ce qui justifie la hausse des prévisions des recettes y relatives pour 2022/2023.

### III.2. Analyse des prévisions des dépenses

Les prévisions des dépenses du PLF, exercice 2023/2024 sont constituées des dépenses courantes pour un montant de 2 027 807 414 428 Fbu et des dépenses en capital ou dépenses d'investissement pour un montant de 1 925 189 626 143 Fbu. L'analyse des prévisions des dépenses porte sur 3 aspects : l'évolution, la structure et la qualité.

#### III.2. 1. Analyse de l'évolution des prévisions des dépenses

L'évolution des prévisions de ces dépenses sur la période allant de 2019/2020 à 2023/2024 est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1: Evolution des dépenses du PLF sur la période de 2019/2020 à 2023/2024**

| Intitulés | Prévisions 2019/2020 | Prévisions 2020/2021 | Var. en % | Prévisions 2021/2022 | Var. en % | Prévisions 2022/2023 | Var. en % | Prévisions 2023/2024 | Variation | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **a) Dépenses courantes** | **931 022 362 524** | **964 620 586 025** | **3,6** | **1 040 230 422 561** | **7,8** | **1 204 542 385 240** | **15,8** | **2 027 807 414 428** | **823 265 029 188** | 68,3 |
| **Dépenses sur biens et services et autres transferts courants** | **864 647 097 769** | **905 445 321 270** | **4,7** | **977 734 984 397** | **8,0** | **1 140 192 247 604** | **16,6** | **1 785 574 854 428** | **641 319 986 824** | 56,2 |
| Salaires | 442 314 179 273 | 465 488 774 432 | 5,2 | 499 727 133 582 | 7,4 | 508 363 127 174 | 1,7 | 868 290 920 765 | 359 927 793 591 | 70,8 |
| Autres biens et services | 127 329 826 627 | 138 944 252 918 | - | 129 699 531 871 | -6,7 | 151 389 972 493 | 16,7 | 328 430 034 823 | 177 040 062 330 | 116,9 |
| Perte de change | | | | | | 1 500 000 000 | - | 1 500 000 000 | 0 | - |
| Autres charges financières | | | | | | 100 000 000 | - | 4 162 620 000 | 4 062 620 000 | 4 062,6 |
| Contributions aux organismes internationaux | 17 668 654 614 | 19 226 496 043 | 8,8 | 19 781 310 375 | 2,9 | 31 903 630 080 | 61,3 | 45 615 650 509 | 13 712 020 429 | 43,0 |
| Transferts aux ménages (Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges) | 48 760 849 305 | 51 822 378 582 | 6,3 | 53 028 363 759 | 2,3 | 52 931 591 367 | -0,2 | 56 691 516 723 | 3 759 925 356 | 7,1 |
| Subsides et subventions (Allocations et subventions) | 210 211 752 496 | 209 601 583 841 | -0,3 | 256 136 809 356 | 22,2 | 311 642 091 036 | 21,7 | 283 884 111 608 | -27 757 979 428 | -8,9 |
| Imprévus | 361 835 454 | 2 361 835 454 | 552,7 | 1 361 835 454 | -42,3 | 2 361 835 454 | 73,4 | 62 000 000 000 | 59 638 164 546 | 2 525,1 |
| Exonérations | 18 000 000 000 | 18 000 000 000 | - | 18 000 000 000 | - | 80 000 000 000 | **344,4** | 135 000 000 000 | **55 000 000 000** | 68,8 |
| **Versements d'intérêts** | **58 175 264 755** | **59 175 264 755** | **1,7** | **62 495 438 164** | **5,6** | **64 350 137 636** | **3,0** | **242 232 560 000** | **177 882 422 364** | 276,4 |
| Versements d'intérêts intérieurs | 45 000 000 000 | 46 000 000 000 | 2,2 | 47 920 173 409 | 4,2 | 47 221 689 517 | -1,5 | 210 350 330 000 | 163 128 640 483 | 345,5 |
| Versements d'intérêts extérieurs | 13 175 264 755 | 13 175 264 755 | - | 14 575 264 755 | 10,6 | 17 128 448 119 | 17,5 | 31 882 230 000 | 14 753 781 881 | 86,1 |
| Dépenses de fonds | 8 200 000 000 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | - |
| FRN | 8 200 000 000 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 0 | 0 | - |
| **b) Dépenses en capital** | **585 402 726 953** | **611 414 219 131** | **4,4** | **673 634 980 742** | **10,2** | **1 187 760 598** | **76,3** | **1 925 189 626** | **737 429 027 788** | 62,1 |

| Intitulés | Prévisions 2019/2020 | Prévisions 2020/2021 | Var. en % | Prévisions 2021/2022 | Var. en % | Prévisions 2022/2023 | Var. en % | Prévisions 2023/2024 | Variation | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **et prêts nets** | | | | | | **355** | | **143** | | |
| Dépenses en capital sur budget national | 162 561 152 331 | 234 001 755 233 | 43,9 | 289 423 964 470 | 23,7 | 794 037 811 340 | 174,4 | 1 058 968 863 429 | 264 931 052 089 | 33,4 |
| Tirages sur dette directe | 49 262 463 898 | 49 262 463 898 | - | 50 262 463 898 | 2,0 | 59 774 234 641 | 18,9 | 212 810 967 000 | 153 036 732 359 | 256,0 |
| Dons en capital | 373 579 110 724 | 328 150 000 000 | -12,2 | 333 948 552 374 | 1,8 | 333 948 552 374 | - | 653 409 795 714 | 319 461 243 340 | 95,7 |
| **Total des dépenses** | **1 516 425 089 477** | **1 576 034 805 156** | **3,9** | **1 713 865 403 303** | **8,7** | **2 392 302 983 595** | **39,6** | **3 952 997 040 571** | **1 560 694 056 976** | 65,2 |

Source : Lois de finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 ainsi que PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que presque toutes les dépenses ont connu une évolution positive entre 2022/2023 et 2023/2024, sauf pour la rubrique « Subsides et subventions » dont les prévisions ont connu une évolution négative.

Les détails de ces évolutions sont illustrés dans les développements qui suivent.

**III.2.1.1. Évolution des prévisions des dépenses des rémunérations salariales (compte 61)**

Les dépenses des rémunérations salariales pour l'exercice 2023/2024 sont prévues à hauteur de 868 290 920 763Fbu contre 508 363 127 174Fbu pour l'exercice 2022/2023, soit un taux d'accroissement de 70,8%.

Le tableau ci-dessous donne les détails de l'évolution des prévisions des rémunérations des salariés sur la période 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 16 : Évolution des dépenses salariales sur la période 2019/2020 à 2023/2024**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021/2022 | Var. % | Prévisions 2022/2023 | Var. en % | Prévisions 2023/2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 611 | Rémunérations des sous statuts | 329 436 590 489 | 343 003 901 028 | 4,1 | 370 417 163 373 | 8,0 | 378 781 355 577 | 2,3 | 549 888 171 273 | 171 106 815 696 | 45,2 |
| 612 | Rémunérations des sous contrats | 69 515 460 590 | 70 855 219 793 | 1,9 | 71 150 978 234 | 0,4 | 71 233 024 209 | 0,1 | 123 393 939 307 | 52 160 915 098 | 73,2 |
| 613 | Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels | 1 116 985 424 | 1 116 985 424 | - | 1 199 952 219 | 7,4 | 1 228 764 023 | 2,4 | 114 424 501 166 | 113 195 737 143 | 9 212,2 |
| 614 | Indemnités particulières-pouvoirs publics | 7 595 956 616 | 12 815 164 444 | 68,7 | 17 829 651 276 | 39,1 | 18 716 507 426 | 5,0 | 18 772 191 820 | 55 684 394 | 0,3 |
| 615 | Primes et indemnités diverses | 628 741 951 | 656 185 951 | 4,4 | 776 185 951 | 18,3 | 776 185 951 | - | 976 185 951 | 200 000 000 | 25,8 |
| 616 | Contributions sociales | 34 020 444 203 | 37 041 317 792 | 8,9 | 38 353 202 529 | 3,5 | 37 627 289 988 | -1,9 | 60 835 931 248 | 23 208 641 260 | 61,7 |
| **61** | **Total** | **442 314 179 273** | **465 488 774 432** | **5,2** | **499 727 133 582** | **7,4** | **508 363 127 174** | **1,7** | **868 290 920 765** | **359 927 793 591** | **70,8** |

Source : Lois de finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022-2023 ainsi que PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que les prévisions des salaires ont évolué positivement sur la période 2019/2020 à 2023-2024. Cette évolution positive résulte de l'augmentation des prévisions de certaines rubriques à savoir :

- Les « Rémunérations des sous-statuts » avec les évolutions de 4,1% (entre 2019/2020 et 2020/2021), 8% (entre 2020/2021 et 2021/2022), 2,3% (entre 2021-2022 et 2022-2023) et 45,2% (entre 2022/2023 et 2023/2024) ;
- Les « Rémunérations des sous-contrats » avec les évolutions de 1,9% (entre 2019/2020 et 2020/2021), 0,4% (entre 2020/2021 et 2021/2022), 0,1% (entre 2021/2022 et 2022/2023) et 73,2% (entre 2022/2023 et 2023/2024) ;
- Les « Rémunérations des vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels » sont passées de 0,0 % (entre 2019/2020 et 2020/2021), à 7,4% (entre 2020/2021 et 2021/2022), à 2,4% (entre 2021/2022 et 2022/2023) et à 9212,2% (entre 2022/2023 et 2023/2024) ;

Selon l'exposé des motifs du PLF sous analyse, l'augmentation de l'enveloppe allouée aux rémunérations des salariés du projet de budget 2023/2024 par rapport au budget 2022/2023 est liée à la hausse des salaires et traitement pour un montant additionnel de 359,9 milliards comprenant :

- 100 milliards de francs burundais pour les salaires des établissements publics à l'issu des désagrégations de leurs subsides,
- 109,2 milliards pour les salaires des corps de défenses et de sécurité publique,
- 71,2 milliards pour la mise en œuvre de la politique salariale,
- le reste pour assurer les prévisions réalistes.

### III.2.1.2. Évolution des prévisions des dépenses des achats de biens et services (comptes 62 et 63)

Le montant des prévisions des achats de biens et services est de 328 430 034 823 Fbu en 2023/2024 contre 151 389 972 493 Fbu en 2022/2023, soit une augmentation de 116,9%. Le détail de l'évolution de chacun de ces deux comptes sur la période 2019/2020 à 2023/2024 est illustré dans les tableaux qui suivent.

#### a) Analyse de l'évolution des prévisions des dépenses des services extérieurs

Les dépenses des « services extérieurs » pour l'exercice 2023/2024sont prévues à hauteur de 80 950 291 665 Fbu contre 55 543 760 376 Fbu pour l'exercice 2022/2023, soit un taux d'augmentation de 45,7%.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prévisions de ces dépenses sur la période de 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 17 : Évolution des dépenses des services extérieurs sur la période 2019/2020 à 2023/2024**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 621 | Frais de formation du personnel et frais de missions | 9 088 003 501 | 10 552 801 792 | 16,1 | 12 424 296 826 | 17,7 | 17 705 924 026 | 42,5 | 26 396 471 260 | 8 690 547 234 | 49,1 |
| 622 | Frais de relations publiques, publicité et intendance | 2 352 184 741 | 6 173 528 558 | 162,5 | 3 497 990 451 | -43,3 | 3 857 890 451 | 10,3 | 4 383 677 240 | 525 786 789 | 13,6 |
| 623 | Contrats de prestation de services et abonnement | 3 587 038 240 | 3 915 508 621 | 9,2 | 3 571 523 290 | -8,8 | 3 692 593 239 | 3,4 | 3 907 995 855 | 215 402 616 | 5,8 |
| 624 | Locations | 20 905 891 522 | 21 239 891 522 | 1,6 | 14 111 013 961 | -33,6 | 13 578 013 961 | -3,8 | 27 140 530 203 | 13 562 516 242 | 99,9 |
| 625 | Entretiens et réparations | 10 621 159 782 | 11 697 219 196 | 10,1 | 9 492 892 945 | -18,8 | 14 825 408 012 | 56,2 | 17 132 892 059 | 2 307 484 047 | 15,6 |
| 626 | Assurances | 882 456 909 | 888 744 386 | 0,7 | 763 825 791 | -14,1 | 784 825 791 | 2,7 | 889 620 152 | 104 794 361 | 13,4 |

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 627 | Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique | 1 011 841 696 | 1 066 841 696 | 5,4 | 1 180 104 896 | 10,6 | 1 099 104 896 | -6,9 | 1 099 104 896 | 0 | -- |
| **62** | **Total** | **48 448 576 391** | **55 534 535 771** | 14,6 | **45 041 648 160** | -18,9 | **55 543 760 376** | 23,3 | **80 950 291 665** | **25 406 531 289** | 45,7 |

Source : Lois des finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 et ainsi que PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que les prévisions des dépenses des services extérieurs ont évolué positivement de 14,6% (entre 2019/2020 et 2020/2021), 23,3% (entre 2021/2022 et 2022/2023) et 45,7% (entre 2022/2023 et 2023/2024) et négativement de 18,9% (entre 2020/2021 et 2021/2022). Cette évolution à la hausse est due essentiellement à l'augmentation des prévisions des :

- Frais de formation du personnel et frais de missions (49,1%) ;
- Frais de relations publiques, publicité et intendance (13,6%) ;
- Contrats de prestation de services et abonnement (5,8%) ;
- Frais de locations (99,9%) ;
- Entretiens et réparations (15,6%) ;
- Assurances (13,4%).

**b) Analyse de l'évolution des prévisions des dépenses des achats (compte 63)**

Les prévisions des dépenses d'achats sont estimées à 247 429 743 158 Fbu en 2023/2024 contre 95 320 742 113 Fbu en 2022/2023, soit un accroissement de 159,6%.

**Tableau 18 : Évolution des dépenses des achats sur la période de 2019/2020 à 2023/2024**

| N° cpte | Intitulés | Prévision 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. % | Prévisions 2022-2023 | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 631 | Fournitures techniques | 66 712 731 000 | 69 073 043 259 | 3,5 | 68 478 311 397 | -0,9 | 78 678 315 993 | 224 797 917 313 | 146 119 601 320 | 185,7 |
| 632 | Fournitures administratives | 8 201 875 353 | 10 108 848 675 | 23,3 | 11 882 198 125 | 17,5 | 12 284 105 820 | 18 538 505 545 | 6 254 399 725 | 50,9 |
| 633 | Vêtements | | 250 000 000 | - | 300 000 000 | 20,0 | 250 000 000 | 25 000 000 | -225 000 000 | -90,0 |
| 634 | Petits matériels, mobiliers et équipement | 267 658 442 | 267 658 442 | - | 0 | -100 | - | 0 | 0 | - |
| 635 | Energie et eau | 3 548 985 441 | 3 552 578 774 | 0,1 | 3 847 374 189 | 8,3 | 4 108 320 300 | 4 118 320 300 | 10 000 000 | 0,2 |
| **63** | **Total** | **78 731 250 236** | **83 252 129 150** | **5,7** | **84 507 883 711** | **1,5** | **95 320 742 113** | **247 479 743 158** | **152 159 001 045** | **159,6** |

Source : Loi de finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 ainsi que PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que les rubriques « Fournitures techniques », « Fournitures administratives » et « Énergie et eau » affichent une évolution positive entre 2022/2023 et 2023/2024 tandis que la rubrique « Vêtements » a connu une évolution négative très sensible de 90% (entre 2022/2023 et 2023/2024).

Quant à la rubrique « Petits matériels, mobiliers et équipements », celle-ci n'a pas été prévue au cours de l'exercice 2023/2024.

La Cour constate que le montant renseigné par l'article 2 du PLF (247 429 743 158 Fbu) diffère de celui qui est mentionné dans la classification économique pour la même rubrique (247 479 743 158 Fbu), soit une différence de 50 000 000Fbu.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministre ayant les finances dans ses attributions les raisons de cette discordance***.

### III.2.1.3. Évolution des prévisions des dépenses des charges financières (compte 64)

Les prévisions des charges financières sont de 247 895 180 000 Fbu en 2023/2024 contre 65 950 137 636 Fbu en 2022/2023, soit un accroissement de 275,9%.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des prévisions des charges financières sur la période 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 2: Evolution des prévisions des dépenses des charges financières sur la période 2019/2020 à 2023/2024**

| N° cpte | Intitulés | Prévision 2019/2020 | Prévisions 2020/2021 | Var. en % | Prévisions 2021/2022 | Var. en % | Prévisions 2022/2023 | Var. en % | Prévisions 2023/2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 641 | Intérêts sur emprunts extérieurs | 13 175 264 755 | 13 175 264 755 | - | 14 575 264 755 | 10,6 | 17 128 448 119 | 17,5 | 31 882 230 000 | 14 753 781 881 | 86,1 |
| 642 | Intérêts sur emprunts intérieurs | 45 000 000 000 | 46 000 000 000 | 2,2 | 47 920 173 409 | 4,2 | 47 221 689 517 | -1,5 | 210 350 330 000 | 163 128 640 483 | 345,5 |
| 644 | Perte de change | 50 000 000 | 50 000 000 | - | 50 000 000 | - | 1 500 000 000 | 2 900,0 | 1 500 000 000 | 0 | - |
| 648 | Autres charges financières | 100 000 000 | 100 000 000 | - | 100 000 000 | - | 100 000 000 | - | 4 162 620 000 | 4 062 620 000 | 4 062,6 |
| 64 | **Total** | **58 325 264 755** | **59 325 264 755** | **2,2** | **62 645 438 164** | **14,8** | **65 950 137 636** | **2 916,1** | **247 895 180 000** | **181 945 042 364** | 275,9 |

Source : Lois des finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 ainsi que PLF 2023/2024

L’analyse du tableau montre que les charges financières ont connu une évolution positive sauf les prévisions pour perte de change qui sont restées stables entre 2022/2023 et 2023/2024.

### III.2.1.4. Evolution des dépenses en capital ou dépenses d’investissement (comptes 20 à 27)

Les dépenses d’investissement sont prévues à hauteur de 1 925 189 626 143 Fbu en 2023/2024 contre 1 187 760 598 355 Fbu en 2022/2023, soit un accroissement de 62,1%.
Le tableau suivant donne les détails sur l’évolution des prévisions des dépenses en capital sur la période 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 20 : Évolution des prévisions des dépenses en capital sur la période 2019/2020 à 2023/2024**

| | Intitulés | Prévision 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **1 610 095 771** | **5 118 685 524** | **217,9** | **3 458 685 524** | **-32,4** | **4 543 902 829** | **31,4** | **9 581 475 094** | **5 037 572 265** | **110,9** |
| 201 | Frais d'étude, de recherche et de développement | 1 610 095 771 | 5 118 685 524 | 217,9 | 3 458 685 524 | -32,4 | 4 543 902 829 | 31,4 | 9 446 439 368 | 4 902 536 539 | 107,9 |
| 202 | Brevets, licences et droits similaires | 0 | 0 | - | 0 | - | 0 | - | 135 035 726 | 135 035 726 | - |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **128 420 622 044** | **190 530 799 174** | **48,4** | **216 233 188 018** | **13,5** | **678 141 849 815** | **213,6** | **693 971 559 537** | **15 829 709 722** | **2,3** |
| 211 | Terrains, gisements et autres actifs naturels | 11 692 788 704 | 11 865 676 445 | 1,5 | 10 065 676 445 | -15,2 | 42 135 733 297 | 318,6 | 15 495 280 942 | -26 640 452 355 | -63,2 |
| 212 | Constructions | 76 851 196 388 | 27 126 121 253 | -64,7 | 41 856 752 296 | 54,3 | 46 426 190 602 | 10,9 | 53 444 536 522 | 7 018 345 920 | 15,1 |
| 213 | Infrastructures | 26 005 671 152 | 128 719 456 082 | 395,0 | 137 582 695 463 | 6,9 | 400 688 634 713 | 191,2 | 466 140 054 985 | 65 451 420 272 | 16,3 |
| 214 | Matériels, machines et équipements | 13 870 965 800 | 22 819 545 394 | 64,5 | 26 728 063 814 | 17,1 | 188 891 291 203 | 606,7 | 158 891 687 088 | -29 999 604 115 | -15,9 |
| **22** | **Stocks** | **11 563 760 000** | **12 063 070 000** | **4,3** | **19 063 070 000** | **58,0** | **71 563 070 000** | **275,4** | **266 563 070 000** | **195 000 000 000** | **272,5** |
| 221 | Stocks stratégiques | 11 563 760 000 | 12 063 070 000 | 4,3 | 19 063 070 000 | 58,0 | 71 563 070 000 | 275,4 | 266 563 070 000 | 195 000 000 000 | 272,5 |
| 26 | **Titres et participations** | **3 074 000 000** | **6 510 650 262** | **111,8** | **9 842 000 000** | **51,2** | **9 562 500 000** | **-2,8** | **29 150 500 000** | **19 588 000 000** | **204,8** |
| 261 | Participation au capital | 3 032 000 000 | 5 868 650 262 | 93,6 | 9 200 000 000 | 56,8 | 8 900 000 000 | -3,3 | 24 688 000 000 | 15 788 000 000 | 177,4 |

| | Intitulés | Prévision 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 268 | Autres titres et participations | 42 000 000 | 642 000 000 | 1 428,6 | 642 000 000 | - | 662 500 000 | 3,2 | 4 462 500 000 | 3 800 000 000 | 573,6 |
| 271 | Contrepartie nationale | 17 892 674 516 | 19 778 550 273 | 10,5 | 40 827 020 928 | 106,4 | 30 226 488 696 | -26,0 | 59 702 258 798 | 29 475 770 102 | 97,5 |
| | **Sous-Total ressources nationales** | **162 561 152 331** | **234 001 755 233** | **43,9** | **289 423 964 470** | **23,7** | **794 037 811 340** | **174,4** | **1 058 968 863 429** | **264 931 052 089** | **33,4** |
| 272 | Tirages sur dette directe | 49 262 463 898 | 49 262 463 898 | - | 50 262 463 898 | 2,0 | 59 774 234 641 | 18,9 | 212 810 967 000 | 153 036 732 359 | 256,0 |
| 273 | Tirages sur dons | 373 579 110 724 | 328 150 000 000 | -12,2 | 333 948 552 374 | 1,8 | 333 948 552 374 | - | 653 409 795 714 | 319 461 243 340 | 95,7 |
| **27** | **Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs** | **440 734 249 138** | **397 191 014 171** | **-9,9** | **425 038 037 200** | **7,0** | **423 949 275 711** | **-0,3** | **925 923 021 512** | **501 973 745 801** | **118,4** |
| | **Total des dépenses en capital** | **585 402 726 953** | **611 414 219 131** | **4,4** | **673 634 980 742** | **10,2** | **1 187 760 598 355** | **76,3** | **1 925 189 626 143** | 737 429 027 788 | **62,1** |

Source : Lois des finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022, 2022/2023 et le PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que les dépenses en capital sur ressources nationales ont connu une évolution de 33,4% entre 2022/2023 et 2023/2024 et les dépenses sur financement extérieur ont connu une évolution de 118,4% entre 2022/2023 et 2023/2024.

Selon l'exposé des motifs, cette situation est due essentiellement au budget affecté au chemin de fer, agriculture (stocks stratégiques), construction des buildings administratifs, digitalisation, réhabilitation de la piste de l'Aéroport Melchior NDADAYE, achat de camions et matériels de transport, mise en place des cantines scolaires, construction du centre de cancérologie, construction d'un centre naisseur et de multiplication des lapins, projet d'implantation des agropoles, construction du barrage d'irrigation de Kajeke, regroupement des terres cultivables, électrification des centres du pays, réhabilitation et extension du réseau routier en terre et les subvention au projets PAEEJ et PACEJ.

**III.2.1.5. Évolution des prévisions des dépenses des allocations, des contributions et des exonérations (compte 66)**

Le montant des allocations, contributions et exonérations est passé de 423 764 922 477 Fbu en 2022/2023 à 464 418 963 478 Fbu en 2023/2024, soit un accroissement de 9,6%.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des prévisions de ces charges sur la période de 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 21 : Évolution des prévisions des dépenses des allocations, des contributions et des exonérations sur la période 2019/2020 à 2023/2024**

| N° cpte | Intitulés | Prévision 2019-2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **66** | **Allocations - Contributions et exonérations** | **245 831 608 471** | **246 754 869 240** | **0,4** | **293 769 116 515** | **19,1** | **423 764 922 477** | **44,3** | **464 418 963 478** | 40 654 041 001 | 9,6 |
| 661 | Allocations aux pouvoirs publics | 156 403 514 042 | 147 356 554 839 | -5,8 | 191 784 064 059 | 30,1 | 244 837 389 944 | 27,7 | 181 892 818 763 | -62 944 571 181 | -25,7 |
| 662 | Allocations aux services ministériels | 33 063 369 557 | 35 984 737 149 | 8,8 | 37 895 665 449 | 5,3 | 40 449 846 546 | 6,7 | 96 239 149 629 | 55 789 303 083 | 137,9 |
| 664 | Allocations aux entités administratives autonomes | 20 696 070 258 | 26 176 281 209 | 26,5 | 26 308 076 632 | 0,5 | 26 574 055 907 | 1,0 | 5 671 344 577 | -20 902 711 330 | -78,7 |
| 666 | Contributions aux organisations internationales | 17 668 654 614 | 19 237 296 043 | 8,9 | 19781310375 | 2,8 | 31 903 630 080 | 61,3 | 45 615 650 509 | 13 712 020 429 | 43,0 |
| 667 | Exonérations accordées | 18 000 000 000 | 18 000 000 000 | - | 18 000 000 000 | - | 80 000 000 000 | 344,4 | 135 000 000 000 | 55 000 000 000 | 68,8 |

Source : Lois de finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 ainsi que PLF 2023/2024

L’analyse du tableau ci-dessus montre que les prévisions de certaines dépenses ont dépassé un taux d’évolution de 50%. Il s’agit des prévisions d’allocations aux services ministériels et celles des exonérations qui ont connu des accroissements respectifs de 137,9% et 68,8% entre 2022/2023 et 2023/2024. La Cour remarque également une diminution sensible d’autres dépenses. Il s’agit des allocations aux pouvoirs publics (-25,7%) entre 2022/2023 et 2023/2024 et les allocations aux entités administratives autonomes (-78,7%).

Selon l’exposé des motifs au point 1.4.2.1., la diminution sensible des allocations aux pouvoirs publics et aux entités administratives autonomes résulte de la désagrégation des budgets des administrations personnalisées où une partie du budget qui était classée dans la catégorie de transferts est classée dans les autres catégories de dépenses.

**III.2.1.6. Évolution des dépenses des prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges (compte 67)**

Les prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges sont prévues à hauteur de 56 691 516 723 Fbu en 2023/2024 contre 52 931 591 367 Fbu en 2022/2023, soit une augmentation de 7,1%.

Le tableau suivant en donne les détails sur la période 2019/2020 à 2023/2024.

**Tableau 22 : Évolution des dépenses des prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges**

| N° cpte | Intitulés | Prévision 2019/2020 | Prévisions 2020-2021 | Var. en % | Prévisions 2021-2022 | Var. en % | Prévisions 2022-2023 | Var. en % | Prévisions 2023-2024 | Variations | Var. en % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **67** | **Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges** | **48 760 849 305** | **51 822 378 582** | **6,3** | **53 028 363 759** | **2,3** | **52 931 591 367** | **-0,2** | **56 691 516 723** | 3 759 925 356 | **7,1** |
| 671 | Prestations sociales employeurs | 131 000 000 | 131 000 000 | - | 131 000 000 | - | 36 000 000 | -72,5 | 36 000 000 | 0 | - |
| 672 | Assistance sociale | 9 887 204 332 | 8 645 856 843 | -12,6 | 10 076 631 382 | 16,5 | 6 292 968 990 | -37,5 | 1 567 602 921 | -4 725 366 069 | -75,1 |
| 673 | Autres transferts courants | 38 742 644 973 | 43 045 521 739 | 11,1 | 42820732377 | -0,5 | 46 602 622 377 | 8,8 | 55 087 913 802 | 8 485 291 425 | 18,2 |

Source : Lois des finances 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023 ainsi que PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que la rubrique « Prestations sociales, employeurs, assistance sociale et autres charges » (compte 67) a connu une évolution positive de 7,1%. Cependant, la rubrique « Assistance sociale » (compte 672) a connu une évolution négative de 75,1% au moment où les « Autres transferts courants » (compte 673) ont évolué positivement de 18,2% au moment où les prestations sociales employeurs sont restées stables entre 2022/2023 et 2023/2024.

***La Cour recommande au ministère en charge des finances d'éclairer le Parlement sur :***

- ***les raisons de la diminution au titre de l'assistance sociale alors que le taux d'exécution est satisfaisant ;***
- ***les raisons de la reconduction du montant des prévisions des dépenses pour la rubrique prestations sociales employeur.***

### III.2.2.Analyse de la structure des prévisions des dépenses

L'analyse de la structure des prévisions des dépenses consiste en la comparaison de la part de chaque catégorie des dépenses de l'exercice 2022/2023 et celles de 2023/2024, en l'appréciation de la stabilité de la structure et en l'appréciation de la part des dépenses courantes comparées aux dépenses en capital.
Le détail se trouve dans les tableaux qui suivent :

**Tableau 23 : Part de chaque catégorie de dépenses dans les prévisions du budget général de l'Etat**

| Intitulés | Budget 2022/2023 | Part en % | Prévisions 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|
| **a) Dépenses courantes** | **1 204 542 385 240** | **50,3** | **2 027 807 414 428** | **51,3** |
| Dépenses sur biens et services et autres transferts courants | 1 140 192 247 604 | 47,6 | 1 785 574 854 428 | 45,1 |
| Versements d'intérêts | 64 350 137 636 | 2,6 | 242 232 560 000 | 6,1 |
| Dépenses sur fonds | 0 | | | |
| **b) Dépenses d'Investissements** | **1 187 760 598 355** | **49,6** | **1 925 189 626 143** | **48,7** |
| **Total dépenses** | **2 392 302 983 595** | **100** | **3 952 997 040 571** | **100** |

Source : LF 2022/2023 et PLF 2023/2024

Le tableau ci-dessus montre les parts des dépenses courantes et celle des dépenses d'Investissement par rapport aux dépenses totales, par comparaison des dépenses du budget de 2022/2023 et celles prévues pour l'exercice 2023/2024.

Les dépenses courantes de 2023/2024 occupent 51,3% des dépenses totales du PLF 2023/2024 contre 50,3% pour le budget général de 2022/2023.

Quant aux dépenses d'Investissements, elles occupent 48,7% des dépenses totales du projet de loi de finances 2023/2024 contre 49,6% des dépenses totales du budget général 2022/2023.

### III.2.2.1. Structure des prévisions des dépenses courantes

L'analyse de la structure des dépenses courantes porte sur les prévisions de ses composantes et leurs parts respectives. Les composantes des dépenses courantes sont : les rémunérations des salariés, les services extérieurs, les achats, les charges financières, les subventions aux sociétés, les allocations-contributions et exonérations, les prestations sociales employeur, l'assistance sociale et autres charges et les imprévus.

Le tableau ci-dessous en donne les détails.

**Tableau 24 : Parts des différentes composantes des dépenses courantes**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Part en % | Prévision 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Dépenses courantes** | **1 196 337 966 246** | **100** | **2 027 807 414 428** | **100,0** |
| | **Dépenses sur biens et services et autres transferts courants** | **1 131 987 828 610** | **94,6** | **1 785 574 858 428** | **88,0** |
| **61** | **Rémunération des salariés** | **508 363 127 174** | **42,4** | **868 290 920 765** | **42,8** |
| 611 | Sous statuts | 378 781 355 577 | 31,6 | 549 888 171 273 | 27,1 |
| 612 | Sous contrat | 71 233 024 209 | 5,9 | 123 393 939 307 | 6,0 |
| 613 | Vacataires, contractuels, journaliers, occasionnels | 1 228 764 023 | 0,1 | 114 424 501 166 | 5,6 |
| 614 | Indemnités particulières - pouvoirs publics | 18 716 507 426 | 1,5 | 18 772 191 820 | 0,9 |
| 615 | Primes et indemnités diverses | 776 185 951 | 0,1 | 976 185 951 | 0,1 |
| 616 | Contributions sociales | 37 627 289 988 | 3,1 | 60 835 931 248 | 3,0 |
| **62** | **Services extérieurs** | **55 543 780 376** | **4,6** | **80 950 291 665** | **3,9** |
| 621 | Frais de formation du personnel et frais de missions | 17 705 924 026 | 1,4 | 26 396 471 260 | 1,3 |
| 622 | Frais de relations publiques, publicité et intendance | 3 857 890 451 | 0,3 | 4 383 677 240 | 0,2 |
| 623 | Contrat de prestation de services et abonnements | 3 692 593 239 | 0,3 | 3 907 995 855 | 0,1 |
| 624 | Locations | 13 578 013 961 | 1,1 | 27 140 530 203 | 1,3 |
| 625 | Entretien et réparations | 14 825 408 012 | 1,2 | 17 132 892 059 | 0,8 |
| 626 | Assurances | 784 845 791 | 0,1 | 889 620 152 | 0,1 |
| 627 | Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique | 1 099 104 896 | 0,1 | 1 099 104 896 | 0,1 |
| **63** | **Achats** | **95 120 742 113** | **7,9** | **247 479 743 158** | **12,2** |

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Part en % | Prévision 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| 631 | Fournitures techniques | 78 478 315 993 | 6,5 | 224 797 917 313 | 11,1 |
| 632 | Fournitures administratives | 12 284 105 820 | 1,0 | 18 538 505 545 | 0,9 |
| 633 | vêtements | 250 000 000 | 0,1 | 25 000 000 | 0,0 |
| 634 | Petit matériel, mobilier et équipement | | - | | |
| 635 | Eau et électricité | 4 108 320 300 | 0,3 | 4 118 320 300 | 0,2 |
| **64** | **Charges Financières** | **17 278 448 119** | **1,4** | **247 895 180 000** | **12,2** |
| 641 | Versements d'intérêts extérieurs | 17 128 448 119 | 1,4 | 31 882 230 000 | 1,5 |
| 642 | Versements d'intérêts intérieurs | 47 221 689 517 | 3,9 | 210 350 330 000 | 10,4 |
| 644 | Perte de change | 50 000 000 | 0 | 1 500 000 000 | 0,1 |
| 648 | Autres charges financières | 100 000 000 | 0,1 | 4 162 620 000 | 0,2 |
| **65** | **Subventions aux sociétés** | **80 798 639** | **0,1** | **80 798 639** | **0,0** |
| 653 | Subventions aux collectivités territoriales | 80 798 639 | 0,1 | 80 798 639 | 0,0 |
| **66** | **Allocations-contributions et exonérations** | **423 764 922 477** | **35,4** | **464 418 963 478** | **22,9** |
| 661 | Allocations et subsides | 244 837 389 944 | 20,4 | 181 892 818 763 | 8,9 |
| 662 | Allocations aux services Ministériels | 40 449 846 546 | 3,4 | 96 239 149 629 | 4,7 |
| 664 | Allocations aux entités administratives autonomes | 26 574 055 907 | 2,2 | 5 671 344 577 | 0,3 |
| 666 | Contributions aux organismes internationaux | 31 903 630 080 | 2,6 | 45 615 650 509 | 2,2 |
| 667 | Exonérations(1) | 80 000 000 000 | 6,6 | 135 000 000 000 | 6,6 |
| **67** | **Prestation sociale employeur, assistance sociale et autres charges** | **46 602 622 377** | **3,9** | **1 603 602 921** | **0,1** |
| 671 | Prestation sociale employeur | | - | 36000000 | 0,0 |
| 672 | Assistance sociale | | - | 1567602921 | 0,1 |
| 673 | Autres transferts courants | 46 602 622 377 | 3,9 | 55 087 913 802 | 2,7 |
| **88** | **Imprévus** | **2 361 835 454** | **0,2** | **62 000 000 000** | **3,1** |
| | **Fonds routier national** | | - | | |

Source : LF 2022/2023 et PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que les parts des prévisions des différentes composantes des dépenses courantes n'ont pas changé sauf pour certaines dépenses qui ont connu une variation significative. Il s'agit notamment des achats (Compte 63) qui passent de 7,95% en 2022/2023 à 12,22 en 2023/2024, et les « allocations, contributions et exonérations » (compte 66) qui varient de 35,42% en 2022/2023 à 22,9% en 2023/2024. La structure des dépenses courantes est globalement stable.

### III.2.2.2. Structure des prévisions des dépenses en capital

L'analyse de la structure des prévisions des dépenses d'investissement ou en capital porte sur les parts des dépenses en capital sur ressources nationales (les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les stocks, les titres et participation et la contrepartie nationale et des dépenses en capital sur ressources extérieures (tirages sur dette directe et les dons en capital) dans le total des prévisions des dépenses d'investissement des exercices 2022/2023 et 2023/2024.

Le tableau ci-dessous en donne les détails.

**Tableau 25 : Part des différentes composantes des dépenses en capital**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Part en % | Prévision 2023/2024 | Part en % |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Dépenses en capital & prêts nets** | **1 188 416 068 359** | **100** | **1 925 189 626 143** | **100** |
| | **Dépenses en capital sur ressources nationales** | **794 693 281 344** | **66,9** | **999 266 604 631** | **51,90** |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **3 543 902 829** | **0,3** | **9 581 475 094** | **0,50** |
| 201 | Immobilisations incorporelles (Etudes) | 3 543 902 829 | 0,3 | 9 446 439 368 | 0,49 |
| 202 | Brevets, licences et droits similaires | | | 135 035 726 | 0,01 |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **679 797 319 819** | **57,2** | **693 971 559 537** | **36,05** |
| 211 | Terrains, gisements et autres actifs naturels | 32 135 733 297 | 2,7 | 15 495 280 942 | 0,80 |
| 212 | Constructions | 45 826 190 602 | 3,9 | 53 444 536 522 | 2,78 |
| 213 | Infrastructures | 412 944 104 717 | 34,7 | 466 140 054 985 | 24,21 |
| 214 | Matériels, machines, & équipements | 188 891 291 203 | 15,9 | 158 891 687 088 | 8,25 |
| **22** | **Stocks** | **71 563 070 000** | **6** | **266 563 070 000** | **13,85** |
| 221 | Stock stratégique | 71 563 070 000 | 6 | 266 563 070 000 | 13,85 |
| **26** | **Titres et participation** | **9 562 500 000** | **0,8** | **29 150 500 000** | **1,51** |
| 261 | Participation au capital | 8 900 000 000 | 0,7 | 24 688 000 000 | 1,28 |
| 268 | Autres titres et participations | 662 500 000 | 0,1 | 4 462 500 000 | 0,23 |
| **27** | **Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs** | **393 722 787 015** | **33,1** | **925 923 021 512** | **48,10** |
| 271 | Contrepartie nationale(1) | 30 226 488 696 | 2,5 | 59 702 258 798 | 3,10 |
| 272 | Tirages sur emprunts (2) | 59 774 234 641 | 5 | 212 810 967 000 | 21,30 |
| 273 | Tirages sur Dons(3) | 333 948 552 374 | 28,1 | 653 409 795 714 | 65,39 |

Source : LF 2022/2023et PLF 2023/2024

L'analyse du tableau ci-dessus montre que la structure des différentes composantes des investissements est stable sauf la part des dépenses en capital sur ressources nationales qui passent de 66,9 % (2022/2023) du total des dépenses à 51,9 % (2023/2024), soit une variation négative de 15% et la part des ressources transférées aux projets sur financement extérieur qui ont passé de 33,1 % à 48,1%, soit une variation positive de 15 %.

Il est à noter qu'il y a des accroissements de l'exercice 2022/2023 à l'exercice 2023/2024, notamment au niveau des « immobilisations corporelles », les « stocks » et des « tirages sur emprunts et dons ».

### III.2.3. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses

L'analyse de la qualité des prévisions consiste à vérifier le réalisme des prévisions du PLF 2023/2024 compte tenu de la moyenne d'exécution des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 et du niveau d'exécution des dépenses du 01/07/2022 au 9/05/2023 de l'exercice 2022/2023.

Le tableau ci-dessous montre les prévisions de l'exercice 2023/2024, la moyenne d'exécution des montants sur les 3 exercices antérieurs (2019/2020,2020/2021 et 2021/2022) ainsi que le taux d'exécution du 01/07/2022 au 09/05/2023.

**Tableau 26 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses du budget général de l'État**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Montant | Moyenne des montants de 2019/2020, 2020/2021et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022 au 09/05/2023 (en %) |
| | **Dépenses courantes** | | | | |
| 61, 62, 63, 65, 66, 67 | Dépenses sur biens et services et autres transferts courants | 1 144 373 299 808 | 1 717 912 234 428 | 903 465 161 606 | 75,8 |
| 64 | Charges financières | 65 950 137 636 | 247 895 180 000 | 23 109 726 668 | 34,7 |
| 641, 642 | Versement d'intérêts | 64 350 137 636 | 242 232 560 000 | 46 219 453 337 | 17,7 |
| 644 | Perte de change | 1 500 000 000 | 1 500 000 000 | 0 | 0 |
| 648 | Autres charges financières | 100 000 000 | 4 162 620 000 | 0 | 0 |
| 20 à 26 | Dépenses en capital et prêts nets | 757 929 618 044 | 999 266 604 63 | 159 459 277 497 | 43,2 |
| 271 | Dépenses en capital sur budget national | 20 226 488 696 | 159 702 258 798 | 20 681 604 771 | 51,8 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024

La lecture de ce tableau montre que l'exécution de certaines catégories des dépenses connaît un taux inférieur à 50% et d'autres n'ont pas encore connu d'exécution au 09 mai 2023.

L'analyse détaillée de la qualité des prévisions pour chaque catégorie des dépenses est présentée dans les tableaux qui suivent.

### III.2.3.1. L'analyse de la qualité des prévisions des dépenses courantes

#### III.2.3.1.1. Analyse de la qualité des prévisions des rémunérations des salariés

Le tableau suivant montre les prévisions de l'exercice 2022/2023, les prévisions de 2023/2024 et la moyenne des montants exécutés sur les 3 années antérieures ainsi que le taux d'exécution du 01/07/2022 au 9/05/2023.

**Tableau 27 : Analyse de la qualité des prévisions des rémunérations des salariés**

| N° cpte | | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Intitulés | Montant | Montant | Moyenne des montants exécutés pour les exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2021 au 09/05/2023 (en %) |
| **61** | **Rémunération des salariés** | **508 363 127 174** | **868 290 920 765** | **476 716 078 481** | **90,9** |
| 611 | Rémunérations des sous statuts | 378 781 355 577 | 549 888 171 273 | 356 040 886 338 | 90,6 |
| 612 | Rémunérations des sous contrats | 71 233 024 209 | 123 393 939 307 | 66 852 741 137 | 85 |
| 613 | Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels | 1 228 764 023 | 114 424 501 166 | 1 250 586 834 | 70 |
| 614 | Indemnités particulières-pouvoirs publics | 18 716 507 426 | 18 772 191 820 | 12 694 799 948 | 84 |
| 615 | Prime et indemnités diverses | 776 185 951 | 976 185 951 | 583 253 180 | 71 |
| 616 | Contributions sociales | 37 627 289 988 | 60 835 931 248 | 39 293 811 046 | 110 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2020/2021, 2021/2022 et 2022/2023, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024.

Au vu du taux d'exécution des rémunérations des salariés du 01/07/2022 au 09/05/2023 qui est de 90,9%, l'augmentation des prévisions des rémunérations des salariés pour l'exercice 2023/2024 est réaliste. Elle est par ailleurs en cohérence avec la politique du gouvernement décrite dans l'exposé des motifs et dans le PLF 2023/2024 (chap. I.3. point 1°).

### III.2.3.1.2 Analyse de la qualité des prévisions des achats de biens et services (compte 62 et 63)

Les dépenses des achats de biens et services sont composés des « Services extérieurs » et des « Achats ».

#### a) Services extérieurs

Le tableau suivant montre les montants des prévisions des exercices 2021/2022 et 2022/2023, les moyennes des 3 années antérieures (2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021) ainsi que le taux d'exécution du 01/07/2021 au 31/03/2022.

**Tableau 3: Analyse de la qualité des prévisions des services extérieurs**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | Montant | Moyenne des montants de2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022 au 9/05/2023 (en %) |
| **62** | **Services extérieurs** | **55 543 760 376** | **80 950 291 665** | **52 426 056 955** | **77,8** |
| 621 | Frais de formation du personnel et frais de missions | 17 705 924 026 | 26 396 471 260 | 11 605 733 250 | 91,1 |
| 622 | Frais de relations publiques, publicités et intendances | 3 857 890 451 | 4 383 677 240 | 3 358 356 486 | 81,5 |
| 623 | Contrats de prestations de services et abonnements | 3 692 593 239 | 3 907 995 855 | 2 702 461 422 | 69,4 |
| 624 | Locations | 13 578 013 961 | 27 140 530 203 | 18 153 380 122 | 59,9 |
| 625 | Entretiens et réparations | 14 825 408 012 | 17 132 892 059 | 15 165 726 673 | 74,8 |
| 626 | Assurances | 784 825 791 | 889 620 152 | 742 885 095 | 60,2 |
| 627 | Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique | 1 099 104 896 | 1 099 104 896 | 697 513 895 | 90,1 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024

L'analyse du tableau montre que le taux d'exécution des dépenses des services extérieurs a été de 77,8%.

Les prévisions de ces dépenses sont réalistes compte tenu du taux d'exécution étant donné que les prévisions de l'exercice 2022/2023 étaient de 55 543 760 376 Fbu alors que les prévisions de l'exercice 2023/2024 sont de 80 950 291 665Fbu.

**b) Achats**

Le tableau suivant montre les montants des prévisions au titre des achats pour les exercices 2022/2023 et 2023/2024, les moyennes des 3 années antérieures (2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022) ainsi que le taux d'exécution du 01/07/2022 au 09/05/2023.

**Tableau 29 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses des achats**

| N° cpte | | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Intitulés | Montant | Montant | Moyenne des montants de2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022 au 09/05/2023 (en %) |
| **63** | **Achats** | **95 120 742 113** | **247 479 743 158** | **100 561 909 629** | **71,7** |
| 631 | Fournitures techniques | 78 478 315 993 | 224 797 917 313 | 87 547 388 916 | 78,9 |
| 632 | Fournitures administratives | 12 284 105 820 | 18 538 505 545 | 9 177 959 146 | 25,5 |
| 633 | vêtements | 250 000 000 | 25 000 000 | 121 945 920 | 0 |
| 634 | Petit matériel, mobilier et équipement | - | - | 317 512 443 | - |
| 635 | Energie et eau | 4 108 320 300 | 4 118 320 300 | 3 543 589 325 | 75,4 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF2023/2024.

À la lecture du tableau, la Cour constate que les prévisions des dépenses pour les rubriques 632 « Fournitures administratives » sont irréalistes compte tenu de leur niveau d'exécution de 25,5% du 01/07/2022 au 09/05/2023.

***La Cour recommande au ministère en charge des finances d'éclairer le Parlement sur les raisons de l'augmentation des prévisions des dépenses en rapport avec les « Fournitures administratives ».***

### III.2.3.2. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses des charges financières (compte 64)

Le tableau suivant montre les prévisions au titre des dépenses des charges financières de l'exercice 2022/2023, la moyenne des montants exécutés sur les 3 exercices antérieurs (2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022) et le taux d'exécution du 01/07/2022 au 09/05/ 2023.

**Tableau 30 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses des charges financières**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | Montant | Moyenne des montants de2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2021 au 09/05/2023 (en %) |
| **64** | **Charges financières** | **64 500 137 636** | **247 895 180 000** | **23 109 726 668** | **34,7** |
| 641 | Intérêts sur emprunts extérieurs | 17 128 448 119 | 31 882 230 000 | 9 181 513 463 | 68,4 |
| 642 | Intérêts sur emprunts intérieurs | 47 221 689 517 | 210 350 330 000 | 13 928 213 205 | 23,6 |
| 644 | Perte de change | 50 000 000 | 1 500 000 000 | 0 | 0 |
| 648 | Autres charges financières | 100 000 000 | 4 162 620 000 | 0 | 0 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024

Au vu de ce tableau, les charges financières ont connu un taux d'exécution de 34,7% pour la période du 01/07/2022 au 09/05/2023. Pour l'exercice 2022/2023, les charges financières ont été prévues à hauteur de 64 500 137 636 Fbu contre 247 895 180 000 Fbu de 2023/2024, soit une augmentation de 283,3%.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur les raisons du faible niveau d'exécution des dépenses au titre des charges financières.***

### III.2.3.3. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des allocations, contributions et exonérations

Le tableau suivant montre les prévisions des dépenses au titre des allocations, contributions et exonérations exercices 2022/2023 et 2023/2024, la moyenne des montants des 3 années antérieures (2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022) et le taux d'exécution du 01/07/2022 au 09/05/2023.

**Tableau 31 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des allocations, contributions et exonérations**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | Montant | Moyenne des montants de2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022au 09/05/2023(en %) |
| 66 | Allocations, contributions et exonérations | 423 764 922 477 | 464 418 963 478 | 231 198 784 062 | 58,7 |
| 661 | Allocations aux pouvoirs publics | 244 837 389 944 | 181 892 818 763 | 154 557 711 479 | 72,1 |
| 662 | Allocations aux services ministériels | 40 449 846 546 | 96 239 149 629 | 43 097 512 233 | 75,3 |
| 664 | Allocations aux entités administratives autonomes | 26 574 055 907 | 5 671 344 577 | 24 503 882 754 | 70,7 |
| 666 | Contributions aux organisations internationales | 31 903 630 080 | 45 615 650 509 | 9 039 677 597 | 71,8 |
| 667 | Exonérations accordées | 80 000 000 000 | 135 000 000 000 | 0 | 0 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2018/2019, 2019/2020 et 2020/2021, exécution des dépenses du 01/07/2021 au 31/03/2022 et PLF 2022/2023

Le tableau ci-dessus montre que le taux d'exécution des exonérations du 01/07/2022 au 09/05/2023 est nul selon la classification économique des dépenses. Aussi, la moyenne d'exécution des 3 exercices antérieurs est nulle. Aussi, la moyenne d'exécution des 3 exercices antérieurs est nulle. Cependant, selon les données de l'OBR, le montant des exonérations exécutées du 01/07/2022 mars 2023 s'élève à 224 284 084 733 Fbu soit un taux d'exécution de 1246,02 %. Cela prouve que les

prévisions pour les exonérations ne sont pas réalistes compte tenu de leur niveau d'exécution de l'exercice 2022/2023.

### III.2.3.4. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges

Le tableau suivant montre les prévisions des dépenses au titre des « Prestations sociales employeur », « Assistance sociale » et « Autres charges » pour les exercices 2022/2023 et 2023/2024, la moyenne des montants des 3 années antérieures (2019/2020, 2020/2021et 2021/2022) et le taux d'exécution du 01/07/2022 au 09/05/2023

**Tableau 32 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses au titre des prestations sociales employeur, assistances sociales et autres charges**

| N° cpte | Intitulé | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | Montant | Moyenne des montants de 2019/2020,2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022 au 09/05/2023 (en %) |
| **67** | **Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges** | **52 931 591 367** | **56 691 516 723** | **42 718 513 071** | **74,1** |
| 671 | Prestations sociales employeur | 36 000 000 | 36 000 000 | 66 568 919 | 21,4 |
| 672 | Assistance sociale | 6 292 968 990 | 1 567 602 921 | 2 510 374 036 | 73,6 |
| 673 | Autres transferts courants | 49 215 370 231 | 55 087 913 802 | 40 141 570 115 | 74,2 |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024

La lecture de ce tableau montre que :

- Pour la rubrique « prestations sociales employeur », leurs prévisions ont été maintenues au même niveau alors que leur taux d'exécution est de 21,4% ;
- Pour la rubrique « Assistance sociale », le montant des prévisions est passé de 6 292 968 990 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 1 567 602 921 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une diminution de 4 725 366 069 Fbu alors que le taux d'exécution jusqu'au 09/05/2023 est de 73,6%.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère des Finances sur :***

- ***les raisons de la diminution au titre de l'assistance sociale alors que le taux d'exécution est satisfaisant ;***
- ***les raisons de la reconduction du montant des prévisions des dépenses pour la rubrique prestations sociales employeur.***

### III.2.3.5. Analyse de la qualité des prévisions des dépenses en capital

L'analyse de la qualité des prévisions des dépenses en capital porte uniquement sur les dépenses d'investissement sur les ressources nationales car le ministère en charge des finances n'a pas mis à la disposition de la Cour les données relatives aux ressources extérieures.

**Tableau 33 : Analyse de la qualité des prévisions des dépenses d'investissements sur ressources nationales**

| N° cpte | Intitulés | Prévisions 2022/2023 | Prévisions 2023/2024 | Exécution | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Montant | Montant | Moyenne des montants de 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 | Taux d'exéc. du 01/07/2022 au 09/05/2023 (en %) |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **3 543 902 829** | **9 581 475 094** | **1 496 092 316** | **52,1** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **679 797 319 819** | **693 971 559 537** | **120 567 432 372** | **37,8** |
| 212 | constructions | 43 402 706 791 | 53 444 536 522 | 36 144 525 469 | 79,7 |
| 213 | infrastructures | 399 110 099 012 | 466 140 054 985 | 57 482 985 956 | 34 |
| 214 | Matériels, machines et équipement | 189 638 360 203 | 158 891 687 088 | 17 796 716 921 | 37,2 |
| **22** | **Stocks** | **71 563 070 000** | **266 563 070 000** | **29 009 418 848** | **91,9** |
| **26** | **Titres et participations** | **9 562 500 000** | **29 150 500 000** | **8 386 333 961** | **57,6** |
| **27** | **Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs** | **423 949 275 711** | **925 923 021 512** | **20 681 604 771** | **51.8** |
| 271 | Contrepartie nationale | 30 226 488 696 | 59 702 258 798 | 20 681 604 771 | 51,8 |
| 272 | Tirages sur emprunts | 59 774 234 641 | 212 810 967 000 | - | - |
| 273 | Tirages sur dons | 333 948 552 374 | 653 409 795 714 | - | - |

Source : Classification économique de l'exécution des dépenses des exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, exécution des dépenses du 01/07/2022 au 09/05/2023 et PLF 2023/2024

L'analyse du tableau ci-dessus montre que :

- le montant exécuté du 01/07/2022 au 09/05/2023 sur la rubrique des « Immobilisations corporelles » est de 254 293 910 918 Fbu sur les prévisions de 672 320 145 215 Fbu, soit un taux d'exécution de 37,8%. Les prévisions de l'exercice 2023/2024 sont de 693 971 559 537 Fbu, soit une augmentation d'un montant de 14 174 239 718 Fbu représentant un taux de 2,08 % ;
- le taux d'exécution pour la rubrique « Stocks » est de 91,9%. Les prévisions pour l'exercice 2023/2024 sont de 266 563 070 000 Fbu contre 71 563 070 000 Fbu pour 2022/2023, soit une augmentation de 195 000 000 000 Fbu ;
- le taux d'exécution pour la rubrique « Titres et participation » est de 57,6%. Les prévisions pour l'exercice 2023/2024 sont de 29 150 500 000 Fbu contre 9 562 500 000 Fbu pour l'exercice 2022/2023 soit une augmentation de 19 588 000 000 Fbu représentant un taux de 204,8% ;
- le taux d'exécution pour la rubrique « Contrepartie nationale » est de 51,8%. Les prévisions pour l'exercice 2023/2024 sont de 59 702 258 798 Fbu contre 30 226 488 696 Fbu pour l'exercice 2022/2023 soit une augmentation de 29 475 770 102 Fbu représentant un taux de 97,5% ;
- la rubriques « Tirages sur emprunts » est revue à la hausse passant de 59 774 234 641 Fbu en 2022/2023 à 212 810 967 000 Fbu en 2023/2024 soit une augmentation de 153 036 732 359 Fbu ;
- la rubrique « Tirages sur dons » est revues à la hausse passant de 333 948 552 374 Fbu en 2022/2023 à 653 409 795 714 Fbu en 2023/2024 soit une augmentation de 319 461 243 340 Fbu. Ce qui est cohérant avec la politique du gouvernement énoncée dans l'exposé des motifs (point 1.3).

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'être éclairé par le ministère en charge des finances sur le faible niveau d'exécution du budget des immobilisations corporelles pour l'exercice 2022/2023 (37,8%).***

# CHAPITRE IV. ANALYSE DES DÉPENSES FISCALES ET DE LA STRUCTURE DU PLF 2023/2024

Le présent chapitre porte sur les différentes dépenses fiscales proposées par le PLF 2023-2024 et sur la structure du projet de loi de finances.

## IV.1. Dépenses fiscales

Pour analyser les dépenses fiscales, la Cour a d'abord vérifié si le projet de loi de finances comporte des informations sur les dépenses fiscales avant d'apprécier la qualité de ces informations.

### IV.1.1. Existence des informations sur les dépenses fiscales dans le projet de loi de finances

A l'analyse du projet de loi de finances exercice 2023/2024, la Cour constate que le montant total des exonérations s'élève à 135 000 000 000 FBU (article 2 du PLF).
Parmi ces exonérations, certaines ont été reconduites de la loi de finances portant sur l'exercice 2022/2023 et d'autres ont été nouvellement instituées dans le cadre du PLF 2023/2024.

Les exonérations sont détaillées dans le PLF de la manière suivante :

- **Exonérations reconduites de la loi de finances 2022/2023 :**
- exonérations portant sur l'importation des semences certifiées comme telles, d'origine animale et végétale de tous les droits, taxes et redevances (article 145) ;
- exonérations des associations sans but lucratif reconnues par les lois nationales et internationales (article 146) ;
- exonérations dans le cadre du code des investissements (article 149) ;
- exonérations des droits et taxes à l'importation sur les acquisitions de nouveaux engins et matériels destinés aux constructions et entretien des routes et les acquisitions des mélangeurs de bétons destinés à l'Agence Routière du Burundi (article 150) ;
- exonérations des droits et taxes à l'importation sur les véhicules de transports rémunérés de personnes, main droite, neufs ayant une capacité d'au moins trente places assises (article 153) ;
- exonérations des droits et taxes sur l'importation des échafaudages métalliques, du bois brut, du gaz de cuisine et ses récipients ainsi que des appareils de cuisson à combustible gazeux (article 154) ;

- **Exonérations nouvellement instituées dans le cadre du PLF 2023/2024 :**
- exonérations sur la livraison intérieure des intrants agricoles, importés ou produits localement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 145) ;

- exonérations des droits et taxes à l'importation sur les acquisitions de nouveaux engins et matériels destinés à l'agriculture et à l'élevage (article 150) ;
- exonérations des intérêts sur les bons et obligations du trésor d'impôt sur le revenu (article 152) ;
- exonérations des dons octroyés à l'Etat et à ses subdivisons administratives sur tous les impôts et taxes, droits et redevances (article 157) ;
- exonérations relatives aux impôts sur les revenus d'immeuble nouvellement construit à partir de la première mise en location pour une période de deux ans, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble (article 158).

### IV.1.2. Appréciation des informations sur les dépenses fiscales

Au sujet des exonérations qui seront accordées, la Cour note que le PLF indique chaque fois l'objet pour lequel l'exonération sera accordée.

Au cours de l'exercice 2023-2024, le montant des prévisions des exonérations est revu à la hausse passant de 80 000 000 000 Fbu pour l'exercice 2022/2023 à 135 000 000 000 Fbu pour l'exercice 2023/2024 soit une augmentation d'un montant de 55 000 000 000 Fbu représentant un taux de 68,7% ;

Cependant, la Cour constate que ces prévisions ne sont pas réalistes si on tient compte des réalisations de l'exercice 2022/2023 qui s'élèvent à 224 284 084 733 Fbu au 30 avril 2023 selon les données de l'OBR.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la tendance haussière des exonérations.***

## IV.2. Structure du projet de loi de finances

L'analyse de la structure du projet de loi de finances a porté sur la composition du projet de loi de finances et les documents annexes au PLF.

### IV.2.1. Composition du projet de loi de finances

La loi n° 1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques, dans son article 10, dispose :

« Le budget général de l'État arrête l'ensemble des recettes et dépenses des institutions et administrations de l'État à l'exception de celles figurant dans des budgets annexes, les budgets d'affectation spéciale, les budgets de prêts, les comptes de garanties et avals de l'État.

Les ressources du budget général de l'État comprennent :

a) les ressources budgétaires regroupant :
   - les ressources fiscales ;
   - les ressources non fiscales ;

- les dons ;

b) les ressources de trésorerie regroupant :
   - le produit des emprunts ;
   - le produit des cessions d'actif de toute nature ;

c) les produits exceptionnels.

Les charges du budget général de l'État comprennent :

a) les charges budgétaires regroupant :
   - les dépenses courantes ;
   - les dépenses d'investissement.

b) Les charges de trésorerie regroupant le remboursement d'emprunts ».

L'analyse du PLF permet à la Cour de préciser que le PLF 2023/2024 respecte la structure exigée par l'article 10 de LFP.

**IV.2.2. Documents annexes au PLF**

L'article 34 de la LFP dispose :

« Doivent être présentés avec les lois de finances initiales un document annexe contenant :

- Un état des effectifs d'agents publics, civils et militaires, rémunérés par l'État ;
- Un document de programmation budgétaire et économique pluriannuel couvrant une période minimale de 3 ans qui évalue le niveau global des recettes attendues de l'État et des dépenses budgétaires décomposées par grandes catégories ;
- Un tableau de financement prévisionnel accompagné d'un plan de trésorerie mensualisé, faisant apparaitre notamment la décomposition de l'endettement financier brut de l'État ;
- Les comptes consolidés des organismes publics à autonomie de gestion pour le dernier exercice clos ainsi que leurs prévisions budgétaires en recettes et en dépenses ;
- Le programme d'investissements publics (PIP) ;
- Les dépenses cumulées par programmes et projets du document national de planification du développement ;
- Etat de mise en œuvre des indicateurs d'un plan national de développement ;
- Le niveau de réalisations des indicateurs des cadres de résultats des politiques sectorielles ;
- Les projets de budgets-programmes détaillés des ministères et institutions constitutionnelles. Ces budgets-programmes détaillés peuvent être annexés d'une manière imprimée ou électronique ;
- Tout autre document jugé nécessaires par la commission permanente en charges des finances. »

L'analyse du PLF permet à la Cour de constater que les documents suivants exigés par l'article 34 de la LFP n'ont pas tous été annexés au PLF. Manquent les documents suivants :

- Un état des effectifs d'agents publics, civils et militaires, rémunérés par l'État ;
- Un document de programmation budgétaire et économique pluriannuel couvrant une période minimale de 3 ans qui évalue le niveau global des recettes attendues de l'État et des dépenses budgétaires décomposées par grandes catégories ;
- Un tableau de financement prévisionnel accompagné d'un plan de trésorerie mensualisé, faisant apparaitre notamment la décomposition de l'endettement financier brut de l'État ;
- Les dépenses cumulées par programmes et projets du document national de planification du développement ;
- État de mise en œuvre des indicateurs d'un plan national de développement ;
- Le niveau de réalisations des indicateurs des cadres de résultats des politiques sectorielles ;
- Les projets de budgets–programmes détaillés des ministères et institutions constitutionnelles. Ces budgets-programmes détaillés peuvent êtres annexés d'une manière imprimée ou électronique.

La Cour trouve que la non-production de ces documents prive au Parlement l'information lui permettant d'analyser profondément le projet de loi des finances lui soumis par le Gouvernement et que par conséquent, cette irrégularité entache la transparence et la sincérité dudit projet.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité de la transmission de ces annexes par le ministère ayant les finances dans ses attributions avant l'adoption du PLF.***

# CHAPITRE V. ANALYSE DES ÉQUILIBRES DU BUDGET

L'analyse des équilibres du budget a porté sur le solde budgétaire, sur la sincérité du déficit budgétaire et sur les modalités de financement du déficit budgétaire.

## V.1. Analyse du solde budgétaire

Conformément à l'article 17 de la loi organique relative aux finances publiques, « le budget de l'Etat fait apparaître un solde budgétaire global calculé par addition :

- du solde du budget général résultant de la différence entre ses charges et ressources budgétaires ;
- de la variation des soldes des budgets annexes, des soldes des budgets d'affectation spéciale, des soldes des budgets de prêts, des soldes des comptes de garanties et avals.

Le solde des budgets annexes, des budgets d'affection spéciale, des budgets de prêts et des comptes de garanties et d'avals est reporté à nouveau sur l'exercice suivant »
L'exposé des motifs du PLF 2023/2024 ne donne pas d'information sur l'existence des budgets annexes, des budgets d'affection spéciale, des budgets de prêts et des comptes de garanties et d'avals.

Le projet de loi de finances 2023/2024 fixe les ressources de l'Etat à 3 224 071 350 855 Fbu et les dépenses globales à 3 952 997 040 571 Fbu. Ce projet de loi de finances dégage un solde budgétaire déficitaire.

## V.2. Analyse de la sincérité du déficit budgétaire

Pour analyser la sincérité du déficit budgétaire, il convient de déterminer ce déficit d'une part et de vérifier sa sincérité d'autre part.

### V.2.1. Détermination du déficit budgétaire

L'exposé des motifs ainsi que l'article 3 du projet de loi de finances 2023/2024 indiquent que le solde prévisionnel est déficitaire. Il s'élève à 728 925 689 716 Fbu.

Comparé au déficit de la loi de finances 2022/2023 qui était de 197 418 662 760 Fbu, le déficit prévisionnel du budget 2023/2024 a augmenté de 531 507 026 956 Fbu, soit un taux d'accroissement de 269,2%.

Selon l'exposé des motifs du PLF 2023/2024 à la page 4, le creusement du déficit projeté pour l'exercice 2023/2024 s'explique par l'augmentation des dépenses courantes et des dépenses d'investissement sur ressources intérieures qui passent respectivement de 1 204 ,5milliards de Fbu à 2 027,8 milliards de Fbu et de 794,03 milliards Fbu à 1 058, 9 milliards de Fbu.

Selon le même exposé des motifs à la page 8, ce déficit global est expliqué par la hausse du budget alloué à l'investissement selon les priorités retenues par le Gouvernement pour booster l'économie nationale, à l'amélioration des infrastructures publiques et aux paiements des intérêts de la dette intérieure qui, autrefois étaient sous-estimés.

La Cour s'inquiète de la divergence des explications du creusement du déficit budgétaire dans l'exposé des motifs du PLF 2023/2024.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur la nécessité d'examiner la pertinence des raisons relevées en rapport avec le creusement du déficit budgétaire du PLF 2023/2024.***

### V.2.2. Vérification de la sincérité du déficit budgétaire

Pour analyser la sincérité du déficit budgétaire, la Cour devait procéder aux travaux suivants :

- établir la situation des arriérés ;
- apprécier leur importance par rapport à l'enveloppe globale (dépenses globales du budget général de l'État) ;
- examiner les documents du budget pour vérifier si les arriérés ont été apurés.

Le PLF 2023/2024, son exposé des motifs et ses annexes ne renseignent expressément pas sur la situation des arriérés. Néanmoins, le projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire, exercice 2021/2022 montre que le paiement des arriérés à la fin de l'exercice s'élève à 133 385 366 197 Fbu alors que la loi de finances de cet exercice n'en prévoyait pas le paiement et ne précisait pas leur montant.

Par voie de conséquence, la Cour n'a pas été en mesure d'effectuer les travaux d'analyse de la sincérité du déficit budgétaire.

La Cour émet une réserve sur la sincérité du déficit budgétaire du projet de loi de finances 2023/2024.

***La Cour attire l'attention du Parlement afin de demander au ministère en charge des finances d'établir la situation des arriérés.***

### V.3. Analyse des modalités de financement du déficit budgétaire

Le PLF 2023/2024 prévoit deux modalités de financement du déficit à savoir le financement extérieur net à hauteur de 148 107 057 000 Fbu et le financement intérieur net à hauteur de 580 818 632 716 Fbu, représentant respectivement 20,31% et 79,68% du déficit global (728 925 689 716 Fbu).

La Cour signale que le recours excessif de l'Etat au financement intérieur pour couvrir le déficit risque de compromettre les efforts du secteur privé dans la mobilisation des

ressources financières nécessaires à son développement. Cet effet d'éviction pourrait éventuellement influencer négativement le financement de l'investissement privé.

***La Cour attire l'attention du Parlement sur le recours excessif au financement intérieur pour couvrir le déficit.***

**********